

Université de Montréal

Les débats politiques entourant l'adoption de la *Loi sur la sécurité des rues et des communautés* :  
Une analyse des représentations

Par  
Kelsey Watts

École de criminologie  
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade  
M.Sc. En criminologie

Janvier 2015

©Kelsey Watts, 2015

## Résumé

Au Canada, les discours politiques entourant la question des politiques pénales ont parfois été favorables à la répression, et parfois favorables à la réhabilitation et la littérature démontre qu'au cours des années, nous avons toujours nuancé notre approche à l'aide d'une philosophie pénale dichotomique, favorisant le juste équilibre entre ces deux rationalités pénales. Depuis l'arrivée du gouvernement conservateur en 2006 et malgré une baisse de l'activité criminelle enregistrée, l'activité législative en matière criminelle et pénale s'est intensifiée. En 2011, le gouvernement a ainsi déposé le projet de loi C-10, une loi omnibus comprenant 5 volets distincts, chacun mettant en place des changements important sur différentes dimensions du processus criminel ou pénal.

L'objet de notre étude consiste, à partir de l'analyse des débats entourant l'adoption de ce projet de loi C-10, à comprendre les représentations du crime, du criminel et de la sanction pénale, et ce à partir de l'analyse documentaire thématique. Le corpus utilisé dans ce mémoire est formé de débats parlementaires ayant eu lieu à la Chambre des communes entre le 20 septembre 2011 et le 6 décembre 2011. Il ressort de notre analyse que la perspective dualiste d'autrefois a disparu au détriment d'une perspective pénale axée sur la protection en favorisant la rétribution, réprobation et la neutralisation. Nos résultats soulignent l'importance de l'émotion et du sensationnel dans les débats, ainsi que l'arrivée d'une pénalité politisée.

**Mots-clés :** Loi C-10, représentations sociales, philosophie pénale, virage punitif, populisme pénal, politiques pénales.

**Abstract**

In Canada, the rhetoric surrounding penal policy has sometimes been favorable to a more punitive approach, sometimes to a more rehabilitative approach and the literature shows that we have always mitigated our approach with a dichotomous penal philosophy that promotes the balance between retributive punishment and rehabilitation. Since the arrival of a minority conservative government in 2006, and despite a drop in reported criminal activity and in the severity of crime, the legislative activity in criminal and penal matters has intensified. In 2011, the government proposed Bill C-10, an omnibus retributive crime bill comprised of 5 distinct parts, each implementing important changes to various sections of the criminal and penal processes.

The purpose of our study is to understand the social representations of crime, the criminal and the criminal sanction, that led to the adoption of Bill C-10 using a document analysis of the political debates on C-10 that took place in the House of Commons from September 20<sup>th</sup> 2011 to December 6<sup>th</sup> 2011. We used a thematic analysis. Our findings reveal that dualistic speeches have disappeared to the detriment of a penal perspective centered on the notion of protection by means of retribution, denunciation and neutralization. Our analysis also reveals the importance of emotion and sensationalism in the debates, as well as the arrival of a politicized penal realm.

**Key words:** Bill C-10, social representations, penal philosophy, punitive turn, penal populism, penal policies.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	vi
REMERCIEMENTS.....	vii
INTRODUCTION.....	9

## CHAPITRE I - LES POLITIQUES PÉNALES ET LEURS FONDEMENTS

<b>1. Le projet de loi C-10 : Loi sur la sécurité des rues et des communautés</b>	
1.1. Contexte d'émergence.....	13
1.2. Dispositions du projet de loi.....	14
1.3. L'activité législative canadienne : de 2006 à 2011.....	16
<b>2. Les grandes tendances des politiques pénales</b>	
2.1. Les concepts : virage punitif et populisme pénal.....	19
2.2. Évolution des politiques pénales canadiennes.....	21
2.3. La situation actuelle : un dualisme pénal au Canada.....	24
<b>3. Politiques pénales et contrôle social</b>	
3.1. La culture du contrôle.....	27
3.2. La dangerosité.....	32
<b>4. Politiques pénales et société</b>	
4.1. Les groupes d'intérêts ( <i>claims-makers</i> ).....	35
4.2. Médias et construction du crime.....	37
4.3. Paniques morales.....	39
<b>5. La problématique.....</b>	<b>41</b>

## CHAPITRE II - LA MÉTHODOLOGIE

<b>1. Cadre théorique</b>	
1.1. Construction des problèmes sociaux.....	44
1.2. Les représentations sociales.....	47
<b>2. Utilisation d'une méthodologie qualitative</b>	
2.1. Qu'est-ce que la recherche qualitative?.....	49
2.2. Le qualitatif au cœur de notre recherche.....	52
<b>3. Une analyse documentaire.....</b>	<b>53</b>
<b>4. Collecte et traitement des données</b>	
4.1 Corpus.....	55
4.2 Les participants au débat.....	57
4.3 L'analyse des données.....	60

## **5. Limites de l'étude.....62**

### **CHAPITRE III – REPRÉSENTATIONS DU CRIME, DU CRIMINEL ET DE LA SANCTION AU CŒUR DES DÉBATS**

#### **1. Crimes**

- 1.1 Représentations  
    unidimensionnelles..... 67
- 1.2 Représentations multidimensionnelles..... 74

#### **2. Délinquants**

- 2.1 Défini par son acte..... 79
- 2.2 Défini par sa personne.....84

#### **3. Sanction**

- 3.1 Le crime au cœur de la sanction..... 88
- 3.2 Le criminel au cœur de la sanction..... 95
- 3.3 Multidimensionalité de la peine ..... 97

### **CHAPITRE IIII – UN REGARD SUR LES FONCTIONS DU SYSTÈME DE JUSTICE PÉNAL : OÙ EN SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI?**

#### **1. La perspective répressive..... 109**

#### **2. La perspective réhabilitationniste..... 110**

#### **3. La perspective protectrice..... 112**

- 3.1 Protéger, c'est traiter ..... 113
- 3.2 Protéger, c'est contrôler ..... 114

#### **4. Réflexion..... 117**

#### **CONCLUSION..... 117**

#### **ANNEXES ..... 122**

#### **RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES..... 127**

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Lois en matière criminelle et pénale sanctionnées entre mai 2006 et septembre 2011.....	18
Tableau 2 : Les participants aux débats parlementaires sur la loi C-10.....	58

## REMERCIEMENTS

Je souhaite remercier de tout mon cœur ma famille et mes amis pour leur énorme patience et compréhension, tout au long de mes études. Leur présence réconfortante et leurs encouragements ont rendu la complétion de ce mémoire possible. J'aimerais également remercier mon amoureux dont l'épaule m'a accueilli nombreuses fois.

Je tiens surtout à remercier ma directrice Marion Vacheret. J'ai énormément appris au cours de ces dernières années. J'ai toujours pu compter sur toi pour m'éclaircir et me remettre sur le droit chemin quand je me suis égarée à plusieurs moments. Par-dessus tout, merci infiniment pour ta patience.

## INTRODUCTION



Ce mémoire traite de la loi C-10, Loi édictant la Loi sur la justice pour les victimes d'actes de terrorisme et modifiant la Loi sur l'immunité des États, le Code criminel, la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés et d'autres lois. Le 20 septembre 2011, le dépôt de cette Loi, de son titre abrégé « Loi sur la sécurité des rues et des communautés », a suscité l'intérêt du public, des médias, des chercheurs et des intervenants œuvrant dans le domaine pénal en raison de ces dispositions répressives qui proposent de sévir contre la criminalité.

Les débats entourant cette loi traitent des perceptions du crime, du criminel et de la sanction et ont soulevé beaucoup de contestations dans le milieu des criminologues et des pénologues. Plusieurs chercheurs questionnent notamment la pertinence du projet de loi C-10 qui propose une philosophie pénale répressive en réponse à la criminalité alors même que le taux de criminalité et l'indice de gravité sont à la baisse (Wallace, 2004; Statistiques Canada, 2012). En fait, ce projet de loi omnibus relate les mêmes idées que neuf projets de lois répressifs présentés individuellement pendant la 3<sup>e</sup> session parlementaire de la 40<sup>e</sup> législature. Ces projets antérieurs sont tous morts au *Feuilleton* pour diverses raisons, notamment parce qu'elles n'avaient pas le soutien du public et des autres partis politiques.

Depuis des années, la philosophie pénale canadienne est demeurée relativement stable. Les discours ont parfois favorisés la répression ou la réhabilitation, mais les politiques et les pratiques ont toujours tenté de trouver un équilibre entre les deux rationalités pénales. Selon certains auteurs, le dépôt de la loi C-10, loi défendue comme réponse au problème de criminalité au Canada, témoigne un virage profond de la rationalité pénale canadienne vers une nouvelle punitivité à laquelle nul ne peut échapper, peu importe le type de crime commis (Landreville, 2007; Pratt, 2007).

Depuis des siècles, la question de la rationalité au cœur des politiques pénales fait l'objet d'études. Il n'y a aucun consensus quant au processus d'adoption de certaines philosophies pénales inhérentes aux politiques proposées au Parlement. Certaines études ont présentés des facteurs qui auraient une influence sur l'acceptation sociale d'une politique pénale, comme par exemple le rôle des médias (Jewkes, 2004; Surette, 2011), le rôle des groupes d'intérêts (Surette, 1995). La présence de *paniques morales* aurait un effet sur la modification des perceptions ancrées sur les concepts-clés du système de justice pénal canadien, ce qui aura une influence sur la rationalité pénale (Carrier, 2010).

En somme, l'ensemble des études arrivent à des résultats peu concluants. Chaque recherche aborde la question de la philosophie pénale et des représentations qui la fonde différemment, ce qui fait en sorte que nous nous trouvons avec des morceaux différents d'un même phénomène. Certains ont abordé la question à partir de l'opinion publique, d'autres selon l'attention médiatique accordée à un projet de loi (Roberts, 2001, 2003 et 2008; Surette, 2011). D'autres encore ont sondé l'opinion des intervenants du milieu ou de politiciens impliqués dans les débats (Surette, 1995). Peu d'études partent des discours parlementaires tels quels afin de comprendre la rationalité d'un projet de loi.

Dans ce contexte, le présent mémoire a pour objectif général la compréhension, à partir de l'analyse des débats entourant l'adoption de la loi C-10, des représentations sociales du crime, du criminel et de la sanction pénale. Pour répondre à cet objectif général, les objectifs spécifiques sont les suivants : (1) mettre en lumière les représentations dominantes dans les débats politiques entourant l'adoption de la loi C-10; (2) approfondir les fondements de ces différentes représentations pour les *claims-makers*; (3) jeter de la lumière sur la « portée » des représentations, c'est-à-dire leur capacité à influencer les significations, à apporter un changement dans la manière d'interpréter une situation et, conséquemment à affecter les applications qui en découlent.

Une meilleure compréhension des trois éléments-clés au cœur de toute politique pénale – soit les représentations du crime, du criminel et de la sanction pénales qui en sont à la base- permettra une meilleure compréhension de la perspective pénale d'une société donnée à un moment précis dans le temps. Pour ce faire, nous analyserons les discours et argumentaires émis à la Chambre des communes. Ainsi, ce mémoire vise à traiter les politiques pénales comme une construction sociale, fruit d'enjeux politiques et sociaux.

Pour répondre à nos objectifs spécifiques, le premier chapitre de ce mémoire présente une revue de la littérature existante sur les divers aspects de notre sujet, notamment sur les diverses perspectives du crime, du criminel, sur l'évolution des politiques pénales canadiennes et les facteurs pouvant influencer l'adoption d'une politique. Nous explorons également les philosophies pénales canadiennes au fil du temps. Nous procédons également à une description en profondeur des dispositions du projet de loi C-10 et son contexte d'émergence. Le deuxième chapitre porte sur la méthodologie utilisée pour analyser les représentations des concepts-clés au cœur de la philosophie pénale canadienne. Nous y présentons une description de la méthode qualitative privilégiée, l'échantillon utilisé ainsi que les opérations de lecture et d'analyse que nous avons effectuées. Enfin, nous explorons également la théorie de la construction des problèmes sociaux, cadre d'analyse que nous avons adopté. Le troisième chapitre fait état des résultats de l'analyse documentaire. Dans un premier temps, nous présentons les acteurs

impliqués dans les débats politiques menant à l'adoption, en 2012, de la loi C-10. Dans un deuxième temps, une présentation des représentations du crime et du criminel est effectuée selon certains thèmes dominants dans les discours. Dans un troisième temps, une présentation des solutions pénales envisagées pour répondre aux problèmes sociaux du crime et du criminel tels que perçus à travers les représentations dominantes de ces concepts sont également établis selon certains thèmes. Finalement, le quatrième chapitre fait état des interprétations des résultats obtenus. Plus précisément, il s'agit d'analyser les liens entre les perceptions dominantes du problème de la criminalité avec la solution privilégiée, soit la loi C-10. Nous abordons ainsi la présence d'un virage punitif de la philosophie pénale, permettant l'adoption de politiques répressives. Nous témoignons ensuite la façon dont l'émotion occupe une place centrale dans les débats politiques.

Avec cette étude descriptive, nous cherchons à informer davantage sur un cadre théorique déjà existant. En plus de contextualiser l'adoption du projet de loi C-10, sur le plan pratique, nous voulons jeter de la lumière sur des situations semblables à celle étudiée. La philosophie pénale canadienne ne fait pas l'unanimité. C'est une question idéologique qui a souvent été débattue et, quoique la majorité des recherches s'entendent sur un certain fond d'équilibre commun entre répression et réhabilitation, plusieurs études divergent sur le processus d'émergence d'un nouveau discours dominant. À travers notre étude nous cherchons à non seulement questionner l'émergence d'une philosophie pénale canadienne dominante, mais également clarifier les facteurs ayant permis l'adoption de ces perceptions du problème et de la solution proposée. Cette recherche se distingue en tentant d'aborder la question à partir de la présentation des discours et argumentaires ayant mené aux discours dominant le domaine pénal canadien.

## CHAPITRE I – LES POLITIQUES PÉNALES ET LEURS FONDEMENTS

L'objet de ce mémoire est de comprendre, à partir de l'analyse des débats entourant l'adoption de la loi C-10, les représentations du crime, du criminel et de la sanction. Pour ce faire, il faut d'abord effectuer une présentation du projet de loi C-10 comme tel, son contexte d'émergence et son contenu. Ensuite, étant donné que cette loi s'inscrit dans l'ensemble des politiques pénales canadiennes, il nous semble pertinent de procéder à un survol de l'historique des politiques à travers les différentes perspectives qui ont émergé au fil des années. Entre autre, il s'agit de prendre connaissance de l'évolution de certaines dimensions-clés du système des politiques criminelles et pénales, c'est-à-dire leur parcours théorique et empirique. Nous allons examiner à travers quelles perspectives les auteurs ont conceptualisés le crime et le criminel. Parmi celles-ci, il sera question, de l'émergence de la société de risque et de dangerosité, d'une culture du contrôle, de populisme pénal, de la présence de groupes d'intérêts et de dramatisation. Ensemble, ces observations permettront de mieux comprendre le sens que prennent ces concepts dans le système canadien actuel, ainsi que les politiques criminelles et pénales qui sont à la base de celui-ci. Notamment, nous poserons un regard sur les principes de détermination de la peine, la sévérité de la peine et le décalage entre le taux de criminalité et les projets de loi présentés au Parlement.

## **PARTIE 1 : Le projet de loi C-10 : Loi sur la sécurité des rues et des communautés**

### **1.1 Contexte d'émergence**

Le 20 septembre 2011, l'honorable Peter Van Loan a déposé le projet de loi C-10 au nom du ministre de la Justice et procureur général du Canada, l'honorable Rob Nicholson. Ce projet de loi contient cinq volets et porte le titre officiel suivant : Loi édictant la Loi sur la justice pour les victimes d'actes de terrorisme et modifiant la Loi sur l'immunité des États, le Code criminel, la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés et d'autres lois.

De son titre abrégé, « *Loi sur la sécurité des rues et des communautés* » (Bibliothèque du Parlement, 2011, p.1), ce projet s'inscrit dans la plate-forme électorale du gouvernement Harper, laquelle vise à « *assurer la sécurité de nos rues, par de nouvelles lois visant à protéger les enfants et les aînés* » (Parti conservateur du Canada, section « un message de Stephen Harper », 2011). Cette même plate-forme énumère une liste de mesures législatives pour protéger la société et tenir les criminels responsables, rassemblées dans un « *ordre du jour sur la loi et l'ordre* » (p.54) et affirme qu'« *un gouvernement majoritaire dirigé par Stephen Harper regroupera ces projets de loi et les adoptera*

*dans les cent premiers jours de la session parlementaire »* (Ibid, p.58). De fait, depuis 2006, si les Conservateurs minoritaires ont pu faire passer certaines mesures législatives, le premier ministre de ce parti avance que l'Opposition officielle « *bloque nos réformes au nom d'une idéologie déconnectée de la réalité qui excuse les criminels* » (Ibid, p.58). Le lendemain de la rentrée parlementaire, suite à une victoire majoritaire des Conservateurs, le gouvernement a présenté le projet de loi C-10.

## 1.2 Dispositions du projet de loi

Le projet de loi est composé de 5 volets distincts, qui apportent des changements sur différentes dimensions du processus criminel ou pénal. Toutes les parties du projet de loi C-10 proviennent d'anciens projets de loi présentés à la Chambre des communes ou au Sénat et déposés entre 2006 et 2011. Ces 17 projets antérieurs sont tous *morts au Feuilleton* avec la dissolution du Parlement, le déclenchement d'élections ou un vote contre le projet en question. Les dispositions du projet de loi C-10 sont similaires à celles que l'on retrouve dans les projets antérieurs, certaines étant parfois plus sévères, comme par exemple en allongeant davantage la durée de certaines peines.

Le volet 1 crée une nouvelle loi, la Loi sur la justice pour les victimes d'actes de terrorisme, permettant à celles-ci d'engager des poursuites pour des pertes et dommages attribuables à des actes terroristes. De plus, elle modifie la Loi sur l'immunité des États en permettant la levée de l'immunité si un État a soutenu des activités terroristes (Bibliothèque du Parlement, 2011, p.1).

La partie 2 du projet de loi C-10 inclut diverses modifications qui affectent une panoplie de délits, ainsi que différentes parties du processus criminel, juridique et pénal. D'une part, cette disposition du projet de loi modifie le Code criminel pour imposer de nouvelles peines minimales obligatoires pour un certain nombre d'infractions d'ordre sexuel envers les enfants et pour accroître certaines peines minimales ou maximales qui existent déjà. Elle crée deux nouvelles infractions en matière sexuelle, soit le fait de rendre accessible à un enfant du matériel sexuellement explicite et celui de faire un arrangement avec qui que ce soit pour perpétrer une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant. Elle allonge aussi la liste des conditions spécifiques pouvant accompagner une ordonnance d'interdiction. D'autre part, la partie 2 modifie la Loi réglementant certaines drogues et autres substances afin d'imposer des peines minimales obligatoires d'emprisonnement pour certains actes criminels en matière de drogues. Elle prévoit également une exception accordant au juge un certain pouvoir discrétionnaire quant à la détermination de la peine si le contrevenant termine avec succès un programme judiciaire de traitement de la toxicomanie. Enfin, une troisième modification au Code criminel est également regroupée sous cette rubrique du projet de loi. Il s'agit de modifier le Code

Criminel de manière à restreindre la possibilité d'obtenir une condamnation avec sursis dans le cas de certaines infractions. Le projet de loi C-10 propose d'éliminer le critère de « sévices graves contre la personne » dans la section du Code criminel portant sur l'admissibilité au sursis. Plutôt, le sursis ne serait pas accessible pour toutes les infractions passibles d'une peine maximale d'emprisonnement de 14 ans ou d'emprisonnement à perpétuité, ni pour certaines infractions poursuivie par mise en accusation et passibles d'une peine maximale de 10 ans. La partie 2 érige également une liste de délits variés inadmissibles au sursis. Toutes les infractions nommées dans cette liste sont passibles, par mise en accusation, d'une peine maximale de 10 ans, mais ne remplissent pas les autres critères d'inadmissibilité : entraîne des lésions corporelles, a trait à l'importation, l'exportation, la vente ou la production de drogues ou implique une arme dans la perpétration de l'infraction (Bibliothèque du Parlement, 2011, pp.1-2).

La partie 3 du projet de loi C-10 est elle aussi composée d'un amalgame de dispositions variées. Cette fois, il ne s'agit pas de modifier le type d'infraction et les peines imposables, mais d'agir plutôt sur le déroulement de la peine. Ainsi, ce volet modifie la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* dans le but d'accroître, selon ses auteurs, la responsabilité des délinquants fédéraux et de resserrer les règles de libération sous condition des détenus, d'une part, et d'autre part, d'inclure de façon spécifique les intérêts des victimes dans le processus correctionnel. Le projet de loi C-10 inclut également dans cette partie des changements quant aux objectifs et principes énoncés dans la *Loi sur le système correctionnel*, notamment en insistant sur la protection de la société. Il remplace le principe selon lequel les mesures de détention doivent être les moins restrictives possibles, par une formule prévoyant que les mesures « ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire et proportionnel aux objectifs de la présente loi » (nouvel al. 4c). En ce qui a trait aux détenus, le projet de loi précise que leur participation active à la réalisation des objectifs de leur plan correctionnel ainsi que leurs progrès seront pris en compte dans la prise de décision à l'égard d'une libération sous condition. Il élargit également la catégorie des délinquants contraints aux dispositions de maintien en incarcération au-delà de la libération d'office et allonge les délais avant une nouvelle application lors d'un refus de la Commission des libérations conditionnelles. Une autre disposition de la partie 3 du projet de loi modifie la *Loi sur le casier judiciaire* pour remplacer le terme de « réhabilitation ou pardon » par « suspension de casier », en allongeant la période d'inadmissibilité pour la présentation d'une demande de suspension de casier et en interdisant une demande pour certains délits. Cette partie modifie aussi la *Loi sur le transfèrement international des délinquants* en ajoutant de nouveaux facteurs dont le ministre de la Sécurité publique doit tenir compte dans la décision d'approuver le transfèrement d'un délinquant canadien vers le Canada (Bibliothèque du Parlement, 2011, p.2).

La partie 4 du projet de loi C-10 modifie la *Loi sur le système pénal pour adolescents* de diverses façons, dans le but de faciliter la détention des jeunes contrevenants qui sont considérés comme une menace pour la sécurité publique. Notamment, elle ajoute comme critère prépondérant la sécurité publique, tout comme c'est le cas chez les adultes (Bibliothèque du Parlement, 2011, p.2). Enfin, la partie 5 modifie la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* pour empêcher que des étrangers soient exploités au Canada ou victime de trafic humain en accordant aux agents de l'immigration plus de discrétion dans le refus de personnes étrangères (Bibliothèque du Parlement, 2011, p.3).

### 1.3 L'activité législative canadienne : de 2006 à 2011

Pour certains, les statistiques officielles illustrent une baisse de l'activité criminelle enregistrée ainsi qu'une baisse de la sévérité des crimes commis, et ce depuis plusieurs années (Ouimet, 2004; Wallace, 2004). Malgré cela, depuis 2006 l'activité législative s'est intensifiée et un amalgame de lois criminelles et pénales ont vu le jour (Doob, 2012). Les projets de loi sanctionnés émanant du gouvernement semblent vouloir modifier le type des infractions et leurs caractéristiques avec la création de nouvelles infractions au Code criminel, ou les peines imposables et leur exécution, en imposant des peines minimales, en réduisant l'accessibilité à certaines peines ou en allongeant le temps d'inadmissibilité à la libération ou au pardon. Selon certains analystes, cette abondante activité législative sévirait contre la criminalité, privilégiant le recours à l'emprisonnement (Landreville, 2007). Elle serait également incohérente, car elle semblerait faire fi des résultats de recherche au sujet de l'efficacité et des effets discriminatoires de ces mesures (Landreville, 2007; Doob, 2012).

Le projet de loi C-10 est le dernier d'une lignée de projets présentés au Parlement depuis le passage d'un gouvernement libéral à un gouvernement conservateur minoritaire en 2006. Il s'inscrit dans une activité législative abondante et de nature particulière comparativement aux projets des décennies précédentes (Landreville, 2007).

Avant l'arrivée d'un gouvernement conservateur minoritaire en 2006, les Libéraux étaient au pouvoir depuis 1993. Ils formaient un gouvernement majoritaire, sauf de 2004 à 2006. Au cours de ces années, le Parlement a étudié 44 projets de loi en matière criminelle et pénale, la majorité ayant été présentée par les Conservateurs – alors opposition officielle. Au total, 14 de ces projets ont été sanctionnés. Le 23 janvier 2006, le Parti conservateur remporta les élections fédérales. Il en résulta un gouvernement minoritaire, ayant 40,3% des sièges au Parlement. Il s'en suivit une période chargée pour l'activité législative en matière criminelle et pénale au Canada. En effet, du début de la 39<sup>e</sup> législature en 2006 à la fin de la première session de la 40<sup>e</sup> législature en mars 2011, un total de 44 projets de loi ont été



déposés par le parti Conservateur et vus par le comité permanent de la justice et des droits de la personne. De ces 44 projets de loi conservateurs, 20 ont été sanctionnés. Le 2 mai 2011, le gouvernement Conservateur se fait réélire, mais cette fois avec un nombre majoritaire de sièges. L'opposition officielle devient le Nouveau Parti Démocratique. Du moment des élections au moment de procéder à notre analyse en septembre 2013, le parti conservateur a déposé 19 projets de loi dont 12 ont reçu la sanction royale.

Nous présentons ci-dessous un tableau récapitulatif des projets de loi déposés par un député ou ministre conservateur, entre leur arrivée au pouvoir en 2006 et le projet de loi C-10, excluant celui-ci. Les projets ont par la suite été étudiés au Comité de justice et des droits de la personne et ont fini par recevoir la sanction royale. Nous avons inclus dans ce tableau uniquement 11 des 16 projets de loi sanctionnés, les autres concernant uniquement des changements administratifs en lien avec les enquêtes policières, les postes de juges ou la loi sur le divorce. Le dernier qui ne figure pas est le projet de loi C-10, celui-ci ayant déjà été présenté précédemment. Le tableau est ordonné selon la date de dépôt des projets de loi.

**Tableau 1 : Lois en matière criminelle et pénale sanctionnées entre mai 2006 et septembre 2011**

Projet De loi	Titre formel	Année de dépôt	Sommaire	Individu ou crimes ciblés	Processus concerné
C-9	Loi modifiant le Code criminel (emprisonnement avec sursis) 2006	2006	*Modification art. 742.1 C.Cr : exclu du sursis toutes infractions causant sévices graves, de terrorisme ou liées au crime organisé	Inf. punissables par une peine maximale de 10 ans et plus	Peine
C-19	Loi modifiant le Code criminel (courses de rue) et la LSCMLSC en conséquence	2006	*Définition « course de rue » *Cinq nouvelles infractions reliées *Allongement des peines maximales *Nouvelles conditions et interdictions	La conduite dangereuse et les récidivistes	Types d'infractions et peine
C-277	Loi modifiant le Code criminel (leurre d'enfants)	2006	*Allongement de la peine maximale pour une infraction visée à l'article 172.1 (leurre par internet pour but sexuel)	prédateurs sexuels	Peine
C-2	Loi modifiant le Code Criminel et d'autres lois en conséquence <i>Loi sur la lutte contre les crimes violents</i>	2007	*Deux nouvelles infr. visant les armes à feu *Allongement des peines minimales obligatoires *Restreint la remise en liberté sous caution *Rendre plus efficace la détermination de la peine et la surveillance des délinquants dangereux ou à haut risque *Augmentation âge de consentement (14 à 16 a)	crimes violents	Types et peine
C-14	Loi modifiant le Code criminel (crime organisé et protection des personnes associées au système judiciaire)	2009	*Meurtres liés au crime organisé constituent un meurtre au premier degré *nouvelle infr.: décharger intentionnellement une arme à feu et infraction contre agents de la paix	Crime organisé (« gangs »)	types et peine
C-25	Loi modifiant le Code criminel (restriction du temps alloué pour détention sous garde) <i>Loi sur l'adéquation de la peine et du crime</i>	2009	*Modifications précisant dans quelle mesure le temps passé sous garde (préventif) avant prononcé de la peine peut être pris en compte par le tribunal.	Détention préventive	Peine
C-23A	Loi modifiant la loi sur le casier judiciaire <i>Loi limitant l'accessibilité à la libération conditionnelle pour les crimes graves</i>	2010	*Remplacer mot « réhabilitation » par « suspension de casier » *Allongement période d'inadmissibilité	Réhabilitation (pardon)	Peine
C-21	Loi modifiant le Code criminel (peines pour fraude) <i>Loi sur la défense des victimes de crimes col blanc</i>	2010	*Nouvelles peines minimales obligatoires *Nouvelles circonstances aggravantes *Nouvelles conditions (dédommagement et interdiction)	crime col blanc (de grande envergure)	Peine
C-48	Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur la défense nationale en conséquence <i>Loi protégeant les Canadiens mettant fin aux peines à rabais en cas de meurtres multiples</i>	2010	*Prolonge période d'inadmissibilité à la liberté pour meurtres multiples	Meurtres multiples	Peine
C-475	Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances	2010	*Nouvelle infraction et peine maximale: possession d'une chose sachant qu'elle sera utilisée pour produire méthamphétamine/ecstasy	production de drogues chimiques	Peine
C-2	Loi modifiant le procès criminel (méga procès) <i>Loi sur la tenue des procès criminels équitables et efficaces</i>	2011	*Nomination d'un juge comme juge responsable de l'instance *Protection de l'identité du jury; *Faciliter les mises en accusations	Les procès complexes, le crime organisé	Procès (processus judiciaire)

Tel qu'illustré dans ce tableau, les projets de loi étudiés au Comité de justice et des droits de la personne peuvent avoir pour objet des domaines variés. Il y a des projets de loi dont l'objet est une formalité ou un changement dans les processus administratifs ou judiciaires, par exemple en ce qui à trait de la Loi sur les Cours fédérales et autres lois liées aux tribunaux. Il y a également des projets de loi qui modifient le type des infractions. Avec le terme type, on entend ce qui entoure les infractions comme telles dans le Code criminel. Cela inclut donc des ajouts d'infractions ou des modifications quant à leur place et leurs caractéristiques dans le Code criminel. Par exemple, le projet de loi C-14 introduit une nouvelle infraction dans le Code criminel, soit le fait de décharger intentionnellement une arme à feu, infraction contre agents de la paix, etc. Il s'agit donc de modifier le type de délit comme tel, lui octroyer un sens particulier dans le Code.

La majorité des projets de lois présentés dans le tableau modifie le déroulement de la peine. En ce sens, six projets ont eu un effet sur la liberté des individus reconnus coupables. Ce type de loi peut vouloir limiter l'accessibilité à certaines peines, notamment au sursis, pour certains crimes spécifiques. C'est le cas du projet de loi C-9, qui spécifie que les infractions punissables par une peine maximale de 10 ans ne peuvent recevoir une peine d'emprisonnement avec sursis. D'autres souhaitent ajouter ou prolonger les peines minimales obligatoires ou les peines maximales pour certains délits. D'autres encore agissent plutôt sur l'accessibilité à la libération conditionnelle une fois la peine entamée. Enfin, certains projets de loi ont pour objet de modifier à la fois le type des infractions et le déroulement de la peine. Nous y retrouvons entre autres le projet de loi C-2, « loi sur la lutte contre les crimes violents ». D'une part, ce projet de loi tente de modifier le type des infractions en ajoutant des nouvelles infractions. D'autre part, elle modifie le déroulement de la peine avec l'allongement les peines minimales obligatoires pour certaines infractions et le renforcement du régime de remise en liberté sous caution pour certaines infractions. C'est dans cette période d'intense activité législative que s'inscrit le projet de loi C-10.

## **PARTIE 2 : Les grandes tendances des politiques pénales**

### **2.1 les concepts : virage punitif et populisme pénal**

Certains concepts clés au cœur des politiques pénales marquent les grandes tendances qu'elles ont suivies au fil des années. Ces concepts instruisent sur l'évolution des politiques et le parcours de la législature pénale dans les pays Occidentaux. Parmi eux, nous retrouvons le virage punitif et le populisme pénal.

Plusieurs chercheurs notent qu'à partir des années 1970s on assisterait à un durcissement des rhétoriques, des politiques et des pratiques pénales du système américain, phénomène qui, selon eux, se serait propagé en Europe et au Canada (Roberts et al., 2003; Landreville, 2007). Cette « nouvelle punitivité », ou « virage punitif » (Garland, 2001; Baker et Roberts, 2005; Brown, 2005; Pratt, 2007), s'est manifestée par l'ascension de l'État pénal aux États-Unis, ainsi que la montée du « traitement pénal de la misère » (Landreville, 2007). Elle serait le produit d'une volonté de freiner les effets d'autres problèmes sociaux majeurs, notamment liés à l'emploi, problèmes considérés comme responsables d'une insécurité sociale menaçant l'ordre (Wacquant, 1999; Garland, 2001; Pratt, 2007). La thèse du virage punitif est considérée par certains comme faisant l'objet d'un « consensus criminologique » (Matthews, 2005) supposant une société de plus en plus punitive qui accepte le traitement « cruel » des personnes criminalisées (Pires, 2001).

Selon Carrier (2010), trois groupes de signes indiquent la présence d'un virage punitif. Un premier signe du virage punitif est ce que Carrier (2010) appelle le « boom carcéral », c'est-à-dire une augmentation dramatique et constante de l'incarcération. Il ne s'agit pas d'une simple incarcération de masse, s'inscrivant dans l'élargissement d'une logique, mais plutôt la transformation de celle-ci. Non seulement l'institution carcérale connaît une utilisation accrue, mais on change également son organisation. La prison de l'État moderne est redéfinie. Elle n'est plus définie par sa capacité transformative, mais plutôt par sa capacité de mettre à l'écart, contenir et punir. La punition suffit à elle-même. Suivant cette idée, le deuxième signe est lié à un changement dans la façon dont la société perçoit les personnes criminalisées. En effet, cette population serait de plus en plus considérée comme un « déchet social », dont il faut se débarrasser, « sans se soucier de l'investir afin de le rendre potentiellement rentable, utile et propre » (Carrier, 2010, p.4). Finalement, le troisième signe rassemble toute une gamme de pratiques et de discours qui placent publiquement la pénalité au centre de l'espace politique et ouvre la porte à une variété d'intérêts et d'émotions (Carrier, 2010). Ce virage punitif amènerait des formes de punition « qui semblent violer la productivité, la retenue et le caractère rationnel de la pénalité disciplinaire moderne, et retourner, de multiples façons, aux thèmes destructeurs et émotifs d'une pénalité de souveraineté » (Pratt et al., 2005). Ainsi, les politiques *tough on crime*, les lois des *trois strikes*, les registres publics et les politiques de tolérance zéro s'inscriraient dans un registre qui favorise l'émotion, la simplicité, et la médiatisation (Carrier, 2010).

En Occident, de façon générale, le virage punitif est marqué par la présence d'un populisme pénal. De fait, certains chercheurs (Roberts, 2003; Meyer et O'Malley, 2005; Carrier, 2010) analysent le l'instrumentalisation politique de la question criminelle à partir du cheminement de certaines politiques

pénales dans l'arène politique qui favorisent la réémergence d'une pénalité expressive. Ainsi, une autre indication de l'émergence d'un virage punitif situe plutôt les racines de cette mutation de la pénalité dans les transformations des pratiques de la politique moderne, pratiques qui ont succombé à la tentation populiste (Carrier, 2010; Pratt, 2007; Roberts et al., 2003).

Ce populisme serait représentatif de certaines tendances contemporaines (Pratt, 2007). D'une part, les politiques pénales seraient centrées sur les personnes criminalisées. Le populisme s'appliquerait à la fois sur l'idée d'un prédateur et sur l'idée d'une criminalité aléatoire et imprévisible. La tendance populiste des politiques répondrait à un « besoin de vengeance » que prônerait le public. Ce type de politiques répondrait également au « droit de protection » que réclamerait le public (Carrier, 2010). Des acteurs politiques se seraient tournés vers le crime dans leur appel au public, en identifiant des problèmes pouvant être « réparés » par une variété de changements profonds dans les politiques pénales déjà en place (Roberts et al., 2003). Pour chacun de ces problèmes, comme par exemple les crimes violents commis par les récidivistes ou les meurtres commis par des délinquants juvéniles, le public se ferait offrir des solutions punitives et simplistes allant à l'encontre de principes pénaux fondamentaux, tel que le principe de proportionnalité ou d'usage restreint de l'incarcération (Roberts et al., 2003). Le populisme pénal serait ainsi une réponse émotionnelle à des crimes « horribles, mais rares » qui génèrent une attention médiatique intense (Bottoms, 1995; Garland, 2001; Roberts et al., 2003).

D'autre part, le populisme s'emparerait d'un climat général « anti-système », déplorant le système pénal actuel, et « anti-intellectualisme ». Ciblant les acteurs peu représentatifs du public, ce populisme critiquerait l'aspect rationalisant des discours experts pour favoriser le sens commun et l'émotion (Pratt, 2007). Pour certains, ce mouvement populiste serait survenu afin d'exploiter l'anxiété du public. Pour d'autres, il s'agirait d'un désir des législateurs de répondre à l'opinion exprimée du public, sans se préoccuper de la nature ou raison d'être de ses perceptions. Elles ne répondraient pas à un problème croissant de criminalité (Roberts et al., 2003).

## 2.2 Évolution des politiques pénales canadiennes

Les politiques pénales au Canada ont largement différées d'une époque à l'autre. Il y a une certaine ambiguïté quant à la fonction pénale, à la raison d'être des politiques, ce qui affecte la nature et les dispositions qui les composent. La situation canadienne peut être divisée en trois périodes : l'idéal de réhabilitation et son déclin, la montée du principe de modération, et l'arrivée de la Loi sur la détermination de la peine.

Durant les années 1950 à 1980, plusieurs criminologues et pénologues ont noté que la peine devenait plus cohérente, plus humaine et centrée sur l'idéal de réhabilitation (Roberts et al., 2003). Cette perspective est marquée par les discours de l'école positiviste qui voit le criminel non pas comme un être rationnel pleinement responsable de ses actes, mais plutôt comme le produit de causes biologiques, psychologiques et sociologiques hors de son contrôle. Selon cette école, le crime est directement lié à ses causes et ainsi, il n'est pas concevable de punir ces individus non-responsables, mais plutôt de les soigner. Suivant cette idée, le traitement pénal a donc pour objectif d'effectuer des changements dans le comportement et l'attitude de personnes délinquantes, afin d'assurer la sécurité sociale, mais également le bien-être et la satisfaction des délinquants (Lalande, 2006). Ce courant s'est consolidé à travers l'adoption de mesures pénales centrées sur l'individualisation de la peine (Lalande, 2006). Les causes attribuées au crime sont différentes d'une personne à l'autre. Elles nécessitent donc une réponse adaptée. Ainsi, jusque dans les années 1970 quand ce modèle atteint son apogée, les politiques pénales devaient s'ajuster à l'individu et non au crime et la réhabilitation devenait l'objectif premier de la prison (Lalonde, 2006, p.39).

L'idéal de réhabilitation décline avec les mots fameux de Martinson qui déclare que « nothing works » dans les programmes de réhabilitation, c'est-à-dire qu'ils ont peu ou pas d'effet sur la récidive (1974). Avec une hausse du taux de criminalité, cette philosophie pessimiste permet à un discours politique répressif de prendre place. Pour Garland, la hausse parfois considérable des crimes enregistrés par la police entre les années 1960 et 1990 aurait entraîné, surtout chez les individus représentant la classe moyenne, une « nouvelle expérience de la criminalité » (2001, p.147), ce qui aurait par la suite empêché le soutien de politiques de tolérance et d'inclusion en faveur de politiques punitives et de neutralisation.

À partir des années 1980, des rapports, des comités d'experts, des commissions et des élites politiques mettent l'accent sur les principes de justice et de modération, l'emprisonnement étant perçu comme une mesure de dernier recours. Les solutions de rechange et la réhabilitation sont favorisées. Doob (2012) décrit cette époque comme étant une période de valorisation de ces principes. Les réformes de droit pénal qui s'effectuent à cette époque grâce à diverses commissions et comités accordent de l'importance aux détails, mais toujours à l'intérieur d'un cadre fondamental, c'est-à-dire une perspective philosophique claire. Ainsi, le principe d'individualisation s'inscrit dans un contexte favorable au pouvoir discrétionnaire des juges, la détermination de la peine étant perçue non pas comme une science invariable, mais plutôt comme un art exercé par un artiste professionnel, soit le

juge. Si deux peines imposées par deux juges différents étaient justifiables dans leur logique et adaptées à l'individu, nul ne pouvait dire que l'une ou l'autre était inadéquate (Doob, 2012).

La Commission canadienne de détermination de la peine, nommée en 1984 par le gouvernement libéral, rédige en 1987 un rapport questionnant la disparité des sentences ainsi que les lignes directrices en matière de sanction pénale. Ce rapport passe relativement inaperçu, étant publié après l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement conservateur qui ravive au même moment les réflexions sur un éventuel retour de la peine de mort. Dans ce cadre, un nouveau Comité (David Daubney, président) a été nommé par le gouvernement conservateur afin d'étudier les mêmes questions. Toutefois les conclusions des auteurs de ce rapport publié en 1988 n'iront pas dans la même direction. Ainsi, en recommandant des mesures pénales plus sévères, ce rapport servira de point de référence pour un certain nombre de réformes pénales qui mettent un terme à l'école de pensée précédente.

Un manque de confiance du public envers la justice pénale serait le leitmotiv des réformes proposées par D. Daubney. Notamment, on considère la protection du public comme l'objectif fondamental de la justice pénale en général, ce qui la place au premier plan des décisions de détermination des peines au détriment des principes de modération (Brodeur, 1991). Les sentences doivent dorénavant refléter le crime et la punition doit être proportionnelle au délit, peu importe la situation de l'individu coupable (Lalande, 2006). Ces politiques axées sur la sécurité et la confiance semblent avoir ainsi influencé la mise en place d'une « culture du contrôle » (Garland, 2001; Landreville, 2007).

Tous ces discours et ces politiques aboutissent dans un premier temps à l'adoption de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous conditions, qui place la protection de la société à la tête des priorités du processus correctionnel (L.C. 1992, ch. 20). Celle-ci marque un retour à une période qui mise sur l'importance de la confiance du public dans le système, plutôt que sur les impacts pratiques des dispositions (Doob, 2012). Dans un deuxième temps, la Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine), sanctionnée en 1995, est l'une des manifestations de l'ambiguïté perceptible du système de justice pénale canadien actuel. D'une part, cette loi mentionne une présomption en faveur des mesures communautaires. D'autre part, elle crée un flou important dans les objectifs de détermination de la peine, et semble très permissive en ce qui concerne le principe de modération (Doob, 2012). Ces dispositions, adoptées lors d'une accumulation d'échecs judiciaires publicisés en matière de détermination de la peine, font de cette époque une quête pour la recette magique afin de résoudre ces problèmes (Brodeur et Roberts, 2001-2002).

Des années 1990 à l'arrivée des Conservateurs en 2006, divers projets de lois sont présentés qui illustrent que, malgré une certaine confusion entourant les objectifs et principes du système de justice pénale canadien, la législature penche vers des mesures de plus en plus sévères pour certains délits ou délinquants. Notamment, quatre lois renforcent les mesures à l'égard des infractions violentes ou relatives aux drogues. D'autres imposent des peines minimales très élevées.

### 2.3 La situation actuelle : un dualisme pénal au Canada

On retrouve ainsi une importante ambiguïté quant à la nature et la fonction des diverses politiques pénales mises en place tout au long des années 1990 et 2000. Le système canadien semble marqué à la fois par des mesures souples et des mesures sévères, chaque regroupement ayant ses propres distinctions et ses propres principes pénaux. La coexistence de ces deux types de mesures témoigne de la présence d'un dualisme pénal.

#### *Des mesures souples*

Certains pays, notamment les États-Unis et le Royaume-Uni, connaissent une augmentation des mesures répressives. La littérature documente les systèmes pénaux de ces pays comme s'inspirant d'une nouvelle perspective punitive et d'une « culture du contrôle » (Garland, 2001). Certains chercheurs demeurent d'avis que le Canada ne suit pas les mêmes tendances que d'autres pays nord-américains ou européens, étant amorti par un système d'État-providence encore prolifique (Meyer et O'Malley, 2005; O'Malley, 2006). Pour Moore et Hannah-Moffat (2005), le système pénitentiaire canadien demeurerait, au moment de leur étude, principalement axé vers le changement comportemental du délinquant.

Selon ces chercheurs (Moore et Hannah-Moffat), la littérature qui soutient le développement d'un système punitif au Canada présente une définition de la punitivité qui ne tiendrait pas compte des pratiques sociales (welfare practices) qui continuent d'exister, bien qu'ayant évolué, et qui restent centrales dans le modèle pénal canadien. Les initiatives qui visent le changement des prisonniers au Canada suivent encore la cohérence des objectifs de réhabilitation et de réforme, mais les pratiques diffèrent (Moore et Hannah-Moffat, 2005). Ainsi, les pratiques réhabilitatrices caractérisant l'ère de l'État-providence jusque dans les années 1970 sont certes différentes de celles pratiquées aujourd'hui, mais le portrait de la punition au Canada différerait également de celui théorisé dans les écrits scientifiques. Le Canada ne connaîtrait pas de virage punitif global.



Cette perspective est perceptible dans les politiques pénales canadiennes instaurées au fil du temps. Durant les années 1990, Le gouvernement libéral commence à établir la « façon canadienne » de gérer les problèmes sociaux. On s'aperçoit de la nécessité que les politiques reflètent un équilibre entre les droits et les libertés de la société, des victimes et des contrevenants, de la façon la plus représentative possible (Meyer et O'Malley, 2005). Même avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement conservateur vers la fin des années 1990, la modération dans le recours à l'incarcération ainsi que le maintien du lien social qui uni les citoyens canadiens, étaient préconisés. C'est ce que présente Doob (2012) dans une analyse des rapports concernant la justice pénale, émis par les gouvernements canadiens libéral et conservateur, des commissions, des organismes ou des comités gouvernementaux entre 1956 à 1998.

Dans cette perspective, le comportement criminel est le résultat d'une absence ou d'une déficience dans les attitudes, aptitudes et cognitions requises (Moore et Hannah-Moffat, 2005). Le système pénal prévoit alors des solutions de rechange pour les délinquants qui en sont à leur première conviction et ceux ayant commis des délits contre les biens (Landreville, 2007). Suivant cet ordre d'idée, selon O'Malley (1999), les pratiques néolibérales du Canada mettent beaucoup d'emphasis sur l'individualisme, le contrevenant étant responsable de son propre développement personnel. Selon Moore et Hannah-Moffat (2005), le système pénal canadien est un système « thérapeutique » qui mise sur le choix individuel. De fait, les programmes correctionnels s'inscrivent dans une démarche qui veut enseigner aux contrevenants à faire des choix pro-sociaux. Ils partent de l'idée que les individus peuvent et doivent être capable de faire des choix rationnels et de prendre la responsabilité individuelle de leur choix. Selon Gervais (2002, dans Meyer et O'Malley, 2005), il y a une forte présence « néo-sociale » dans les stratégies canadiennes de prévention du crime. Ainsi, il n'est pas question d'agir sur les « facteurs de risques » tels que présentés dans la littérature sur le contrôle du crime et le virage punitif, mais plutôt de centrer les interventions autour des causes du crime centrales aux sociologies et psychologies traditionnelles. De ce fait, les interventions providentialistes se voient accorder beaucoup d'importance depuis les années 1990. Le système de justice pénale demeure centré sur une approche de développement social qui mise sur des stratégies de prévention du crime visant les causes sous-jacentes à la criminalité et qui reconnaît les facteurs sociaux, économiques et culturels complexes qui contribuent au crime (Services Correctionnels du Canada, 2003a, dans Meyer et O'Malley, 2005).

### *Des mesures sévères*

Toutefois, si le système pénal providentialiste et le système pénal canadien contemporain partagent le même engagement envers la protection de la société à travers le changement comportemental des individus, les pratiques à travers lesquelles on effectue ces transformations ont changé (Moore et

Hannah-Moffat, 2005). Cette perspective de sévérité prétend que les pratiques pénales sociales et libérales ont été remplacées par de nouvelles pratiques préférables au développement punitif (Moore et Hannah-Moffat, 2005). Ces méthodes pénales sont caractérisées par une hybridation des stratégies actuarielles et sociales, notamment dans les programmes des Services Correctionnels du Canada.

Dans ce cadre, des discours répressifs face à certains types de délinquants ont donné naissance à des mesures pénales plus sévères pour ceux-ci, notamment les délinquants « violents », « récidivistes » ou « dangereux » (Landreville, 2007). Il ne s'agit plus d'intervenir selon une perspective individualiste qui prône le changement de chacun, mais plutôt dans une approche d'évaluation et de gestion globale du risque que présentent certains délinquants, notamment les délinquants plus dangereux ou les multirécidivistes de délits mineurs (O'Malley, 2001). Il s'agit donc d'une gouvernance ciblée qui emploie des stratégies de calcul et de catégorisation afin d'assortir le niveau et le type d'intervention au niveau de risque et aux besoins du contrevenant, offrant des services personnalisés uniquement à ceux qui en ont le plus besoin (Moore et Hannah-Moffat, 2005). Certaines provinces, notamment l'Ontario, ont adopté certains aspects de la nouvelle punitivité avec l'établissement de *boot camps*, de mégaprisons et le déclin de la probation. Ces mêmes régions ont également implanté une panoplie d'initiatives dont le but est la responsabilisation et la transformation des contrevenants qui ne sont pas ciblés par les mesures sévères (Moore et Hannah-Moffat, 2005).

En 2006, les discours répressifs ont abouti, au plan législatif, à la création de deux nouveaux projets de loi invoquant des mesures punitives. Le projet de loi C-9, proposait de limiter l'usage des peines avec sursis pour certains types de crimes. Le projet de loi C-10, qui augmentait les peines minimales obligatoires pour certains crimes violents perpétrés avec des armes à feu (Doob, 2012). Les nouvelles peines minimales obligatoires ne diffèrent pas beaucoup de celles déjà en vigueur au moment de leur adoption, par exemple la peine minimale pour délits commis avec une arme à feu interdite ou restreinte est passée de 4 ans à 5 ans.

#### *Coexistence des mesures souples et sévères*

Pour certains chercheurs (O'Malley; Meyer et O'Malley, 2005; Landreville, 2007), il y a ainsi au Canada coexistence des deux types de mesures. Nous avons à la fois des mesures souples, individualisées et axées sur le changement comportemental, et des mesures sévères, punitives et calculées selon des critères globaux pour l'ensemble des délits de même nature. En ce sens, le système de justice criminelle canadien a poursuivi avec des politiques basées sur la punition et la correction du comportement (Meyer et O'Malley, 2005). D'ailleurs, en 1982, le Gouvernement du Canada publie un

document intitulé « The criminal law in canadian society » dans lequel il avance qu'une sanction rétributive n'empêche pas des justifications utilitaires de la peine, et ne valide pas non plus des formes cruelles ou vindicatives de punition. De plus, selon lui, la poursuite de deux objectifs parfois contraires permet de définir le point d'équilibre adéquat entre ces deux buts : rétribution et utilité (Canada, 1982, dans Meyer et O'Malley, 2005).

Malgré un discours politique et certains courants législatifs répressifs, les pratiques pénales sont beaucoup moins punitives que la rhétorique sous-jacente. Pour Landreville (2007), ce phénomène est dû à la résistance des acteurs qui œuvrent dans le milieu. En effet, les discours de lutte contre le crime doivent être mis en application par les individus qui ont participé à l'émergence de l'ère réhabilitative. Au Canada, on ne peut donc pas accepter la théorie d'un contraste marqué entre l'idéal de réhabilitation des années 1960 et un abandon contemporain de la modernité pénale (O'Malley, 2001). En sommes, la littérature illustre bien l'ambiguïté, en matière pénale, de la situation canadienne actuelle. Certains auteurs invoquent la présence d'un virage punitif tant dans les discours que dans les pratiques. D'autres sont venus à la conclusion que les pratiques canadiennes demeurent principalement axées sur le changement de l'individu, malgré l'émergence d'un populisme pénal qui entraînerait des discours répressifs sans grandes répercussions pratiques. Tous semblent d'accord sur la confusion qui émerge des pratiques canadiennes ainsi que de l'absence d'une perspective claire entre punitivité et populisme.

### **PARTIE 3 : Politiques pénales et contrôle social**

#### **3.1 La culture du contrôle**

Selon certains auteurs, une hausse des discours et des mesures répressives serait la caractéristique d'une époque dont le but premier est la protection de la société. Pour atteindre ce but, ce type de société centre ses efforts autour de la gestion et du contrôle de certains individus qui sont considérés représenter une menace pour la société (O'Malley, 1999; Garland, 2001; Doob, 2012). Les études sur le contrôle social tentent à la fois d'expliquer pourquoi les individus d'une société donnée se conforment ou non aux normes sociales, et à la fois d'analyser les réponses formelles que la société attribue aux violations. Dans cette perspective, toutes les relations interpersonnelles sont gouvernées par des normes sociales - standards de bien et de mal qui prescrivent ou proscrivent la conduite de tout individu - qui servent à soutenir l'ordre moral d'une collectivité (Horwitz, 1990).

### *Définitions*

Le terme de contrôle social a été employé de diverses manières au fil du temps. Initialement, il référait à la capacité d'une société de s'auto-réguler selon les valeurs et principes d'un comportement jugé approprié. Il y avait donc une valeur consensuelle à la notion de contrôle social. Par la suite, le terme a été employé afin d'indiquer un processus coercitif imposé aux individus afin de renforcer leur conformité aux normes sociales (Quinney, 1974). Dans cette optique, les normes sociales ne sont jamais entièrement considérées comme consensuelles.

Pour certains auteurs (e.g. Clark et Gibbs, 1965, Horwitz, 1990), le contrôle social se limite à des actions intentionnelles qui visent à définir, à répondre, et à contrôler, le comportement déviant. Cette conception restreint le contrôle social à des efforts conscients mis en place pour répondre au comportement déviant. Le comportement déviant, phénomène qui nécessite un contrôle social, occupe alors une place centrale. Il est défini comme toute action indésirable d'un point de vue normatif (Black, 1984). Ainsi, cette vision des choses, selon Horwitz (1990) signifie que le comportement en question est évalué sur la base de la moralité de la conduite à un moment précis. Dans cette optique, les normes sociales sont souvent considérées comme ambiguës. Les comportements ne sont pas déviants comme tels, mais leur qualité déviante surgit du contexte socialement établi de l'acte. Le contrôle social connaît plusieurs formes, notamment un contrôle formel et un contrôle informel. Les processus de contrôle social informels comprennent tout ce qui est ancré dans les activités quotidiennes et les interactions avec la famille, la communauté et ses institutions, comme par exemple les écoles. Pour ce qui est du contrôle social formel, il s'agit de toutes les méthodes employées par les institutions étatiques (Garland, 2001).

### *Évolution du contrôle social*

Nous nous sommes basée sur Garland et son œuvre sur la culture du contrôle (2001) pour expliquer l'évolution du contrôle social. Pour cet auteur, le développement de modèles caractéristiques de la justice pénale et du contrôle du crime, notamment aux États-Unis et au Royaume-Uni, sont survenus suite à des vastes changements sociaux, économiques et culturels qui se sont établis au fil du temps.

Autrefois, ceux impliqués dans le domaine du contrôle du crime partageaient une série de conceptions sur les cadres qui formaient la justice criminelle et les pratiques pénales. Des prémisses communes et une culture précise pouvaient se lire dans les manuels de justice criminels et les guides pratiques. Suite à la Deuxième Guerre mondiale, on se retrouve dans un système pénal providentialiste. Les idées criminologiques de cette époque étaient constituées d'un mélange éclectique de théories sur les

pathologies psychologiques et sociologiques, comme par exemple la théorie de l'anomie, la théorie des sous-cultures criminelles et la théorie du «labelling» (Garland, 2001). Dans ces perspectives théoriques, Garland présente la criminalité comme un problème d'individus et de familles mal adaptés. Elle était également considérée comme un symptôme de manque, un symptôme d'injustice sociale ou un symptôme des conflits inévitables entre les normes culturelles qui émergent dans une société pluraliste mais hiérarchisée. Ces théories criminologiques supposaient la possibilité de changement et de perfectionnement chez l'homme, le crime étant signe d'un processus de socialisation fautif.

De fait, le thème central au cœur des explications de ces problèmes ou symptômes est la carence sociale. À la lumière de cette conceptualisation de la criminalité, Garland explique les causes de la délinquance comme un manque d'opportunités académiques et professionnelles, une carence de la socialisation par la famille ou un manque de traitement pour une disposition psychologique pathologique (Garland, 2001). Selon cette perspective, on prône des solutions individualisées de traitement, de support et de supervision familiale, et des mesures de réformes sociales. Ces solutions sociales ont favorisé la prolifération d'un État-providence devant assurer les apports sociaux, économiques et psychologiques nécessaires pour permettre un ajustement social adéquat et éviter la perpétration d'un comportement délinquant (Garland, 2001).

Le contrôle social a évolué avec l'arrivée d'une modernité tardive qui s'accompagne de changements sociaux (Garland, 2001; Roberts et al, 2003). Ainsi, la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle a été marquée par des transformations à la fois économiques, sociales, culturelles et politiques. Garland (2001) présente ces changements en cinq facteurs: la dynamique moderne de la production capitaliste et de l'échange de marché; la restructuration de la famille et des ménages; des changements dans l'écologie sociale des villes; l'émergence des médias de masse sous forme électronique et la démocratisation de la vie sociale et culturelle. D'une part, tous ces changements ont impliqué une diminution des contrôles informels et une diminution de l'efficacité des contrôles, sociaux et individuels, en raison de la restructuration des villes, de la densité accrue de certaines régions et de l'arrivée d'une large cohorte d'une jeune génération aux normes culturelles différentes (Garland, 2001). D'autre part, la modernité tardive est marquée par le développement d'une société de consommation fleurissante caractérisée par une augmentation des opportunités criminelles en raison d'une augmentation de biens de consommation et parallèlement, d'une augmentation du taux de criminalité. Cette hausse des risques de criminalité s'accompagne de l'apparition d'anxiétés publiques.

Garland (2001) explique que le contrôle social formel visait à gérer ces nouvelles opportunités en se centrant autour d'un style de contrôle réactionnaire qui cherchait à réagir rapidement après la commission d'un délit afin de diminuer les anxiétés du public. Cette nouvelle modernité aurait pour effet de centrer les mesures autour du développement d'une criminologie de « l'autre » (Roberts et al, 2003). Tous ces changements économiques et culturels ont provoqué une anxiété sociale, caractéristique d'une société intolérante en quête d'un retour vers une époque de forte cohésion et d'adhérence aux normes morales. Le problème de la délinquance n'est alors plus perçu comme un problème de carences, mais plutôt comme un problème de contrôles inadéquats (Garland, 2001). Dans une société de consommation une population pauvre et vulnérable est considérée comme un risque pour l'ordre social. Cette perspective du contrôle est présentée par Garland comme étant axée sur les valeurs familiales et la responsabilité individuelle.

Les nouveaux thèmes de la criminologie contemporaine sont donc tous de l'ordre du contrôle : contrôle social, situationnel ou de soi-même. Ces formes de contrôle se rattachent à une vision plus pessimiste de la condition humaine, partant de la supposition que les individus sont fortement attirés par une conduite égoïste, antisociale et criminelle à moins d'en être empêché par des mécanismes de contrôle robustes et efficaces. On fait appel à la discipline, à l'ordre social et à un resserrement des mécanismes de contrôle de la société. On réclame la création d'institutions gouvernementales et d'associations qui peuvent assurer une certaine régulation morale et une solidarité sociale. Cette société intolérante des années 1980 a mis fin à l'État-providence de l'après-guerre et a favorisé un retour aux racines morales (Garland, 2001). Selon Garland, le besoin d'ordre social de cette société centre le contrôle sur certains groupes et certains comportements particuliers. En l'absence de solidarité morale et sociale adéquates, le contrôle social qui a émergé démontre une intransigeance envers certains comportements ou certains individus. Il en résulte un renforcement des divisions sociales et l'aggravation de certains problèmes sociaux, tels la violence, la criminalité de rue et l'abus de substances, particulièrement dans les lieux où sont concentrés les désavantages socio-économiques (Garland, 2001). Le contrôle aura donc pour but de discipliner les individus démunis (Garland, 2001). Le mouvement conservateur qui résulte de cette modernité proclamerait un message valorisant le retour à la famille, au travail, à l'abstinence, au contrôle de soi. En pratique, il s'agirait plutôt d'instaurer des mesures de contrôle social qui fixeraient des règles de conduites morales rattachées au comportement des chômeurs, des immigrants, des infracteurs et des toxicomanes.

Dans les années 1990, les taux élevés de criminalité favorisent le développement d'une certaine vision du crime. D'une part, le crime, malgré sa distribution inégale dans la société, est vu comme un fait

social ce qui suscite un sentiment d'insécurité partagé à travers toutes les strates sociales. Ainsi, la menace du crime fait partie de la conscience moderne. Il est perçu comme un risque quotidien inévitable qui doit constamment être évalué et géré (Garland, 2001). D'autre part, en raison de ce regard porté sur le crime, l'idée d'une prévalence et du caractère dangereux du crime, même si les statistiques démontrent autre chose, apparaît dans l'opinion publique, ce qui aura un grand impact sur les décisions politiques et les agences de contrôle et de justice criminelle. L'opinion publique devient très critique du système de justice criminelle. Une attention particulière portée sur les limites de ces agences crée un sentiment d'échec ainsi que l'impression que l'État a des pouvoirs très restreints dans la régulation et la prévention du crime. En raison de ces perceptions, les standards pénaux sont vus comme étant trop souples et le système pénal comme trop peu préoccupé par la sécurité publique (Garland, 2001). Il s'opère donc un changement quant à la cible des agences de contrôle. Le contrôle formel centre dorénavant sa gestion du crime sur la réduction de la peur du public. Il y a également un changement dans la façon de concevoir le criminel. De cette peur du crime ont émergé des images stéréotypées d'une jeunesse indisciplinée, de prédateurs dangereux et de criminels de carrière incorrigibles qui doivent être gérés par les institutions pénales (Garland, 2001).

Quant aux formes de contrôles à adopter, nous voyons une instabilité dans le développement de politiques pénales, ce que O'Malley (1999) décrit comme une volatilité et une contradiction dans la punition. Le gouvernement s'est retrouvé avec un problème : il sait qu'il ne peut pas complètement contrôler le crime, mais énoncer cela à la population est une menace énorme pour son pouvoir souverain pénal (O'Malley, 1999). L'État a émis différentes réactions face à cette situation difficile. D'une part, il nie son problème et crée des politiques dans le but de réaffirmer son pouvoir punitif. En ce sens, il y a eu une réponse plus politisée, moins rationnelle, à cette problématique. Un retour aux fondamentaux en ce qui concerne les politiques a laissé de côté les experts sociaux pour l'opinion publique et le bon sens. C'est d'ailleurs dans cette façon de penser que l'on a vu l'État tenter d'utiliser à son avantage son pouvoir de punir, pouvoir qu'il a toujours en sa possession. Il se déclare responsable : peu importe ce qui arrive, le crime ne sera pas toléré (Garland, 2007). D'autre part, il agit plutôt de façon à illustrer sa colère et son indignation provoquée par le crime, les politiques étant donc de l'ordre du symbolique (Garland, 2007). Depuis quelques décennies, le ton du discours devient plus viscéral, plus émotionnel, faisant ressortir la peur du crime partagée par le public et la colère de tous face aux criminels. Ainsi, comme le dit Garland (2007, p.391), « le crime a été redramatisé ». Garland dénomme ces réactions « déni » et « mise en scène », comme par exemple avec le discours « prison works » au Royaume-Uni ou la guerre contre les drogues aux États-Unis (Garland, 2007). La notion de « mise en scène » est employée par l'auteur afin de désigner certaines actions plutôt spectaculaires,

de mesures pénales, qui peuvent donner l'impression de masquer un conflit sous-jacent. Ces lois apparaissent comme de l'ordre de la riposte plutôt que de la rationalité (Garland, 2007).

Cette situation ambivalente face aux formes de contrôles étatiques émet encore aujourd'hui des réponses contradictoires, l'État favorisant différentes politiques à différents moments et selon différents paliers du terrain de contrôle (Garland, 2001). Les agences de justice criminelle ne concentrent plus leurs efforts sur les causes, mais dorénavant sur les conséquences du crime. Plutôt que d'intervenir de manière à agir sur le crime comme tel, on tente d'attaquer les effets de la conduite criminelle, de par le support aux victimes, et la réduction du sentiment d'insécurité (Garland, 2001). On souhaite ainsi changer de manière favorable la perception du public quant aux agences de contrôle criminel.

#### *En sommes : l'aboutissement de cette évolution*

En sommes, selon Garland (2001), la protection du public serait devenue la préoccupation prépondérante des politiques pénales. Avec la peur du public qui prend place dans les débats, une emphase nouvelle et urgente serait placée sur le besoin de sécurité, la maîtrise du danger tel qu'il est perçu ainsi que l'identification et la régulation de tous risques (Garland, 2001). Suivant cet ordre d'idée, la prison serait réinventée comme moyen de contrainte incapacitante axé sur les délinquants violents et les récidivistes dangereux, mais ayant également un effet sur une panoplie de petits délinquants. La probation et la libération conditionnelle auraient diminué l'importance de leurs fonctions de travail d'ordre social et auraient renoué le poids de leurs fonctions de contrôle et de surveillance du risque. Des politiques d'avertissements publiques des déplacements de contrevenants libérés de prison souligneraient leurs méfaits du passé et créent la présomption d'un lien entre ceux-ci et leur possible dangerosité future. De plus, il y aurait un relâchement des préoccupations des libertés civiles des personnes appréhendées et des droits des prisonniers. On les remplace par la nécessité d'une application efficace des contrôles (Garland, 2001).

### 3.2 La dangerosité

Dans plusieurs pays, on retrouve une gamme de législations portant sur des mesures permettant de contrôler des délinquants jugés « dangereux », comme par exemple les *three strikes laws* aux États-Unis, la loi sur les délinquants dangereux au Canada ou les projets de loi sur les registres de prédateurs sexuels. À l'heure actuelle, avec cette législation, ainsi qu'avec la montée des théories du contrôle et de régulation, la « dangerosité » semble être un thème courant (Pratt, 2001). Certains chercheurs partagent



le même avis quant à la notion de dangerosité. Ainsi, ils s'entendent sur l'aspect social du concept, en affirmant qu'il s'agit d'une construction sociale (Poupart, Dozois et Lalonde, 1982; Pratt, 2001).

Les origines du concept remontent jusqu'en 1890 lors du débat entourant l'emprisonnement indéfini pour des multirécidivistes. Le profil des criminels « dangereux » se centrerait autour de la persistance de leur carrière criminelle. Ainsi, contrairement aux autres criminels, ces êtres continueraient à enfreindre la loi. À cette époque, ce critère les plaçait à l'extérieur du système de classification dual des criminels qui existait. Les criminels étaient soit sains et responsables de leurs actes, méritant alors une peine dissuasive et proportionnelle, soit déments et irresponsables de leurs actes, les confiant à la psychiatrie. L'engagement persistant dans la criminalité des récidivistes serait un indice de leur incorrigibilité, désignation qui les faisait paraître encore plus dangereux (Pratt, 2001).

L'arrivée de la pénologie moderne du 20<sup>e</sup> siècle, avec ses nouvelles contributions de la pensée, changera le profil de ces individus. Jusqu'à présent, les criminels « dangereux » semblaient échapper à la portée du domaine psychiatrique et pénal, en raison de l'impossibilité de démontrer une quelconque pathologie et de la présomption de leur incorrigibilité. Les nouvelles théories de l'époque clarifient le profil de cet être dangereux permettant ainsi d'émettre des mesures officielles. On retrouve Ferri (1906, dans Pratt, 1997) et sa négation du libre arbitre, Garofalo (1914, dans Pratt, 1997) et son besoin de protection de la société contre les immoralités des criminels dangereux, et finalement Saleilles (1911 dans Pratt, 1997) qui souhaite individualiser la peine selon la personnalité du délinquant plutôt que selon son acte. De ces perspectives émerge un critère permettant de classer les délinquants dangereux à partir de leurs habitudes délinquantes, défini par le nombre de condamnations antécédentes (Pratt, 2001). En ce sens, être jugé délinquant dangereux n'équivalait plus nécessairement à être jugé malade. Dorénavant, il sera question de détention indéfinie pour les délinquants dangereux, déterminé par le nombre d'antécédents et la présence d'habitudes persistantes d'une existence malhonnête.

Depuis les années 1970, avec la montée des perspectives constructivistes de la criminologie, le profil du concept de dangereux sera perçu par certains comme étant une construction sociale, étant donné que la caractérisation de la dangerosité et ses étalons évoluent selon les valeurs de la société. Par exemple, dans plusieurs pays, la notion de dangerosité inclut certains criminels sexuels ou le psychopathe sexuel, comme on le désigne aux États-Unis (Sutherland, 1950). On assiste non seulement à une transformation du profil de l'être dangereux, mais également à sa classification. Le profil s'est focalisé sur la nature du délit et la perception de son niveau de préoccupation dans la société, la dangerosité s'appliquant beaucoup plus aux crimes violents ou sexuels répétés (Pratt, 2001). L'évaluation ne se fait

plus uniquement à partir du nombre d'infractions antérieures, ni en se basant sur la protection de la population, mais également en fonction du risque, plus précisément du type de délit que pourrait commettre l'individu dans le futur (Pratt, 2001). Non seulement on ajoute le critère du risque, mais on le qualifie à partir de deux notions : c'est un risque intolérable et imprévisible. D'une part, on accorde de plus en plus d'importance à la vie humaine, ce qui mène à une sensibilisation progressive à la violence et aux agressions sexuelles et, conséquemment, une peur accrue face aux dangers pouvant menacer cette vie. (Pratt, 2001). D'autre part, le fait de ne pas pouvoir prédire le risque de victimisation cause une anxiété collective.

Ce nouveau profil proactif et imprévisible du danger mène à des lois qui sembleraient assurer la protection, car elles cibleraient la dangerosité. Il y a donc un lien qui se crée entre dangerosité et protection. De ce fait, il en résulte une dépendance entre la population et le gouvernement, ce dernier assurant la protection des risques et dangers en échange d'une conformité aux normes (Pratt, 2001). Cette nouvelle calibration du danger conduit à la nécessité d'évaluer concrètement ce risque, afin de déterminer les mesures de contrôles à prendre. De ce désir naît l'expertise professionnelle entourant la notion de danger, survenue afin de faire face à un dilemme de fond du système pénal : répondre aux obligations de protection du public tout essayant de ne pas porter atteinte aux droits des individus. Ainsi, l'expertise professionnelle doit s'assurer que les mesures répressives sont réservées à ceux jugés « scientifiquement » dangereux, ce qui demande une évaluation objective de la dangerosité (Poupart, Dozois et Lalonde, 1982).

Cette classification à partir de l'avis d'experts a été critiquée pour plusieurs raisons. Premièrement, en raison de la subjectivité inévitable de ces experts. La prise de décision de toute personne est empreinte de biais relatifs à son expérience professionnelle et personnelle. De plus, les implications d'une décision erronée peuvent également avoir un impact sur l'avis professionnel (Dickes, Simmons et Weisfogel, 1970; Spector, 1972; Ennis et Litwack, 1974). Ces limites ont donné naissance à une nouvelle méthode de classification qui tente de pallier les soucis: les grilles actuarielles. Deuxièmement, cette méthode a été critiquée en raison de la surévaluation des experts, la majorité des individus évalués ne manifestant pas de comportements violents (Gove, 1970; Steadman, 1972). À cette époque, les experts utilisaient la personnalité comme critère prépondérant afin de connaître, évaluer et prédire le comportement dangereux (Steadman et Coccozza, 1976; Shah, 1981). Effectuer une prédiction à partir de la personnalité, c'est partir d'un concept plutôt statique pour expliquer un comportement dynamique qui dépend fortement de la situation dans laquelle il se produit. Le comportement doit être compris en fonction de son contexte social, situationnel et environnemental

(Shah, 1981). Deux courants de recherche mettent en évidence l'impossibilité de poser un pronostic objectif : la sociologie européenne des représentations et la sociologie américaine interactionniste et ethnométhologique sur les mécanismes de la prise de décision. Tous deux partagent comme point central l'idée que les prises de décisions sont une « construction sociale ». Peu importe leur apparence, les diagnostics et les pronostics de dangerosité sont le produit d'une production sociale où se combinent les biais des experts, les interactions sociales et les processus de prises de décision (Poupart, Dozois et Lalonde, 1982).

#### **PARTIE 4 : Politiques pénales et société**

Ces tendances dans l'évolution des politiques pénales qui ont émergé au fil du temps peuvent s'expliquer par un certain nombre d'éléments. Roberts (1998) explique que l'opinion du public, la présence de groupes d'intérêts, les contraintes budgétaires, le contexte politique, notamment la présence imminente d'élections fédérales, et la médiatisation d'événements tragiques sont parmi les facteurs pouvant servir d'explication quant à la présence d'un indice de répression plus élevé qu'auparavant.

##### 4.1 Les groupes d'intérêts (*Claims-makers*)

La présence de groupes pouvant avoir une influence sur la conception des politiques pénales a été traitée dans la littérature. Ces recherches identifient quatre groupes impliqués dans ce qu'une étude dénomme la « machine à fabriquer des peines » (p.556): le Parlement, les partis politiques, les groupes d'intérêts et l'opinion du public, intrinsèquement liée aux médias de masse (Jodoin et Sylvestre, 2009). L'influence des groupes d'intérêts quant à l'élaboration et l'adoption de politiques pénales a été étudiée par Robert Surette. Ce chercheur observe l'évolution d'une politique précise dans une société précise, sur plusieurs années, afin de comprendre pourquoi l'acceptation sociale de celle-ci s'est modifiée en cours de route. Il s'agit de la loi « three strikes and you're out » en Californie en 1994, laquelle implique l'incarcération à perpétuité sans libération conditionnelle pour toute personne ayant préalablement été trouvée coupable de récidive (Surette, 1995). Cette étude décrit comment un projet ayant reçu une réception médiocre au début des années 1990 fini par être adopté en 1994. L'auteur émet deux observations.

D'une part, selon Surette (1996), ce genre de loi reçoit un certain soutien de « gros bon sens », car le public a une image des individus concernés dans ce type de loi comme étant des êtres irrécupérables. Il

s'agit donc de « bon sens » évident qu'ils soient puni plus sévèrement, afin de protéger le public de gens qui ne peuvent changer. D'autre part, il place l'élaboration de cette loi dans une perspective de construction sociale de la réalité, un phénomène qui implique la structuration d'une réalité basée sur deux phénomènes : l'interaction du public avec la réalité « éprouvée », ce que l'auteur nomme le monde physique, et l'information secondaire recueillie d'une réalité symbolique, fournie à travers le langage, les arts et les médias. Ensemble, ces deux réalités créent une réalité subjective qui dirige les comportements sociaux (Surette, 1995). Dans cette perspective, un concept important dans la construction de la réalité est la présence de campagnes symboliques, de revendications (*claims*) et ceux qui émettent ces demandes, que Surette nomme *claims-makers* (Surette, 1995). Les *claims-makers* sont divers groupes sociaux qui promulguent des constructions concurrentes de la réalité, chacune contenant différentes explications de la nature de la réalité et des causes d'événements. Ces groupes d'intérêts argumentent et sont en compétition pour l'acceptation sociale de leurs points de vue (Surette, 2011). On y retrouve les promoteurs, activistes, experts, porte-paroles, et parfois même célébrités, impliqués dans la mise en avant de revendications précises concernant une condition sociale (Surette, 2011). La réalité relatée par chacun de ces groupes est publicisée à travers leurs revendications, c'est-à-dire d'affirmations qui décrivent ou expliquent un événement précis, comme un crime médiatisé, ou un problème social (Surette, 1995). Ces groupes ne font pas seulement attirer de l'attention sur un problème social, mais ils façonnent notre perception de la signification de ces conditions sociales et conséquemment, de ce qui constitue le problème. Surette (2011) identifie deux types de revendications : factuelles et interprétatives. Le premier groupe cherche à identifier le monde. Ce sont des affirmations considérées comme objectives, des « faits » concernant la société ou servant à catégoriser un événement en lui accordant un sens particulier. Le deuxième groupe est composé de déclarations centrées sur la signification de situations, soit en offrant une explication quant à leur nature, soit en offrant une ligne de conduite.

Dans le cas exploré par Surette, les revendications étaient de l'ordre de l'effet recherché de la loi, les causes de la criminalité violente et la nécessité d'une nouvelle loi. L'invocation de ces revendications se fait dans ce que l'auteur nomme des « campagnes symboliques » (1995). Tout comme dans l'exemple présenté par Surette, les dispositions des politiques pénales canadiennes proviennent de certains groupes qui interprètent un problème d'une certaine manière et émettent des revendications à cet effet. Une meilleure compréhension de la présence de ces groupes d'intérêts et de leur rôle dans les politiques pénales permettra une meilleure analyse des débats entourant un projet de loi.

#### 4.2 Médias et construction du crime

Selon les auteurs, les médias ont une influence sur la construction des politiques pénales. La médiatisation du crime, du criminel, du système de justice pénal, ainsi que des débats entourant ces éléments, peut avoir un impact d'une part sur la conception du problème chez les individus et les institutions, et d'autre part sur l'adoption d'une solution sous forme de projet de loi pénal.

Pour plusieurs chercheurs, la façon dont les reportages sur le crime sont assemblés, triés et contextualisés, joue un rôle dans la prise de conscience publique concernant les « conditions » devant être considérées comme un problème urgent, le type de problème qu'elles représentent, et la façon de les résoudre (Sacco, 1995). La relation entre attention particulière des médias à la criminalité et peur du crime a reçu beaucoup d'attention, mais selon Sacco (1995), il semblerait que l'effet le plus significatif de la couverture médiatique du crime ne soit pas sur les opinions individuelles mais plus globalement de l'ordre des idéologies. En restreignant et dictant les termes du débat public, les médias faciliteraient la marginalisation de points de vues concurrents concernant le crime et sa solution (Sacco, 1995).

Ainsi, le crime, tout comme plusieurs autres préoccupations, est vécu de façon personnelle, privée et, en même temps, comme une problématique d'ordre collectif. Ces deux dimensions ne sont pas indépendantes l'une de l'autre. D'une part, nos expériences personnelles avec la criminalité établissent la fondation sur laquelle se construisent les préoccupations sociales face à certains problèmes. D'autre part, les avertissements d'un danger imminent, implicitement exprimés dans les messages publics concernant la gravité et la récurrence du crime, peuvent être en soi une source de problèmes personnels en exacerbant la peur du crime parmi ceux qui sont fréquemment exposés à de tels messages. En partant de cette perspective, Sacco (1995) indique que les médias sont ainsi essentiels à l'interaction entre ces deux dimensions.

La littérature illustre l'écart entre la criminalité telle que présentée dans les statistiques officielles et celle que l'on retrouve dans les médias. En ce sens, les bulletins de nouvelles fournissent une carte mondiale d'événements criminels qui diffèrent sur plusieurs points des statistiques officielles sur la criminalité. Les statistiques démontrent que la plupart des crimes sont non-violents. Par contre, l'image répandue par les médias illustrerait que, dans l'ensemble, il s'agit du contraire (Jewkes, 2004). Les personnes impliquées sont également peint différemment dans les médias, l'image véhiculée de la victime et du contrevenant étant fréquemment en désaccord avec les statistiques officielles (Surette, 2011). Il y a aussi discordance entre les deux sources concernant le crime et le contrôle légal exercé. C'est ce que Roberts et al. (2003) nomme le « framing », terme qui réfère à la façon dont les

événements criminels sont présentés par les médias. Cet auteur explique que les médias ont tendance à présenter le crime comme des épisodes particuliers au lieu d'un thème global afin de susciter une attribution individualiste de la responsabilité de l'acte (Roberts et al., 2003). Par ailleurs, le jugement professionnel des médias dans le choix de ce qui mérite de faire les actualités ainsi que l'utilisation sélective de certaines sources d'informations permet à certains groupes privilégiés, notamment la police, de faire valoir leur point de vue sur ce qui constitue ou non un problème, ainsi que la façon la plus adéquate pour y faire face (Sacco, 1995; Surette, 2011). En ce sens, la promotion de la perspective de contrôle social privilégiée par les corps policiers, un *claims-maker*, est facilitée par les médias (Surette, 2011). Dans d'autres cas, plutôt que de relater la version de sources privilégiés, les médias participent à la construction de problèmes publics. En ce sens, après la médiatisation accrue d'une problématique, les médias établissent un certain agenda priorisant la diffusion de ce type d'événements dans toutes les organisations médiatiques. Par exemple, dans les années 1980, un seul journal de Chicago a décidé de publier un cahier sur le viol, ce qui a mené à une augmentation importante d'histoires portant sur le viol dans toutes sources médiatiques par la suite, sans qu'il y ait eu une augmentation de ce type de crime dans les statistiques officielles (Sacco, 1995). Les médias ont donc participé à une intensification de la problématique sur la scène publique.

Les constructions médiatiques du crime abordent deux dimensions : la fréquence et les fondements de l'expérience personnelle de chacun face au crime (Sacco, 1995). Les discours médiatiques qui évoquent ces dimensions servent à informer, ou plutôt alerter le public quant à la gravité de problèmes spécifiques de criminalité et la nécessité d'y faire face d'une façon particulière. La présentation d'un nombre élevé de problèmes spécifiques liés au crime rend convainquante l'idée que des problèmes sociaux existent bel et bien. D'une part, selon le vocabulaire employé, la criminalité est souvent relatée comme étant « une vague », une « épidémie » ou autres (Sacco, 1995). D'autre part, les caractéristiques de l'activité criminelle racontée par les médias sont toutes aussi importantes que la fréquence comme telle. Il s'agit de la contextualisation du crime, ainsi que les responsables de sa prise en charge. D'abord, un problème peut être présenté sous plusieurs angles, et l'approche choisie implique une attribution causale différente ainsi que des solutions variées. Comme mentionné précédemment les médias viennent en quelque sorte légitimer les perspectives de certains *claims-makers*. Ces groupes cherchent à s'approprier le problème, et leur place dans les reportages médiatiques servirait à renforcer cette acquisition de l'événement. Par exemple, en raison de leur accès aux médias et aux statistiques, les forces de l'ordre s'approprient prioritairement la conceptualisation d'un acte criminel (Surette, 2011).

De ce fait, dépendamment des sources utilisées ou de la manière de présenter les faits, le problème et la solution peuvent prendre différentes formes dans les médias et ainsi, dans l'opinion publique. Un viol peut être perçu comme un crime sexuel isolé ou comme un problème de violence, ou même comme un problème de santé; Un problème de drogue peut être perçu comme la victimisation effectuée par les vendeurs, comme un problème de disponibilité du produit ou comme l'élargissement du filet pénal; et finalement la délinquance juvénile peut être présentée comme un problème nécessitant une réponse punitive ou nécessitant le développement bienveillant d'une communauté (Sacco, 1995).

À la lumière de ces études, l'opinion personnelle peut donc être influencée par les médias, source d'information qui a une réputation de relaté la réalité tandis que parfois, ce n'est pas le cas. En choisissant les informations qu'ils présentent au public, ainsi que les sources desquelles elles proviennent, les médias véhiculent leur propre image de la criminalité.

#### 4.3 Paniques morales

Finalement, le troisième facteur impliqué dans la construction d'une politique pénale serait ce que Cohen appelle les « paniques morales » (1980). Ce chercheur s'est en effet intéressé à la réaction sociale entourant les Mods et Rockers, deux sous-cultures juvéniles hostiles en Grande Bretagne dans les années 1960. Il part d'un incident selon lequel durant ces années, la commission d'actes d'inconduites effectués par des jeunes à Brighton Beach, aurait mené à une anxiété sociale et une peur généralisée quant à la présence d'une menace envers les valeurs et intérêts traditionnels de la société anglaise (Cohen, 1972). Selon Cohen, l'ampleur de ce cas résulte d'une part d'une médiatisation exagérée et sensationnelle des événements, et d'autre part de l'intérêt pour certains groupes moralisateurs de s'approprier ce problème. À travers l'étude de ce phénomène, Cohen a créé le concept de « panique morale », qu'il définit comme suit :

*“A condition, episode, person or group of persons emerges to become defined as a threat to societal values and interests; its nature is presented in a stylized and stereotypical fashion by mass media; the moral barricades are manned by editors, bishops, politicians and other right-thinking people; socially accredited experts pronounce their diagnoses and solutions; ways of coping are evolved or (more often) resorted to the condition then disappears, submerges or deteriorates and becomes more visible” (Cohen, 1980, p.9).*

Selon lui, il y aurait d'abord eu médiatisation exagérée des événements, suivi de la présence de plusieurs groupes d'acteurs sociaux provenant de secteurs-clés et ayant un pouvoir d'influence dans le

domaine public. D'une part, ils ont mené à la désignation de ce groupe d'individus comme étant une menace pour les valeurs de la société. D'autre part, ils ont également orienté la nature et l'ampleur des solutions envisagées pour éliminer le risque que présentent ces jeunes. Le phénomène de panique morale serait décrit comme la conséquence de forces sociales et de dynamiques spécifiques (Goode et Ben-Yehuda, 1994).

Peu d'études ont tenté d'opérationnaliser le modèle de panique morale de Cohen. Goode et Ben-Yehuda (1994) distinguent 5 critères nécessaires afin d'identifier la présence de panique morale telle que définie par Cohen. Il s'agit d'une préoccupation exagérée pour un certain comportement, d'une hostilité envers ceux qui exercent le comportement, du consensus autour de la nature et de l'ampleur du danger causé par certains individus, d'exagération quant à la nature de la menace, et la volatilité de celle-ci. Les auteurs ont également élaborés trois théories permettant d'expliquer les causes des épisodes de panique morale, basés sur deux dimensions composant ces paniques : la motivation et la strate sociale dans laquelle elle se développe. Cette préoccupation résultant de la réaction des médias, du public, de la police, des politiciens et de groupes d'intérêts, a mené à la création d'un autre concept développé par Cohen, celui de « folk devils » (Cohen, 1980). Cette notion réfère à la diabolisation de certains individus afin d'en justifier la nécessité de les stigmatiser ou les contrôler, pour le bien de la société et la protection de sa santé morale. Levi (2008) applique ce phénomène de diabolisation dans différents contextes, par exemple en Allemagne nazi lors du règne d'Hitler, ainsi que dans les sociétés modernes face aux organisations de crime organisé.

À la lumière de toutes ces informations, la littérature a bien illustré la complexité des politiques pénales. Leur évolution et les tendances au fil du temps ne sont pas linéaires et nécessitent la compréhension de plusieurs facteurs qui influencent l'émergence de certaines politiques ou de certaines idéologies à l'origine de ces politiques pénales. Ces facteurs sont interreliés et affectent le processus de création et d'adoption d'une politique à différents niveaux. Les groupes invoquant des revendications et participants aux débats, les médias véhiculant une image de la criminalité et la construction d'une menace dans l'opinion publique nous font réfléchir quant aux fondements des politiques pénales qui émergent au Parlement dans une société donnée, à un moment donné.



## **PARTIE 5 : La problématique**

En 2011, au nom des victimes et de la sécurité du public, le Gouvernement conservateur majoritaire cherche à faire adopter la loi C-10, « *Loi sur la sécurité des rues et des communautés* », indépendamment du fait que le taux de criminalité soit en baisse depuis plusieurs années et que de nombreux chercheurs et professionnels du milieu aient exprimé leur désaccord avec ce projet de loi. Parmi ses dispositions, ce projet réclame davantage de peines minimales obligatoires, ainsi que le prolongement des peines d’incarcération.

Depuis l’arrivée d’un gouvernement conservateur minoritaire en 2006, l’activité législative canadienne en matière pénale a connu une augmentation sur deux axes : en nombre et en punitivité, et, en termes de quantité, nous assistons à une recrudescence de projets de lois criminelles et pénales présentés à la Chambre des communes. Durant cette période, le gouvernement conservateur minoritaire a ainsi présenté autant de projets de loi en matière criminelle et pénale que le gouvernement libéral durant 12 années au pouvoir. Qualitativement, jusque dans les années 1980s, la législature pénale devenait plus humaine, centrée sur l’idéal de réhabilitation. À cette époque, la littérature et la législation invoquent la présence d’un système dual dont les objectifs étaient à la fois répressifs et à la fois réhabilitatifs. Par contre, depuis 2006, les projets de loi, et la rhétorique qui les accompagne, sont davantage punitifs, axés sur la répressivité, la rétribution et le contrôle (Roberts et al., 2003; Landreville, 2007; Carrier, 2010). La loi omnibus C-10 contient des éléments de plusieurs projets de lois qui s’apprêtaient à sévir sur la criminalité et qui n’ont pu recevoir la sanction royale sous un gouvernement minoritaire.

Avec un taux de criminalité relativement stable et un historique pénal favorable à la réhabilitation et à l’individualisation de la peine, comment alors expliquer l’arrivée d’un projet de loi qui prétend vouloir sévir contre la criminalité? Selon Jobert(1992), les représentations sociales constituent des schémas d’interprétations qui impliquent la sélection d’un ensemble de faits significatifs et, ce faisant, la dissimulation d’autres phénomènes considérés comme marginaux. Suivant cet ordre d’idée, comment les débats parlementaires présentent le problème qu’ils tentent de régler avec le projet de loi C-10? Quelles représentations sociales du crime et du criminel se propagent dans l’arène publique? Quelles caractéristiques du crime et du criminel sont à la base des définitions sociales de la réalité qui appuient l’élaboration d’une loi comme la loi C-10?

Face aux représentations du crime et du criminel qui composent le problème auquel on tente de répondre avec la loi C-10, quelles sont les représentations des solutions envisagées, soient les représentations de la sanction pénale? Y-a-t’il un lien à faire entre les différentes représentations du

crime et du criminel et les différentes représentations de la sanction pénale? Qu'est-ce que signifie la propagation de ces représentations pour notre système de justice pénal? Le système pénal canadien étant décrit par certains comme un système dual ayant plusieurs objectifs et plusieurs façons de faire pour répondre à ces objectifs, que signifie la présence de représentations variées appartenant à des cadre de références différents qui dominent sur d'autres représentations évoquées lors des débats?

Dans cette étude, nous souhaitons comprendre, à partir de l'analyse des débats entourant l'adoption de la loi C-10, les représentations du problème de du crime, du criminel et de la sanction pénale qui fondent le projet de loi C-10 et les perspectives pénales qui en découlent. Pour ce faire, nous explorerons les dimensions suivantes :

- Nous analyserons les représentations dominantes du crime, du criminel et de la sanction, dans les débats politiques entourant l'adoption de la loi C-10.
- Nous approfondirons sur les fondements de ces différentes représentations pour les *claims-makers*<sup>1</sup> (fondements sociaux, politiques, économiques, etc.)
- Nous mettrons en la lumière la « portée » des représentations, c'est-à-dire leur capacité à influencer les significations, à apporter un changement dans la manière d'interpréter une situation et, conséquemment à affecter les applications qui en découlent. Dans ce cas, il s'agit de mettre en perspective les différentes représentations du crime et du criminel avec les représentations de la sanction, telles que manifestées lors des débats parlementaires entourant le projet de loi C-10.

---

<sup>1</sup> Tel que défini par Ray Surette(1995) comme étant divers groupes sociaux qui présentent des constructions de la réalité concurrentes contenant des explications divergentes de la nature et des causes d'événements

## CHAPITRE II – LA MÉTHODOLOGIE

Ce mémoire est d'abord et avant tout une recherche exploratoire d'un cas unique, soit celui des débats entourant le projet de loi C-10, *loi sur la sécurité des rues et communautés*. Dans cette étude, nous avons analysé les discussions à la Chambre des communes, ayant eu lieu du 20 septembre au 5 décembre 2011, incluant les débats en comité du 6 octobre au 24 novembre de la même année. Le projet de loi a été adopté le 13 mars 2012. Au début de cette recherche en 2011, on ne connaissait pas l'issue des débats, mais le projet de loi avait déjà été envoyé au Sénat. La version initiale du projet de loi C-10 faisait 152 pages.

L'objet de cette étude est de comprendre, à partir de l'analyse des débats entourant l'adoption de la loi C-10, les représentations du crime, du criminel, et de la sanction pénale. Il s'agit plus précisément de déceler les représentations dominantes dans les débats entourant la C-10, d'approfondir les fondements de ces différentes représentations pour les *claims-makers*, de mettre en perspective les représentations du crime et du criminel avec celles de la sanction et finalement de questionner les raisons d'être du projet de loi C-10. Compte tenu de ces objectifs, l'approche qualitative a semblé la plus pertinente. Elle a pris la forme d'une analyse thématique (documentaire) de discours. Ainsi, dans ce chapitre, nous présenterons les cadres théoriques à travers lesquels s'effectuent nos observations, soit l'univers des représentations, ainsi que les théories de Gusfield et Cohen sur la construction des problèmes sociaux. Ensuite, nous présenterons la méthodologie entourant notre analyse, le choix de la méthode de recherche, des données et de la stratégie d'analyse. Finalement, nous présenterons les limites de cette étude.

## **1. Cadre théorique**

### **1.1 Construction des problèmes sociaux**

#### *Une perspective constructiviste du crime*

Ce travail s'inscrit dans une perspective constructiviste, perspective dont les principes qui la distinguent de certaines autres, notamment du positivisme.

Au cours des années 1950 et 1960, un changement de paradigme s'est effectué dans le champ de l'étude du crime. Auparavant, la criminologie classique se préoccupait peu de la question de savoir ce qu'est le crime. Ainsi, considérant le crime comme une évidence, on tentait plutôt de comprendre pourquoi certains individus diffèrent des autres et commettent des gestes hors normes (Robert, 1984). Avec l'École de Chicago, certains sociologues ont commencé à se questionner davantage sur le crime

en tant que tel. Plutôt que d'identifier les caractéristiques du criminel, on cherche à saisir l'environnement social entourant le phénomène criminel. Notamment, on commence à s'intéresser aux théories du contrôle social, c'est-à-dire à l'impact que peuvent avoir les méthodes de contrôle et de régulation tant sur le comportement du criminel que sur l'existence du crime en général. C'est alors que se développe une conception beaucoup plus dynamique et relativiste du crime, celui-ci étant vu comme le produit d'un processus de construction et de catégorisation de certains gestes (Robert, 1984).

La perspective constructiviste du crime provient de quatre sources d'inspiration. Tout d'abord, le sociologue Max Weber, fondateur de la sociologie compréhensible, affirme que le sens subjectif des conduites sociales des acteurs est le fondement même des actions sociales. Ainsi, pour comprendre les actions, il faut s'intéresser aux interactions entre les individus. Il concède donc une place importante aux relations dynamiques entre individus et à leur influence sur les réactions sociales, notamment sur la volonté de contrôler certaines conduites (Jaccoud, 2011). Ensuite, les sociologues de l'École de Chicago ont beaucoup étudié les problèmes sociaux de l'époque - taux de pauvreté à la hausse, population marginale, etc. Ils valorisent l'approche de Weber afin de comprendre l'existence et les réactions sociales face à ces problèmes. Blumer, qui fait partie des sociologues de cette École, avance l'idée que les individus agissent en fonction du sens qu'ils attribuent à leur monde, et ce sens provient des interactions sociales de chacun. Les individus seraient donc responsables de la construction du sens donné à une conduite, un individu ou une situation donnée et agissent en fonction de cette signification construite (Blumer, 1969). La troisième source d'inspiration provient des thèses du conflit dans lesquelles la distribution inégale de l'autorité des richesses est à l'origine des conflits sociaux. Selon les théoriciens du conflit, le consensus social n'existe pas et chaque classe sociale chercherait soit à modifier ou à maintenir sa position vis-à-vis l'autorité. (Dahrendorf, 1988). L'émergence du paradigme constructiviste a été marquée par le contexte sociopolitique des États-Unis à l'époque. D'une part, il y a une remise en question et contestation des institutions totales - guerre du Vietnam, hôpitaux psychiatrique, militaire, etc. D'autre part, il y a une montée de revendications des droits civils et un mouvement de lutte contre l'oppression (Jaccoud, 2011).

#### *Joseph Gusfield et l'appropriation des problèmes sociaux*

Joseph R. Gusfield (1963; 1975; 1981; 1989) a beaucoup étudié la question de la construction des problèmes sociaux. Gusfield étudie le phénomène des accidents de la route en lien avec l'alcool au volant et se demande comment il se fait que ces accidents soient uniquement attribués aux défaillances individuelles des conducteurs. En partant d'une perspective culturelle, Gusfield se demande comment on en arrive à un tel consensus sur la formulation et la solution d'un problème public (1981; 1989).

Selon lui, toute société moderne est habitée par une « culture de problèmes publics » (Gusfield, 1989, p.431). Cette caractéristique de la société moderne ne signifie pas une prédisposition des sociétés contemporaines à générer des conditions propices aux problèmes sociaux, mais illustre la façon dont nous concevons et interprétons notre environnement. Un problème public n'existe pas en soi, il est l'objet d'un travail collectif de construction. Il s'agit en fait d'une double construction, d'une part de la façon dont le problème public est formulé et d'autre part, de la façon dont sa solution s'organise (Gusfield, 1989).

Cette construction peut être décrite selon trois concepts opératoires et interdépendants: propriété, responsabilité causale et responsabilité politique. Premièrement, la propriété signifie la capacité de certains groupes à créer ou à influencer la définition publique d'un problème. Gusfield dénomme ces groupes les « entrepreneurs moraux ». Deuxièmement, la responsabilité causale s'agit de l'agent vu comme la cause du problème. Troisièmement, la responsabilité politique revient aux institutions publiques chargées de résoudre le problème (Gusfield, 1981). Selon Gusfield, on s'éloigne de l'utilitaire et de l'instrumental de l'action publique vers une fiction d'une société ordonnée, qu'il nomme « ordre symbolique » (Gusfield, 1981). Cette fiction atteint son apogée lorsque certaines formulations alternatives du problème deviennent impensables. L'attention de l'action est placée sur les procédés rhétoriques et rituels qui soutiennent la science et le droit. La science produit un ordre cognitif et le droit, ou les lois, sont producteurs d'un ordre moral. Ainsi, il ne s'agit pas d'une simple résolution de conflit, au sens fonctionnaliste, mais de la création d'un ordre moral qui distribue des places hiérarchisées et construit un ordre symbolique (Gusfield, 1981). Gusfield adopte également la perspective dramaturgique, décrivant l'utilisation de métaphores et métonymie dans la désignation du chauffeur en état d'ébriété comme étant « méchant ». Il invoque par exemple l'utilisation de l'expression « *killer drunk* ». Ainsi, la science et le droit utiliseraient des figures de style pour conférer une autorité (Gusfield, 1981).

Pour certains chercheurs, un apport important des travaux de Gusfield est de souligner à quel point la construction des problèmes publics par des « entrepreneurs moraux » n'est pas une simple affaire d'intérêts. Ils introduisent l'idée d'un processus de construction multidimensionnel dans lequel interviennent une panoplie de dimensions variées: idéologique, socio-politique, motivationnelle, médiatique, etc. (Neveu, 1999). En ce sens, il faut également porter attention aux intérêts idéologiques des entrepreneurs moraux. Par exemple, Neveu (1999) explique que dans le cas du mouvement contre l'alcool au volant, certains groupes ont soutenu la dramatisation et stigmatisation du « chauffeur alcoolique » selon une logique de « statut ». À l'époque, certains groupes dominants sentaient un

déclin dans leur statut social. En défendant les valeurs morales de la société comme argumentaire principal dans la lutte contre l'alcool au volant, ils voulaient assurer leurs propres intérêts (Neveu, 1999).

Les travaux de Gusfield, notamment en ce qui a trait aux entrepreneurs moraux, constituent une avenue pour l'étude des représentations du problème criminel dans les discours entourant l'élaboration du projet de loi C-10. Étant donné que nous cherchons à comprendre la formulation des représentations sociales du crime, du criminel et de la sanction émises par des *claims-makers* dans les débats parlementaires, ainsi que les raisons d'être du projet de loi, élaboré à un moment de diminution de la criminalité, ces concepts peuvent nous éclaircir sur la construction de certains problèmes publics et de leur solution.

## 1.2 Les représentations sociales

Les représentations sociales sont à la base de notre connaissance socialement acquise, regroupant les normes, valeurs et symboliques largement répandus dans une culture donnée. C'est à elles que nous avons le plus spontanément recours comme point de repère dans notre environnement physique et humain. En ce sens, « elles jouent un rôle déterminant dans la vie mentale de l'homme dont les pensées, les sentiments, les plans d'action, les référents relationnels, leur (les représentations sociales) emprunte tous quelque chose » (Mannoni, 1998, p.3). D'ailleurs, chaque type de mentalité, ou de pensée sociale est distinct et correspond à une société spécifique, à ses institutions et ses pratiques (Moscovici, 1989).

Ce qui complique l'étude des représentations sociales, c'est qu'elles peuvent être conçues de deux façons distinctes. D'une part, elles peuvent représenter un objet d'étude en soi. En ce sens, on étudie les représentations en soi : que sont-elles, d'où proviennent-elles, etc. D'autre part, elles peuvent également être considérées comme une définition parmi tant d'autres d'un objet social. De ce fait, un objet d'étude quelconque pourrait être observé selon les différentes représentations possibles de celui-ci. C'est la première définition qui nous intéresse ici, c'est-à-dire les représentations comme étant des construits sociaux, à part entière, élaborés par la mentalité collective culturellement déterminée (Mannoni, 1998).

Les représentations sociales ne sont pas des simples opinions ou reflets d'une réalité donnée, mais plutôt des réalités ayant leur propre dynamique. Jodelet définit la notion des représentations sociales comme étant « une forme de connaissance socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social » (1989a, p.53). Nous

pouvons souligner deux caractéristiques qui ressortent de cette définition. D'une part, le fait de décrire la connaissance comme étant socialement élaborée ne permet pas de réduire les représentations à de simples agencements d'images cognitives, mais indique plutôt la présence d'une construction de ces conceptions sociales qui se forment dans le cadre des interactions sociales. Ainsi, en plus de remplacer symboliquement les objets qu'elles représentent, elles ont également un rapport d'interprétation, c'est-à-dire de significations avec ces objets (Jodelet, 1989a). D'autre part, les représentations sociales occupent une fonction expressive. De ce fait, la construction de la réalité va au-delà d'un simple guide schématique du monde, les représentations étant démonstratives des caractéristiques du groupe qui les élabore. Elles formulent des définitions en lien avec la vie affective et émotionnelle (Jodelet, 1989a). Elles sont ainsi l'expression d'un rapport social (Boutanquoi, 2008).

Les représentations sociales nous orientent dans la façon de définir les aspects de notre réalité, de les interpréter, prendre une position à leur égard et défendre cette position (Jodelet, 1989a). Elles dirigent et organisent conséquemment les conduites et les communications sociales. On les retrouverait dans les discours, les messages et les images médiatiques et sont concrétisées dans les conduites et les dispositions spatiales et matérielles des sociétés. Elles sont composées de divers éléments : informatifs, cognitifs, idéologiques, normatifs, croyances, opinions, attitudes, valeurs, etc. (Jodelet, 1989a).

Les représentations sociales privilégient la congruence psychologique à la cohérence logique et donc elles font « passer l'efficacité affectivo-cognitive avant l'efficacité théorico-scientifique » (Mannoni, 1998, p.4). Cela signifie qu'elles ne sont pas dépourvues d'irrationalité et sont parfois issues du mouvement d'une pensée plus spontanée et naturelle que d'une pensée scientifique. Ainsi, la réalité devient donc, à la lumière des représentations sociales, ce qu'elles en font. Sans même se préoccuper d'être elles-mêmes prouvées, elles tentent de prouver les choses en dehors d'elles. Plusieurs disciplines se sont intéressées aux représentations, notamment dans le secteur des sciences humaines, chacune leurs conférant un sens bien différent et parfois flou (Mannoni, 1998). Le lien entre pratiques et représentations est complexe et ne peut être réduit à un simple lien causal (Abric, 1994; Moscovici, 2001; Boutanquoi, 2008). Il existe un certain nombre de situations où les pratiques semblent déterminées par les représentations, et d'autres où les représentations sont déterminées par des changements de pratiques. Il faut également prendre en considération dans la création d'un lien entre ces deux notions que toute représentation est en relation avec un ensemble d'autres représentations qui forment l'environnement symbolique des individus (Abric, 2001). En ce sens, une pratique ne met pas en jeu une seule représentation mais tout un système de représentations. Par exemple, dans le champ de la protection de la jeunesse, les représentations de la famille sont essentielles afin de comprendre les



pratiques des travailleurs sociaux, mais il y a plusieurs autres représentations qui interviennent et influencent la définition de la situation, la manière de l'appréhender et la réponse à y apporter (Boutanquoi, 2008). Certaines situations n'existent que par une catégorisation sociale qui leur donne un sens précis. Bref, c'est moins l'étape de la constitution individuelle ou psychique de la représentation, mais plutôt le sens qu'elle vient à donner à une situation précise. Comme le dit Codol (1982, p.344), les représentations sociales sont « élaborées au cours de processus d'échanges et d'interactions ».

## **2. Utilisation d'une méthodologie qualitative**

Étant donné la nature même de l'objet de recherche, soit de comprendre, à partir de l'analyse de débats parlementaires entourant la loi C-10, les représentations sociales du crime, du criminel et de la sanction pénale, l'approche qualitative s'impose comme méthode la plus pertinente. Il s'agit d'une recherche exploratoire, car nous cherchons non seulement à découvrir *le comment* et le *qui* du phénomène étudié (Mannoni, 1998), mais également nous familiariser les fondements de leurs représentations. Dans ce cadre, nous souhaitons donner « du sens à l'action » (Mannoni, 1998), c'est-à-dire comprendre le lien entre les représentations et les raisons d'être du projet de loi C-10.

### **2.1 Qu'est-ce que la recherche qualitative?**

Au sens large, la recherche est un processus, une quête objective de connaissances sur des questions factuelles (Gauthier, 2003). Ici, on parle d'objectivité dans le sens d'acceptation des faits. Le chercheur ne filtrera pas ses observations. En recherche, on souhaite donc comprendre quelque chose à partir d'un questionnement.

La méthodologie de la recherche comprend à la fois « la structure de l'esprit et de la forme de la recherche, et les techniques utilisées pour mettre en pratique cet esprit et cette forme » (Gauthier, 2003). D'une part, il y a le type de recherche, sa structure et son objet d'étude. Bref, tout ce qui provient du questionnement à la base de la recherche. D'autre part, la méthodologie inclut également l'application pratique de cette structure, notamment les techniques employées pour acquérir cette nouvelle connaissance.

De nombreux débats entourent ce que l'on entend par « recherche qualitative » (Silverman, 1993; Denzin et Lincoln, 2005; Pope et Mays, 2006; Hammersley, 2013) étant donné qu'elle puise son cadre conceptuel parmi différentes perspectives théoriques, comme par exemple, et de manière non-exhaustive, le positivisme, le constructivisme, l'interactionnisme symbolique et l'ethnométhodologie

(Pope et Mays, 2006). Il s'agit d'une forme d'enquête sociale qui adopte des caractéristiques qui lui sont propres, notamment concernant la flexibilité de la recherche, la nature des données, leur collecte et leur traitement, et le rôle de la subjectivité du chercheur.

Hammersley offre une définition de ce qu'est la recherche qualitative:

*« A form of social inquiry that tends to adopt a flexible and data-driven research design, to use relatively unstructured data, to emphasize the essential role of subjectivity in the research process, to study a small number of naturally occurring cases in detail, and to use verbal rather than statistical forms of analysis »* (2013, p. 12).

Dans cette définition, on peut distinguer quelques spécificités de la recherche qualitative.

Premièrement, ce type de recherche ne met pas l'emphasis sur les hypothèses préétablies, mais plutôt la production et le développement de descriptions et d'explications suite à l'analyse des données (Hammersley, 2013). La structure et l'objet d'étude doivent donc être flexibles et se laisser guider par les données. Suivant cette méthodologie, on pose une « question à la réalité » (Tremblay, 1997) pour ensuite déterminer les méthodes pratiques pour y répondre. Cette flexibilité se retrouve également au moment de l'analyse des données. Dans la recherche qualitative, il n'est pas question de rentrer les informations dans des catégories préétablies, mais d'en créer au fur et à mesure. Ces catégories doivent donc être ouvertes, permettant d'ordonner toutes les données recueillies (Giordano, 2003; Hammersley, 2013).

Deuxièmement, la recherche qualitative étudie le phénomène en question dans son cadre naturel (Hammersley, 2013). Ainsi, étant donné la nature davantage historique et sociale des objets d'études au cœur de la recherche qualitative, les observations et connaissances acquise sont contextuelles (Giordano, 2003). On souhaite observer et comprendre, à l'aide de techniques comme l'observation, l'entretien et l'analyse documentaire, méthodes qui ne requièrent aucune structure rigide. Par exemple, lors des entretiens, le chercheur invitera les participants à discuter de sujets variés qui touchent de loin ou de près l'objet d'étude, et les encouragera même à approfondir d'avantage.

Troisièmement, un aspect central à la recherche qualitative est l'acceptation, voire la célébration de la subjectivité. En effet, les données recueillies et les inférences produites à partir de celles-ci sont inévitablement influencées par les caractéristiques personnelles et sociales du chercheur (Hammersley, 2013).

Quatrièmement, la méthode qualitative s'effectue généralement à partir d'un petit nombre de cas étudiés, voire même un seul. Il faut assurer la profondeur de chaque observation, afin de décrire la complexité de l'objet d'étude (Hammersley, 2013). De plus, la nature des données en recherche qualitative se caractérise à partir de son contexte. Ainsi, il faut élaborer davantage sur chaque cas.

Cinquièmement, le mode d'analyse prédominant se trouve à être une description et une interprétation verbale, appuyée par des exemples évocateurs ou illustratifs (Hammersley, 2013). Parfois, les descriptions servent à la fois d'explication. Par exemple, les chercheurs pourraient vouloir découvrir les facteurs derrière un tel résultat, ou les conséquences typiques d'une action, et ils procéderont en décrivant de manière détaillée tous changements dans un petit nombre de cas au fil du temps (Hammersley, 1992).

La recherche qualitative s'applique à un vaste champ disciplinaire hétérogène. Sans être exhaustif et inclure toutes les fins possibles, Hammersley (2013) présente quatre types de recherches distinctes, avec foyers d'étude différents, que peuvent adoptés les chercheurs qualitatifs :

- *L'analyse causale* : plusieurs recherches qualitatives emploient des termes comme « influence » ou « résulte en », illustrant un intérêt à savoir ce qui mène à, ou influence un certain phénomène, ainsi qu'à comprendre les conséquences de certaines pratiques ou arrangements institutionnels;
- *Les enquêtes d'expérience (investigating experience)* : Le but de ce type de recherche est de procéder à une exploration en profondeur de l'expérience et des perspectives de certains groupes ou types d'individus. On part de la conception que les expériences et perspectives des individus sont davantage complexes et diversifiés que ce que l'on croyait initialement. Selon certains, l'étude des perspectives permettrait de mieux comprendre les actions de ces mêmes individus (Hammersley, 2013). En quelque sorte, on cherche à expliquer un comportement en documentant des raisons pour lesquelles ils se comportent ainsi, donc leurs motifs et leurs raisonnements.
- « *Penetrating fronts* » : Selon cette perspective de recherche, certains individus ou groupes édictent des façades, de manière consciente ou non, qui viennent obscurcir ou déformer les intentions, croyances, attitudes et objectifs réels. Contrairement à la deuxième orientation qui prend pour acquis la fidélité des informations recueillies auprès d'individus, on tente ici d'aller au-delà, afin de discerner ce qui arrive réellement dans certaines situations contrairement à ce

- que dit la version officielle, ce que font réellement les gens ou ce qu'ils pensent et ressentent réellement contrairement à ce qu'ils prétendent. C'est au chercheur d'aller au-delà de ces frontières afin de découvrir la réalité (Hammerley, 2013). Ce type de recherche accorde de l'importance à l'indépendance des données par rapport au chercheur et à la recherche comme telle, afin de conserver la transparence et l'honnêteté des trouvailles.
- *Documentation de pratiques constitutives* : Il est question dans cette dernière orientation des pratiques constitutives génératrices de phénomènes sociaux, en mettant l'emphasis sur le discours. Au cœur de l'analyse discursive se retrouve l'idée que le discours ne fait pas que représenter l'objet, mais est plutôt constitutif de celui-ci. La rhétorique n'est pas qu'un moyen de communication verbal, mais également un véhicule pour des actions et d'activités. On s'intéresse donc à savoir comment certains discours sont structurés, illustrant une représentation précise du monde plutôt qu'une autre, et de quelle manière ils façonnent certaines pratiques ou modèles institutionnels. Levitas (1998) procède dans cette orientation avec son étude sur la rhétorique politique employée par le parti New Labour en Angleterre et la manière dont leurs discours se sont traduits sous forme de politiques précises.

## 2.2 Le qualitatif au cœur de notre recherche

L'arrivée du projet de loi C-10 au Parlement semble s'inscrire dans une rupture avec la perspective prédominante de la fonction du système de justice pénale dans la société canadienne. Nous croyons qu'une meilleure compréhension des objectifs de cette loi permettrait de mieux discerner les justifications qui la sous-tendent, ainsi que leurs fondements. Nous désirons essentiellement comprendre à quoi répond cette loi. Il s'agit donc d'éclaircir quant à la pensée humaine envers un phénomène social et la méthode qualitative semble être la plus appropriée pour cette recherche.

Cette méthode met l'emphasis sur les mots, élément essentiel dans la réalisation de notre étude. Elle cerne individuellement les mots et les expressions du matériel traité dans la recherche et souhaite comprendre leur signification globale. Étant donné la nature nominale de nos données, soient les discours parlementaires entourant la loi C-10, cette méthode nous permettra de discerner le sens de ce qui a été dit et, ainsi, poser une réflexion quant à l'apparition d'une loi. Dans une optique pratique, cette méthode se prête également bien à notre étude en raison de la technique de récolte et d'analyse utilisée, ainsi que la flexibilité de l'analyse. Notre analyse porte sur un seul cas, la loi C-10, mais traite le matériel recueilli de manière exhaustive, car nous nous intéressons au contenu des documents, ainsi

qu'à ceux qui participent aux débats parlementaires. L'analyse se veut flexible, car nous avons eu à modifier et recréer les catégories d'analyse au fur et à mesure de traiter de l'information. Conséquemment, l'acquisition de nouvelles informations crée de nouvelles hypothèses et de nouveaux liens qui n'étaient pas préconçus. Nous partons d'un cas, soit l'adoption de la loi C-10, pour remonter jusqu'à une généralité, c'est-à-dire les représentations sociales d'un problème, ou encore les fondements de ces représentations.

Enfin, le centre d'intérêt de notre étude s'apparente beaucoup à la dernière orientation de Hammersley (2013), que le discours crée l'objet plutôt que de simplement le décrire et le présenter. Ainsi, notre analyse se sert de mots et de descriptions afin d'en tirer des explications.

### **3. Une analyse documentaire**

Les mots sont des données essentielles dans l'analyse de certains objets d'études ou pour atteindre certains objectifs. Le Français Albert Jacquart, chercheur, essayiste et humaniste, constate l'importance des mots dans la recherche, ainsi que la vaste sélection de mots et d'expressions que peuvent analyser les chercheurs: « *Il est étrange de constater combien les scientifiques prennent peu de soin de cet outil essentiel de leur atelier : le mot* » (1986).

Lorsqu'on parle de l'utilisation de documents, le terme « document » renvoie à « toute source de renseignements déjà existante à laquelle le chercheur peut avoir accès » (Landry, 1992, p.337). Ainsi, selon cet auteur, cette conception du document ne couvre pas uniquement ce qui est écrit, mais comprend également toute forme d'information qui existe indépendamment du chercheur, comme par exemple des appuis sonores et visuels (disques, dessins, etc). Selon André Cellard (1997), les documents peuvent être découpés selon deux grandes familles : les documents archivés et ceux qui ne le sont pas. Le terme archivé réfère à toute documentation qui se retrouve dans un dépôt d'archives quelconque et qui peut être l'objet d'un traitement ayant trait à la conservation (Cellard, 1997). Puis dans ces deux familles, nous avons les documents relevant du domaine public et ceux relevant du domaine privé. Parmi les archives publiques, nous avons les archives gouvernementales, les archives d'état civil, etc. Parmi les documents publics non archivés, nous avons les revues, les périodiques et tous autres documents distribués (publicité, circulaire, etc.). Pour ce qui est des documents privés, les archivés difficile à accéder, s'agit par exemple de documents de syndicats, d'Églises, d'institutions ou d'organisations politiques. Finalement, les documents privés non archivés font référence aux

documents personnels, tels les journaux intimes, les papiers de familles et les autobiographies (Cellard, 1997).

Ces documents proviennent principalement de quatre sources de diffusion. Premièrement, il y a les documents émis par des organisations officielles, tels les documents gouvernementaux, d'entreprises, de partis politiques ou de syndicats. Deuxièmement, il y a les documents administratifs, qui comprennent des données individualisées, généralement sous forme de dossiers concernant la consommation de services publics, notamment relatifs à la santé ou à l'éducation. Troisièmement, il y a les documents de presse comprenant les journaux, périodiques et les publications scientifiques. Quatrièmement, nous avons les documents personnels de provenance individuelle (Landry, 1992).

L'analyse de contenu documentaire n'est pas uniquement descriptive, mais également inférentielle. Ainsi, le but ultime de cette méthode de traitement de données est de produire des inférences valides (Landry, 1992). Pour ce faire, cette technique doit s'effectuer à partir de l'utilisation de « modèles systématiques de lecture » qui implique le recours à des procédures d'analyse et d'interprétation (Landry, 1992). L'analyse de documents s'intéresse à la signification du contenu des documents étudiés. Ce type d'analyse tente de réduire les nombreux mots d'un texte en quelques catégories analytiques, c'est-à-dire des classes qui caractérisent les informations variées qui s'y trouvent de la même manière à chaque fois (Landry, 1992). Ces informations réduites et placées dans des catégories sont des unités d'analyses. Cette classification peut s'effectuer par rapport à deux types de contenus : le contenu manifeste et le contenu latent. Le premier renvoie à ce qui se trouve explicitement écrit dans le texte, tandis que le deuxième traite du sens caché, symbolique, du matériel documentaire. En plus de ce découpage, l'analyse effectuée peut être quantitative ou qualitative. L'analyse quantitative s'arrête aux catégories analytiques et produit des études de corrélation, de fréquence, etc. L'analyse qualitative du contenu procède à l'interprétation du matériel à l'aide des catégories analytiques en décrivant les nuances qui existent entre les ressemblances et les différences dans les catégories et les participants (Landry, 1992). Les catégories se forment d'unités d'analyses, plus petites unités de significations, produites à l'aide de l'opérationnalisation des objectifs (Landry, 1992). Il peut s'agir par exemple d'unités physiques, d'unités syntaxiques d'unités référentielles ou d'unités thématiques. Ce dernier groupe renvoie à des « noyaux de sens » (Bardin, 1989, p.137) qui permettront de faire des inférences. Selon Bardin (1989), cette unité est utile pour les études d'opinion, de valeurs, de tendances, etc. C'est d'ailleurs l'unité d'analyse la plus utilisée en sciences sociales.

Pour produire des inférences valides, on peut procéder de trois façons (Landry, 1992). D'abord, on peut avoir recours à une grille d'analyse ouverte qui ne définit pas de catégories analytiques au préalable.

Elles sont induites au fur et à mesure qu'on analyse les documents. Il y a également la grille d'analyse fermée où les catégories sont préétablies grâce à une théorie à partir de laquelle on veut tester des hypothèses. Enfin, on peut partir d'une grille d'analyse mixte dans laquelle une partie des catégories émanent d'une théorie et d'autres émergeront des textes analysés.

Nous avons choisi les débats parlementaires entourant l'adoption du projet de loi C-10 comme matériel à analyser pour comprendre les représentations sociales du crime, du criminel et de la sanction par les participants, notamment les partis politiques, les groupes d'intérêts, les chercheurs et les praticiens. Dans l'adoption d'un projet de loi fédéral, les débats sont accessibles au public sous forme écrite. Les débats sur le projet de loi C-10 s'allongent sur plusieurs journées, ce qui nous donne une quantité suffisante d'informations pour déceler des catégories analytiques valides. De plus, les débats comprennent les points de vues de plusieurs participants de tout genre (politiciens, organismes communautaires, intervenants, etc.), permettant une diversité des interventions. Étant donné qu'il s'agit d'un verbatim des discours oraux ayant eu lieu lors des séances parlementaires, les informations recueillies n'ont subi aucune intervention du chercheur et demeurent fidèles aux discours émis (Cellard, 1997). Aussi, les sujets n'ont aucune possibilité de réagir à l'analyste (Landry, 1992).

Pour nous permettre de comprendre ces représentations, nous avons opté pour une analyse qualitative du contenu manifeste de documents écrits. D'une part, nous nous intéressons à la signification du message, qui se trouve dans les particularités des unités d'analyses plutôt que leur fréquence. D'autre part, nous analysons le contenu manifeste, car nous voulons comprendre ce qui est dit publiquement par certains *claims-makers*, afin de comprendre les fondements de certaines représentations sociales sous-jacentes à l'adoption du projet de loi C-10. Les débats étant très volumineux, nous avons procédé avec une grille mixte, partant de concepts théoriques sur les représentations sociales du crime, du criminel et de la sanction, mais demeurant souple sur l'ajout de thèmes et de catégories d'analyse au fur et à mesure du traitement des données.

#### **4. Collecte et traitement des données**

##### **4.1 Corpus**

Dans le chapitre 1, nous avons vu qu'entre 2006 et 2011, il y a eu une hausse importante des projets de loi, en matière criminelle et pénale, présentés au Parlement. Sur 13 ans, le gouvernement libéral avait présenté 44 projets de lois. Le gouvernement conservateur minoritaire en a présenté autant, mais ce sur une période de 5 ans.

En 2011, l'acquisition de la majorité par le gouvernement conservateur leur permet de faire adopter, dans les 100 premiers jours de leur entrée au pouvoir, divers projets de loi visant à sévir contre le crime, comme la C-10. C'est une loi omnibus, car c'est un projet de loi très volumineux, dont les dispositions sont variées, allant de la délinquance juvénile au terrorisme. Il s'agit d'un projet de loi fort médiatisé en raison de la quantité des dispositions, leur diversité et leur contenu. Ainsi, la loi C-10 est riche en termes d'informations et de débats disponibles, s'étayant sur plusieurs mois. Il s'agissait d'un sujet d'actualité au moment de l'élaboration de ce mémoire, son adoption étant venu dans les dernières étapes de rédaction de ce dernier. Ce projet a fait l'objet d'un total de 10 séances de débat à la Chambre des communes : 5 séances du 20 au 28 septembre 2011 pour la première et deuxième lecture, puis suite au renvoi au Comité elle a poursuivi à la Chambre pour l'étape du rapport et la troisième lecture pour une durée de 5 séances, du 24 novembre au 5 décembre 2011. La loi C-10 a été débattue pendant 15 réunions au Comité permanent de la justice et des droits de la personne, du 6 octobre au 24 novembre 2011, puis a été envoyée au Sénat pour une durée de 9 séances, du 6 décembre 2011 au 1<sup>er</sup> mars 2012, avec un renvoi de 12 séances au Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles entre la deuxième et la troisième lecture au Sénat du projet de loi, du 1<sup>er</sup> au 28 février 2012. Cette loi a été sanctionnée le 13 mars 2012, sept mois après son dépôt le 20 septembre 2011.

Dans l'ensemble, les 5 parties du projet de loi contiennent des dispositions dans chacune des trois types de loi en matière criminelle et pénale. Il y a les projets de loi qui modifient les peines imposées (peines minimales obligatoires, peines maximales, nature de la sanction), les projets de loi qui modifient le type d'infraction inscrite au Code criminel (nouvelles infractions, ajout ou modifications de critères d'application) et finalement les projets de loi qui modifient l'exécution de la peine (accessibilité aux libérations). Nous nous intéressons à chacun de ces types de projets de loi en matière criminelle et pénale, étant donné que les débats entourant chacun d'entre-eux éclaire davantage sur une seule des représentations sociales du crime, du criminel ou de la sanction, ce qui nous permet de cerner qu'une portion du rationnel derrière les lois pénales canadiennes. Nous avons centré nos analyses sur les débats entourant le volet 2 du projet de loi C-10, car elle rassemble des dispositions de chacune de ces catégories.

Les débats sont devenus répétitifs étant donné qu'ils ont duré si longtemps. Le contenu étant saturé par chacun des participants aux débats parlementaires après un certain nombre de sessions parlementaires. Pour cette raison, nous avons procédé à une analyse de tous les débats entourant le projet de loi C-10 qui ont eu lieu à la Chambre des communes et au Comité permanent de la justice et des droits de la personne. Les 10 séances à la Chambre font un total de 161 pages de verbatim et les 15 réunions au



Comité en font 165 pages. Ces documents sont disponibles sur le site *LEGISinfo*, rubrique du site du Parlement du Canada qui rend public tous les travaux, rapports et débats de la Chambre des communes, du Sénat et de la Bibliothèque du Parlement. Chaque séance du comité de la Chambre des communes présente les propos de quatre ou cinq individus ou groupes invités par un des partis politiques fédéraux, afin de donner son point de vue sur le projet de loi. Il s'agit d'experts sur l'une ou l'autre des notions du projet de loi, de groupes de victimes et de professionnels impliqués à un moment ou un autre dans le processus judiciaire et pénal. Nous avons centré nos analyses uniquement sur les témoignages qui portent sur le crime, le criminel adulte et la sanction pénale.

#### 4.2 Les participants au débat

Une multitude d'individus participent généralement aux discussions menant à l'adoption ou la défaite d'un projet de loi. Il s'agit de groupes d'intérêts, ou *claims-makers* (Surette, 1995), c'est-à-dire d'individus ou de groupes présentant des constructions diversifiées, parfois divergentes, de la nature, de la cause ou de la solution à apporter au phénomène ou à la situation débattue dans le cadre de la loi. Dans l'étude du projet de loi C-10, nous avons distingué deux familles de groupes d'intérêt : les élus politiques fédéraux, lesquels votent sur ledit projet, et les groupes – individus ou organismes - ayant des intérêts professionnels ou sociaux, individuels ou collectifs dans le processus criminel et pénal. Parmi ces groupes d'intérêts, nous avons des participants à titre personnels (chercheurs, professeurs, victimes), des associations policières, des associations d'aide aux victimes, des associations d'aide aux justiciables, des enquêteurs, des associations issues des services correctionnels, des associations juridiques, des associations en lien avec les politiques en matière de drogues, des élus politiques provinciaux ou municipaux et d'autres types d'associations.

La plupart des invités ayant participé aux débats entourant le projet de loi C10 sont des organismes nationaux à but non lucratif. Quelques-uns toutefois œuvrent au niveau international. Parmi ces invités, on remarque une grande présence d'associations d'aide aux victimes, d'associations policières et d'associations juridiques. Ainsi, sur les 37 invités ayant participé aux débats au Comité permanent sur la loi C-10, 5 invités ont représenté le point de vue d'un organisme policier ou de leurs supérieurs, 7 invités ont représenté le point de vue d'associations de victimes et 7 invités ont représenté le point de vue d'associations juridiques (voir l'annexe I pour le tableau précis).

**Tableau 2 : Les participants aux débats parlementaires sur la loi C-10**

Type d'intervenants	Nom de l'organisme représenté	Nom du participant	Temps de parole
Partis politiques (5)	Parti Conservateur du Canada	Ministre de la Justice et parrain du projet de loi	25 minutes + réponse aux questions
		Secrétaires parlementaires du ministre de la Justice et députés	Moyenne 28 à 35% des interventions
	Nouveau Parti Démocratique	Députés	35 à 45% des interventions
	Parti libéral du Canada	Députés	22 à 26% des interventions
	Bloc Québécois	Députés	1% des interventions
	Parti Vert	Elizabeth May	5% des interventions
Participants présents à titre personnel (5)	Aucun	Anthony Doob	5 minutes
	Aucun	Eugene Oscapella	5 minutes
	Aucun	Joanne Jong	5 minutes
	Aucun	Steve Sullivan	5 minutes
	Aucun	Justin Piché	5 minutes
Associations policières (5)	Service de police d'Ottawa	Vince Westwick	5 minutes
	Association canadienne des chefs de police	Dale McFee et Barry MacKnight (séparément, 2 séances)	10 minutes
	Association canadienne des policiers	Tom Stamatakis	5 minutes
	Service de police de Vancouver	Warren Lemcke	5 minutes
Associations d'aide aux victimes (7)	Victims of Violence	Sharon Rosenfeldt	5 minutes
	International Organization for Victim Assistance	Irvin Waller	5 minutes
	Respect Group Inc.	Sheldon Kennedy	5 minutes
	Canadian Parents of Murdered Children and Survivors of Homicide Victims Inc.	Yvonne Harvey	5 minutes
	Canadian Center for Abuse Awareness	Ellen Campbell	5 minutes
	Canadian Crime Victim Foundation	Joe Wamback	5 minutes
	Association des familles de personnes assassinées ou disparues	Elizabeth Pousoulidis	5 minutes
	Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry	Kim Pate	5 minutes
Associations d'aide aux justiciables (2)	Société John Howard du Canada	Catherine Latimer	5 minutes
Bureaux d'enquêtes (2)	Bureau de l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels	Susan O'Sullivan	5 minutes
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	Howard Sapers	5 minutes
Services correctionnels (2)	Service correctionnel du Canada	Don Head	5 minutes
	Syndicat des agents correctionnels du Canada	Pierre Malette	5 minutes
Associations juridiques (7)	Association canadienne des juristes de l'État	Jamie Chaffe	5 minutes
	Association du Barreau canadien	Eric Gottardi et Michael Jackson (séparément)	10 minutes
	Barreau du Québec	Gilles Ouimet, Giuseppe Batista et Dominique Trahan	5 minutes
	Conseil canadien des avocats de la défense	William Trudell	5 minutes
	Association québécoise des avocats et avocates de la défense	Joëlle Roy	5 minutes
	Coalition canadienne des droits des enfants	Kathy Vandergrift	5 minutes
Associations sur les politiques en matière de drogues (2)	Étudiants canadiens pour une politique raisonnable en matière de drogue	Caleb Chepesiuk	5 minutes
	Coalition canadienne des politiques sur les drogues	Donald Macpherson	5 minutes
Élus politiques (3)	Gouvernement du Québec	Jean-Marc Fournier	10 minutes
	Ville de Winnipeg	Sam Katz	5 minutes
	Gouvernement du NB	Marie-Claude Blais	10 minutes
Autres (2)	Comité central mennonite du Canada	Willma Derksen	5 minutes
	Centre consultatif des relations juives et israéliennes	David Cooper	5 minutes

C'est à la Chambre des communes que nombreux projets de loi voient le jour et sont débattus par les députés, élus dans chaque comté canadien. Le nombre de députés par province à la Chambre des communes est distribué proportionnellement à la population qui compose ses provinces et territoires. Lors de la 41<sup>e</sup> législature, laquelle fait l'objet de notre étude, le Parti Conservateur occupe 166 sièges à la Chambre des communes. L'opposition officielle, le Nouveau Parti Démocratique, détient 103 sièges et le Parti libéral en détient 34. Le Bloc Québécois n'a que 4 sièges et le Parti Vert, un seul.

Pour qu'un projet de loi devienne loi, il doit passer par plusieurs étapes tant à la Chambre des communes qu'au Sénat. Toutes les modalités concernant le processus d'adoption ainsi que les temps de parole sont régies par les Règlements de la Chambre des communes (Canada. Parlement, 2014). D'abord, le projet de loi est déposé, présenté à la chambre et lu pour la première fois. Aucun débat n'a lieu à ce moment-là, il s'agit de formalités. Au moment de la deuxième lecture d'un projet de loi émanant du gouvernement, comme le projet de loi C-10, le premier député à prendre la parole au nom de son parti et les députés qui interviennent durant les 5 heures de débats, ont droit à 20 minutes chacun. Par la suite, la durée de chaque discours est de 10 minutes. Après la deuxième lecture, le projet de loi est renvoyé à un comité où des individus de tout genre sont invités à prendre la parole au sujet du projet de loi à l'étude. Le comité émet un rapport avec des recommandations et ce rapport est lu à la Chambre des communes. C'est-ce qu'on appelle l'étape du rapport. À ce moment-ci du processus, le projet de loi fait à nouveau l'objet d'un débat à la Chambre et des amendements peuvent être proposés. Lors des débats au sujet d'une modification quelle qu'elle soit, aucun député ne peut parler plus d'une fois et il dispose de dix minutes de temps de parole. Le projet de loi passe par la suite à la troisième lecture. La durée des discours à la troisième lecture est la même qu'à la deuxième (Canada, Parlement, 2014, chapitre IX).

Il n'y a aucun règlement concernant l'ordre des interventions, que ce soit à la Chambre ou au Comité. Par contre, le Comité semble avoir adopté un ordre de parole qu'il répète à chaque séance. Suite aux discours des invités, la parole est accordée à l'opposition officielle, puis au parti au pouvoir et parti parrain du projet de loi et finalement au troisième parti. Pour le projet de loi qui nous intéresse, tant à la Chambre qu'au Comité, les interventions semblent ainsi principalement passer du Nouveau Parti Démocratique au Parti Conservateur et ainsi de suite, avec quelques interventions ici et là du Parti libéral et du Parti Vert. Selon nos observations, le Parti Conservateur et le Nouveau Parti Démocratique interviennent le plus souvent. En moyenne, lors d'une séance à la Chambre, le Nouveau Parti Démocratique émet 35 à 45% des interventions tandis que le Parti Conservateur émet 28 à 35% des

interventions. Le Bloc Québécois et le Parti Vert ne font qu'une à deux interventions par séance. Lorsque les débats durent une séance complète, il y a en moyenne un total de 43 interventions.

Les séances du Comité permanent de la justice et des droits de la personne sont divisées en deux moments chacun permettant la réception de 4 invités, deux invités du parti parrain du projet et deux de l'Opposition. Chacune des séances du Comité dure environ une heure. Les invités de la première partie ne sont pas présents lors de la deuxième et vice versa. Chaque invité ne se présente qu'une seule fois devant le Comité et ne dispose que de 5 minutes pour présenter ses arguments. À la fin de toutes les représentations une période de 5 minutes par député est allouée pour des questions et réponses. Certaines associations sont représentées par plusieurs membres, ils doivent donc en principe partager leur temps de parole. Toutefois, dans le cadre des débats entourant la loi C10, l'association canadienne des chefs de police (ACCP) a présenté deux membres, mais d'autres intervenants présentés par une autre association, se sont reconnus affiliés à l'ACCP. Ainsi, une fois son discours entamé, le membre du Service de police de Vancouver affirme qu'il est là pour présenter le point de vue de l'ACCP sur certains aspects de la loi. Des députés représentant les partis politiques sont présents lors des séances du Comité permanent. Outre le président, qui provient du parti au pouvoir, on retrouve deux 2 vice-présidents, chacun issu des principaux partis de l'Opposition (Nouveau Parti Démocratique et parti libéral du Canada). Seuls les membres du comité peuvent voter des motions. Le nombre de membres par parti est proportionnel à leurs sièges à la Chambre des communes. Lors de l'étude du projet de loi C-10, le comité permanent de la justice avait 9 membres officiels, soit 6 députés du parti Conservateur et 3 députés du Nouveau Parti Démocratique. Finalement le ministre de la Justice et procureur général du Québec, Jean-Marc Fournier, et Marie-Claude Blais, la ministre de la Justice et de la Consommation et procureure générale du Nouveau-Brunswick, invités par l'opposition, se sont présentés devant le Comité. Disposant de 10 minutes pour faire son discours préliminaire, le Ministre du Québec a indiqué être venu présenter une motion unanime de l'Assemblée nationale du Québec.

#### 4.3 L'analyse des données

Pour nous permettre de comprendre les raisons d'être de la loi C-10, nous devons d'abord saisir les discours concernant les représentations du problème, soit le crime et le criminel, pour ensuite saisir la rhétorique relative à la sanction.

Nous avons procédé à une analyse thématique du matériel documentaire. La séparation par thèmes et sous-thèmes a permis une analyse structurée, facilitant par la suite l'interprétation conceptuelle et théorique des trouvailles. Au fur et à mesure d'une première lecture d'une séance à la Chambre des

communes, des thèmes et mots-clés ont été repérés, et ont fondé les groupes thématiques qui ont servis à effectuer des coupures dans les documents analysés. Avec un code de couleurs, le matériel a été découpé selon si les discours et argumentaires portaient sur l'un des thèmes suivants : « délits », « délinquants », et « peine ». Ensuite, un repérage conceptuel a été effectué, en séparant l'information recueillie dans des dimensions représentatives de chaque thème. Ainsi, une grille initiale, avec ses trois catégories analytiques et leurs dimensions, a été définie à l'avance. Pour les concepts de crimes et de criminels, nous avons classé les informations selon les thèmes de *causes*, *conséquences* et *solutions*. Pour ce qui est de la sanction, les thèmes prévus à l'avance sont *l'utilité et l'objectif de la peine*, *perception du système de justice pénal selon le parti*, *perception du système selon le public* et *impacts du projet de loi*. Avec cette première grille, les éléments ont été analysés par groupe d'appartenance.

Suite à cette première déconstruction du matériel en thèmes et sous-thèmes, nous avons procédé à une première analyse conceptuelle à l'aide de la création de mémos analytiques. Ainsi, l'information conservée a encore une fois été retranchée selon les mots-clés et dimensions qui sont ressortis le plus lors des débats. Il y a donc eu un travail d'interprétation effectué à cette étape avec un premier travail d'épuration du matériel selon nos objectifs de départ et le contenu des documents. Par exemple, dans la dimension « qualificatifs » de la rubrique « crime », les termes « violent », « grave », « répréhensibles », « dangereux », ont été repérés à maintes reprises et ce, dans les discours de plusieurs participants. Ces termes ont été conservés pour nous permettre de procéder à une interprétation de la perception du délit propre à chaque groupe d'intérêt. On voyait donc des idées se rassembler en lignes de discours ou de sens.

Pour chaque étape du processus législatif (première lecture, deuxième lecture, renvoi au comité, etc.), nous avons pris les informations conservées dans les mémos analytiques pour effectuer une analyse conceptuelle de ces mêmes catégories pour tous les groupes. Cette fois, les grilles ont été séparées en catégories analytiques plutôt qu'en participant. Il s'agit donc d'une analyse transversale. Par exemple, une grille « criminel » a été créée et, plutôt que de représenter les perceptions d'un seul groupe, cette fois il s'agit de rassembler toutes les représentations du délinquant pour tous les groupes. Un tel a dit ceci sur le criminel, un autre a dit cela. Puis, toutes ces informations ont été comparées aux lectures théoriques et conceptuelles que nous avons faites avant d'analyser notre matériel. Le tout a été interprété et une conclusion émise à l'aide de nos constatations.

Nous sommes consciente que ce travail d'interprétation est en lien avec ce que plusieurs définissent comme la construction de l'objet d'étude (Lenoir, 1989; Pirès 1997; Schultz, 1987). Comme le dit Pirès, « l'orientation théorique donnée à la description d'un ensemble de faits objectifs dans une

recherche est alors toujours une forme de construction de cette réalité » (1997, p.40). D'ailleurs, c'est cette même construction interprétative d'un objet, plus précisément d'un problème social, que nous désirons explorer à travers l'analyse des concepts-clés centraux à l'élaboration du projet de loi C-10. En tant que chercheurs, nous sélectionnons les faits et les événements qui nous semblent pertinents par rapport à notre objectif de recherche et notre problématique, la pertinence étant le résultat d'une sélection et d'une interprétation du monde que nous observons (Schultz, 1987).

## 5. Limites de l'étude

Premièrement, avec l'évolution et la transformation constante de toute société, l'étude de problèmes publics est circonscrite dans le temps et l'espace, car de nouveaux facteurs et participants au débat entrent constamment en jeu, notamment de nouveaux groupes d'intérêts, de nouvelles motivations et des nouvelles technologies. L'opérationnalisation des concepts est donc intrinsèquement liée au contexte social. Ainsi, notre étude s'applique à une loi précise, à un moment précis, dans une société précise.

Deuxièmement, les constructions que nous utilisons pour élaborer nos objets de pensées, c'est-à-dire les pensées courantes de la réalité quotidienne qui ressortent dans cette étude, sont en fait des « constructions au deuxième degré », étant donné qu'elles sont des « constructions de constructions » édifiées par les acteurs sur la scène sociale dont l'homme de science observe le comportement et essaie de l'expliquer » (Schutz, *ibid.*, p.11). Le monde social a une structure et une signification particulière et importance pour ceux qui y vivent et y agissent (*Loc.cit.*). Cela est non seulement ce que nous souhaitons décrire et comprendre dans cette recherche, mais ce sont ces mêmes constructions d'objets constitutives de faits et d'événements qui façonnent nos objets d'études ainsi que nos observations en tant que chercheurs. En ce sens, nous demeurons toutefois conscients que cette connaissance produite par nos analyses est une connaissance *approchée* de la réalité (Pirès, 1997, p.46), étant donné nos biais en lien avec nos connaissances théoriques, conceptuelles et disciplinaires à travers lesquelles nous effectuons nos observations.

Enfin, en ce qui concerne la nature des données utilisées, l'analyse d'un contenu documentaire évite tout changement ou modification de la part du chercheur. Par contre, nous n'avons pas accès à un type de données parfois utilisées dans les recherches qualitatives, notamment celles qui procèdent par entretiens ou observation, soit le non-verbal. Il est possible que le sens du récit soit difficilement perceptible à l'écrit, et ainsi le chercheur vient régler cette ambiguïté en tranchant selon son point de

vue quant aux paroles retranscrites. Il y a donc possibilité d'un biais du chercheur quant à l'interprétation du sens supposé des discours. En ce sens, l'analyse de contenu thématique accorde sensiblement la même importance aux observations (mots, expressions, formulation de phrases), tandis que l'émetteur du discours l'a peut-être voulu autrement (Landry, 1992).

### CHAPITRE III : REPRÉSENTATIONS DU CRIME, DU CRIMINEL ET DE LA SANCTION AU CŒUR DES DÉBATS



Suite au dépôt à la Chambre des communes du projet de loi C-10, connu sous son titre abrégé « Loi sur la sécurité des rues et des communautés », des débats ont eu lieu à chacun des paliers du Parlement, en passant par leurs comités d'étude respectifs en matière criminelle et pénale. Pour tout projet de loi, les groupes et individus qui y participent désirent faire entendre leurs points de vues sur les concepts-clés à la base du projet en question. Quand il est question de loi pénale, il ressort de la lecture des débats que 3 dimensions sont prises en comptes : les gestes, les personnes et la sanction. Parallèlement, dans ce travail, nous nous attardons sur les débats survenus autour de la partie 2 du projet de loi laquelle modifie à la fois les peines imposées, les types d'infraction et l'exécution de la peine, dimensions qui touchent chacun des trois concepts-clés repérés.

Les débats en Chambre des communes tiennent compte des propos de deux grandes familles de participants: les groupes politiques fédéraux et les individus ou groupes d'intérêts, également appelé *claims-makers*. Par leurs connaissances, leur pouvoir d'influence et leur argumentaire, les participants aux débats souhaitent, pour certains, consolider les fondements du projet de loi ainsi que sa finalité, et, pour d'autres, le disqualifier. Le pouvoir d'influence représente l'impact plus ou moins important qu'un individu ou groupe peut avoir sur le cours des choses dans son organisation, ce qui implique des relations inégales entre les membres, l'un d'entre-eux détenant l'autorité, c'est-à-dire la légitimité de son point de vue dans l'organisme (Jameux, 1994). Dans le cas de l'activité législative, on peut plutôt parler d'impact ou d'influence sur les représentations d'un phénomène et de sa solution tel qu'illustré formellement à travers l'adoption d'un projet de loi. Les constructions sociales à la base des justifications du projet de loi C-10 sont effectuées par ces divers *claims-makers* (Surette, 1995). Ainsi, ces groupes aux intérêts variés participent aux discussions parlementaires qui, par la suite, sont impliqués dans l'ensemble du processus d'élaboration des politiques criminelles et pénales, et de ce fait, dans l'acceptation sociale d'une définition pour chaque concept qui les compose, définition élaborée à partir de ces mêmes représentations. Tout au long des discours entourant le projet de loi C-10, les professionnels, les entités politiques non-fédérales et les individus ou groupes communautaires d'aide ou de sensibilisation ont ainsi émis des discours présentant leurs perceptions quant à trois grands concepts essentiels dans la formulation officielle du phénomène et de sa solution : le crime, le criminel et la sanction pénale. Quoi que ces trois thèmes soient clés dans l'adoption d'un projet de loi, remarquons que les groupes ne sont pas tous intervenus sur l'ensemble de ces concepts.

Il est possible de séparer ces *claims-makers* selon l'ampleur de leur participation aux débats, et ce de manière qualitative et quantitative. En effet, étant donné que les partis politiques sont présents devant toutes les instances, c'est-à-dire à la Chambre des communes et en comité, et qu'ils représentent

l'ensemble de la population, ils peuvent être perçus comme étant des « gros joueurs » dans l'élaboration des politiques. D'un autre côté, les académiques donnent leur opinion professionnelle sur le projet de loi en question, ils ont moins de temps de parole et sont souvent là à titre personnel plutôt que qu'au nom d'un groupe ou d'une institution. Finalement, les groupes d'intérêts ont également moins de temps de parole. Ils affirment représenter un groupe d'individus ou un intérêt qui touche plusieurs personnes, ce qui peut leur donner un certain poids social.

Nos analyses des discours nous ont permis de mettre en lumière trois grandes catégories de représentations, chacune avec ses fondements et caractéristiques propres. D'abord, il y a l'illustration du crime. Celui-ci a été traité par les participants aux débats de deux façons : d'une part, comme un phénomène unidimensionnel, et d'autre part comme étant un phénomène plutôt pluridimensionnel. Ensuite, nous avons décelé divers représentations du délinquant, défini par certains selon son actes et par d'autres selon sa personne. Finalement, la sanction a plutôt été abordée à partir des finalités et objectifs que les différents groupes lui attribuent.

### **1) Crimes**

D'après les discours analysés, nous pouvons discerner deux angles d'approches différents employés pour peindre une image de ce qu'est le crime pour les participants aux débats, chacun accordant à cette dimension des politiques pénales une signification différente. Ce concept, essentiel dans la promulgation d'une philosophie criminelle et pénale, doit être bien défini, notamment lorsque les dispositions d'un projet de loi influencent les types d'infraction que l'on retrouve dans le Code criminel et les peines associables. D'une part, nous avons les représentations unidimensionnelles du crime. Le terme unidimensionnel réfère au fait que ces représentations décrivent le crime à partir d'une seule dimension, un seul critère. Ce critère devient l'élément central dans la définition sociale de ce concept. A contrario, les représentations multidimensionnelles du crime s'attardent à l'ensemble des éléments composant le crime. En ce sens, les dimensions ne peuvent être prises séparément, c'est le portrait du crime dans sa totalité qui permet de le définir.

Notons qu'un peu plus d'un tiers des participants n'offrent aucune représentation du crime dans leurs discours. Sur les 42 participants aux débats, seuls 26 parlent du crime.

### 1.1 Représentations unidimensionnelles

Pour une partie des participants aux débats que nous avons analysés, le crime est décrit sur un niveau individuel et unidimensionnel. Pour certains auteurs (Crowther, 2007, notamment), le sens du crime est alors conçu à partir de l'expérience personnelle, les médias, les discours de certains groupes semblables ou d'autres sources informelles. Ainsi, les groupes et individus ayant employé cette conception microsociologique évoquent les actes criminels en les caractérisant à partir de leur forme la plus réduite, généralisant leur regard sur l'acte à partir d'un cas ou type de délit particulier et en tenant compte d'un seul paramètre à la fois. Les représentations unidimensionnelles du crime se manifestent à l'aide de termes évocateurs, saisissants et allusifs. Cette façon de faire a été maintes fois employée par le parti politique parrain du projet de loi en question, ainsi que par les services de police et les groupes d'aides aux victimes. Cette représentation du crime qui part d'un seul cas ou adjectif pour décrire la situation de la criminalité au Canada occupe une place importante dans les discours de la majorité des associations de victimes, des services de police et du parti parrain du projet de loi. Tous ont fait référence à des cas précis, des cas extrêmes ou des caractéristiques particulières du crime pour illustrer leur point de vue. Cette tendance descriptive se poursuit à travers l'ensemble de leurs représentations et forme une image généralisée du crime, image partagée dans plusieurs discours étant donné l'abondance de participants faisant partie de ces types de *claims-makers*.

#### *Qualificatifs et vocabulaire descriptif*

Les groupes ayant surtout fait référence au délit individuel et à ses qualificatifs ont tendance à décrire le crime selon des impressions personnelles. Pour ces participants, il s'agit de partir d'un cas et de lui conférer un certain sens d'après des témoignages de victimes ou de proches, ou tout simplement avec l'utilisation de termes imagés et subjectifs. Ceci leur permettait également de partir de la description émouvante d'un seul acte pour en créer une image plus globale de la criminalité ayant des caractéristiques (nature, type de victime) semblables au cas initialement invoqué. Par exemple, pour solidifier leur point de vue quant à l'importance du projet de loi, un groupe d'intérêt centré sur les victimes se sert de l'exemple d'un homme ayant sodomisé et molesté sa belle-fille pendant plus de deux ans en spécifiant uniquement qu'il a eu une sentence de 23 mois « *pour avoir épargné sa virginité* » (Victims of Violence, Comité permanent, 18-10-2011, 2(14)<sup>2</sup>). D'autres invoquent un cas extrême, comme par exemple une fusillade en Colombie-Britannique, associée aux gangs et au crime

---

<sup>2</sup> 2(14) réfère à la page et au paragraphe du document écrit des témoignages au Comité permanent de la justice et des droits de la personne.

organisé, et s'en servent comme point de repère dans leur perception généralisée du problème de la criminalité au Canada (Parti conservateur, 21-09-2011<sup>3</sup>, 1301(9)).

Dans la même lignée, certains participants ont décrit un type de délit, les agressions sexuelles envers les enfants, comme étant « *de nature répréhensible* » (Parti conservateur, débats des communes, 27-09-2011, 1550(20)), « *odieux* » (Secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, Parti conservateur, débats des communes, 21-09-2011, 1298(15); Respect Group Inc., Comité permanent, 20-10-2011, 4(5)), « *horribles* » (Association canadienne des policiers, Comité permanent, 1-11-2011, 4(7)) ou encore comme des « *atrocités* » (Respect Group Inc., Comité permanent, 20-10-2011, 3(22); Joanne Jong, Comité permanent, 27-11-2011, 3(14)). Le terme odieux réfère à ce qui suscite l'indignation, ignoble, haïssable. C'est donc un terme assez viscéral qui implique un certain manquement moral et colérique. Ce sont des termes plus subjectifs et descriptifs que factuels et explicatifs. Ces termes sont employés à plusieurs reprises, malgré le fait que le projet de loi C-10 s'applique à plusieurs autres types de délits qui ne concernent ni les enfants, ni les agressions sexuelles.

Un quart des participants ont utilisé un vocabulaire évocateur et des images très vives pour illustrer leur représentation du crime au Canada. Ce quart est composé principalement de partis politiques, des services de police et d'associations d'aide aux victimes. Pour ces deux derniers types de participants, ce sont les associations qui ont le plus grand nombre de participants aux débats. Par ce fait-même elles disposent d'un plus grand temps de parole cumulatif pour partager leurs représentations. Pour leur part, les partis politiques ont également un plus grand temps de parole lors des débats à la Chambre des communes, surtout le parti parrain du projet de loi. Pour ces participants, les exemples descriptifs et l'utilisation de qualificatifs dominent leurs discours sur le crime. De ce fait, on retrouve beaucoup de ce genre de descriptions dans les débats entourant la loi C-10, que ce soit des descriptions de délits précis ayant été commis ou le recours à des termes poignants utilisés pour décrire l'ensemble des délits visés par le projet de loi.

### *Le choix*

Dans cette perspective, les participants qui perçoivent le crime de façon unidimensionnelle, présentent également celui-ci comme le produit d'un choix. Un très petit nombre de participants ont inclus la notion de choix et d'intérêt personnel dans leurs discours. Encore une fois, il s'agit de participants qui ont soit plus de temps de parole pour présenter leur point de vue, soit qui font partie d'une catégorie de *claims-makers* qui ont une lourde présence dans les débats entourant le projet de loi en question,

---

<sup>3</sup> Réfère à la date de la session des débats à la Chambre des communes.

comme par exemple un parti politique, un service de police et quelques associations d'aide aux victimes. Ils s'inscrivent alors dans une perspective classique du crime basée sur le principe du choix rationnel et s'inspirant de Beccaria. Selon cette école de pensée, le crime est le produit d'un choix libre et réfléchi. Il a lieu quand les bénéfices vont au-delà des coûts, c'est-à-dire quand les gens poursuivent leurs intérêts personnels en l'absence de sanctions efficaces (Cullen et Agnew, 2011). Cette représentation du crime le montre comme étant un fait absolu commis au niveau individuel, mais portant atteinte à l'ordre social. Dans cette perspective, le crime - acte délictuel *délibéré* - serait un acte unidirectionnel, provenant uniquement d'une pensée égoïste. Il peut donc se voir attribuer un blâme. La volonté de commettre un acte le rendrait davantage déplorable et incriminable, lui attribuant une dimension pénale.

Ainsi, le crime n'est pas décrit selon une caractéristique objective, mais plutôt à partir de sa raison d'être, c'est-à-dire de l'intention derrière le geste. Cette perspective est partagée par les participants qui travaillent auprès des victimes. En ce sens, parmi les représentations du délit tout au long des débats sur le projet de loi C-10, une invitée, présente à titre personnel et dont le père a été assassiné, affirme que « *les tueurs font le choix de tuer* » (Joanne Jong, Comité permanent, 27-11-2011, 3(6)). Aussi, quoi que le terme choix ne soit pas employé dans son discours, un groupe d'aide aux victimes illustre bien sa perception de la présence d'un rationnel derrière tout acte criminel. Il aborde les crimes et les criminels ciblés par le projet de loi comme étant ceux qui « *détruisent des vies innocentes et la qualité de la vie au Canada, pour leur bénéfice personnel* » (Canadian Crime Victim Foundation, Comité permanent, 1-11-2011, 12(19)).

#### *Particularités formelles : la gravité et la violence*

##### a) Gravité

Les concepts de gravité et de violence sont surtout employés pour qualifier l'acte et lui attribuer une caractéristique formelle. Ainsi, quoi que la conceptualisation et gradation de la notion de gravité peut varier d'une personne à l'autre (Wolfgang, et al., 1985), lorsqu'un acte est perçu comme étant grave, cela vient faciliter l'élaboration de certaines représentations du criminel et de la sanction, enracinés dans la nature-même du comportement (Roberts, 2007). Si certains participants aux débats ont employé une conception objective du concept de gravité, d'autres ont présenté des paramètres plus subjectifs et volatiles notamment à travers leur perception des dommages causés.

Pour certains participants, les crimes impliqués dans le projet de loi sont graves de nature. Ainsi, ils élaborent d'avantage quant au sens accordé au terme « gravité », celui-ci devenant l'identificateur

unique pour cibler les actes considérés comme nécessitant une législature plus sévère. Dans ce cas, le crime en général reçoit sa connotation condamnable et urgente à partir de l'utilisation d'un seul critère. Il y aurait donc des types de délits qui, quelles que soient leurs causes ou leurs conséquences, sont caractérisés comme des gestes graves par les participants qui ont une représentation unidimensionnelle du crime. Dans cette perspective, la notion de gravité à une certaine connotation définitive, constituant l'essence même de l'acte. Ceux qui l'emploient n'ont pas présenté de définition ni de barème ou source pour déterminer ce qui tombe dans la catégorie du grave. Pour ceux qui partagent cette perspective dans les débats, le projet de loi C-10 cible particulièrement les « crimes graves », sans donner de précision sur ce que représente la gravité pour eux. L'un de ces participants invoque ainsi *« les crimes liés à l'exploitation sexuelle des enfants, les crimes graves liés à la drogue, d'autres crimes violents et des crimes graves contre les biens »* (Parti conservateur, débats des communes, 21-11-2011, 1298(15)).

Les participants qui perçoivent le crime de façon unidimensionnelle ont parfois utilisé le Code criminel afin d'expliquer son niveau de gravité, plus précisément en se basant sur la peine jugée appropriée et inscrite dans la loi. Ils voient la gravité de l'acte comme objective, puisqu'elle a été prédéterminée et est automatiquement attachée aux gestes inscrits dans le code criminel. De ce fait, ils généralisent le caractère « grave » des actes à une panoplie de situations différentes, toutes celles qui peuvent se voir imposer une peine maximale de 14 ou 10 ans. La différence avec les crimes perçus comme grave naturellement, c'est que dans le cas de la gravité relative à la sanction ce barème a été défini – et donc balisé – par les législateurs antérieurs. Le parti parrain explique ce que représente pour lui la notion de gravité :

*« Le gouvernement était d'avis, et il l'est toujours, que les infractions punissables par mise en accusation et passibles d'une peine d'emprisonnement maximale de 10 ans, de 14 ans ou à perpétuité étaient des infractions graves qui ne devraient jamais, au grand jamais, faire l'objet d'une ordonnance de sursis »* (Parti conservateur, débats des communes, 22-09-2011, 1357(2)).

Les crimes ont également été représentés à partir de la nature et de l'ampleur des préjudices individuels et sociaux qu'ils auraient engendrés. Ces participants ont centré leurs discours autour d'un type précis de crime, voire même un cas délictuel particulier pour ensuite généraliser l'impact, réel ou perçu, de celui-ci. Pour ce faire, ils emploient des termes suggestifs et globalisants qui symbolisent une situation catastrophique et alarmante pour l'ensemble de la population canadienne. Dans ce rapport au crime, ceux qui en parlent utilisent des termes qui évoquent une situation désastreuse, sans statistiques ou faits à l'appui, uniquement basée sur des sentiments, des perceptions. Ainsi, un participant, parlant des délits

en lien avec les drogues, a présenté ce type de crime comme problème catastrophique de grande envergure, le décrivant comme étant un « *fléau pour la société et notre gouvernement (...)* *Les conséquences en sont désastreuses* » (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, Comité permanent, 3-11-2011, 3(2)). Un groupe d'aide aux victimes a repris la même idée, mais en invoquant la plus émotive des conséquences. Il décrit le prix des crimes comme incalculables, étant de l'ordre de la « *perte de vie humaine (...) la perte de la famille, la perte de l'ordre public* » (Canadian Parents of Murdered Children and Survivors of Homicide Victims Inc., Comité permanent, 20-10-2011, 13(18)).

Ils expliquent la gravité en fonction d'une gradation du mal causé, partant du mal individuel pour encore une fois le généraliser, le tort fait à une personne devenant une calamité pour la vie sociétale. La notion de gravité devient donc porteuse d'un sens beaucoup plus large pour la société, suggérant une omniprésence perpétuelle du mal causé par les crimes. Un participant politique invoque même le fait que « *les infractions contre lesquelles nous essayons de lutter sont graves (...)* *(Ces actes) entraînent des conséquences qui vont bien au-delà des souffrances infligées à la victime durant la perpétration de l'acte* » (Parti conservateur, débats des communes, 27-09-2011, 1538(16)). Une grande majorité des participants décrit le crime à partir de la notion de gravité, qu'il s'agisse de la gravité codifiée de l'acte dans le Code criminel, de la gravité liée aux torts causés ou simplement de la gravité comme caractéristique d'un ensemble d'actes criminels. La notion de gravité domine les débats entourant la représentation actuelle du crime au Canada par l'abondance de sa mention et par l'abondance des participants qui s'y réfèrent pour décrire le crime. Ces participants proviennent d'associations et de partis politiques variés. Parmi les participants ayant émis un point de vue sur le crime au Canada, seuls les groupes d'aide aux justiciables et les chercheurs n'ont pas fait référence à la gravité dans leur argumentaire.

#### b) Violence

Pour ces participants, la représentation unidimensionnelle du crime est également associée à la notion de violence. Au sens large, la « violence » peut s'expliquer de deux manières différentes. D'une part, tout comme le concept de gravité, qualifier tout simplement un geste ou un type de crime comme étant un acte de violence engendre une vision imagée des conséquences de l'acte en question et vient, par la suite, généraliser le caractère inacceptable de tout acte proclamé « violent ». Selon une étude de Roberts (2001), malgré une baisse réelle de la criminalité violente au Canada, 50% des citoyens rencontrés dans le cadre de son étude menée en 1994 pensait que les crimes violents avaient beaucoup augmenté et 42% pensait qu'ils avaient moyennement augmenté. Une autre étude de Roberts (2007) a conclu que les citoyens canadiens souhaitent punir plus sévèrement les crimes violents, peu importe les

autres facteurs. D'autre part, certains l'utilisent comme une variable permettant de représenter le crime sur un continuum de sévérité. En ce sens, le niveau de sérieux de l'acte serait déterminé à l'aide d'une échelle subjective de la violence en provenance du public (Stein, 2001).

Dans les débats analysés, le terme violent est utilisé comme adjectif, afin d'illustrer le caractère nuisible du type de crime auquel réfère le participant. Ceux qui présentent le crime de cette façon demeurent descriptifs et vagues dans leur représentation des actes criminels ciblés par le projet de loi C-10. Souvent, sans même procéder à une description des faits afin de faciliter l'identification et la compréhension quant à l'ampleur de la violence des crimes, ils ne font qu'utiliser l'expression « crimes violents » ou « crimes de nature violente » dans leurs discours et ne vont pas plus loin. Il s'agit surtout de partis politiques et de deux associations de victimes.

Les concepts de violence et de gravité sont verbalisés de manière interchangeable. Cette tendance qu'ont certains participants à englober le critère de violence sous une conception large de gravité permet d'inclure un plus grand nombre de délits sous un même chapeau, qu'ils soient violents ou non. Plusieurs placent la notion de gravité en premier plan dans leurs représentations du crime, sans que la violence soit explicitement présente dans les discours. Par contre, les crimes graves sont généralement caractérisés par le critère de violence et donc la violence est incluse dans la notion de gravité. En ce sens, dans un même temps, ils annexent des crimes violents à d'autres crimes de tout genre, sous prétexte qu'il s'agit globalement de « crimes graves ». Certains participants expliquent que pour eux, tous les délits touchés par le projet de loi sont graves et violents « *l'exploitation sexuelle des enfants, [les] infractions graves en matière de drogue, [les] crimes graves avec violence et crimes graves contre la propriété* » (Parti conservateur, débats des communes, 28-09-2011, 1580(3)). Ce même parti politique mentionne que les dispositions prévues servent à restreindre le sursis pour les « *crimes graves contre la propriété et infractions avec violence* » (Parti conservateur, débats des communes, 22-09-2011, 1356(13)).

À l'opposé du concept de violence et de crime, d'autres participants mettent l'emphasis sur un amalgame d'infractions criminelles jugées « mineures », qui échappent à cette catégorie. Ce sont des « *erreurs de vie* » (Service de police de Vancouver, Comité permanent, 1-11-2011, p.1(8-9)), selon un participant. Ce même participant explique que les crimes qui ne constituent pas ces erreurs sont des infractions graves, notamment « *un crime violent contre une personne ou de graves crimes contre la propriété* » (Service de police de Vancouver, Comité permanent, 1-11-2011, 1(9)). La notion de violence et son rapport avec la gravité a permis à certains participants d'associer un manque de violence à un manque de gravité. Il y a donc une dichotomie dans les représentations des crimes qui



tournent autour du critère de violence. Cette dichotomie facilite la compréhension de délits pris en compte dans le taux de criminalité qui ne sont pas vues comme étant problématiques. Dans cette perspective, il y a d'une part, une criminalité problématique, surnommée « *haute criminalité* », en opposition à ce qu'on nomme la « *criminalité médiatisée* » (Nouveau Parti Démocratique, débats des communes, 22-09-2011, 1352(1-2)). Parmi la criminalité plus problématique, on invoque entre autre la « *violence liée aux gangs de rues et les actes liés à la drogue* » (Nouveau Parti Démocratique, débats des communes, 21-09-2011, 1313(2)). Plusieurs participants concèdent qu'il existe réellement des crimes peu graves, peu violents, qui ne nécessitent pas ce type de projet de loi. Malgré la présence d'une représentation duale chez certains participants, ceux qui ne formulent qu'une image partielle du crime présentent uniquement le crime comme étant sévère et grave. C'est le cas du parti politique parrain et les groupes d'intérêts qui œuvrent auprès des victimes. Ceux-ci mettent l'emphasis uniquement sur les crimes graves, c'est-à-dire les crimes dépeints à travers un seul cas spectaculaire, ou à l'aide de termes saisissants et suggestifs, comme lorsqu'une proche de victime décrit le crime à partir de son expérience personnelle en expliquant que sa fille « *a été attaquée **sauvagement** dans son domicile et a été assassinée **brutalement*** » (Canadian Parents of Murdered Children and Survivors of Homicide Victims Inc, Comité permanent, 20-10-2011, 13(15)).

Parmi les représentations unidimensionnelles du crime et de la violence, plusieurs participants ont fait référence à l'impact potentiel de certains types de crimes. On associe à un type de délit particulier d'autres actes ou d'autres dangers qui peuvent, de fil en aiguille, avoir un lien avec le délit initialement invoqué dans les débats. C'est d'ailleurs ce que fait une association de policiers qui part des délits de drogues pour ensuite dresser un portrait beaucoup plus large et conclut qu'il s'agit d'un problème de crime organisé, lequel « *fourni des drogues dangereuses et illégales au mépris de la loi et sans aucune considération pour la vie et les familles que cela détruit* » (Association Canadienne des Policiers, témoignages du Comité permanent, 1-11-2011, 3(23)). Cette liaison généralisée entre drogues et crime organisé s'effectue à l'aide de l'affirmation que « *nous pouvons attribuer la majorité des actes criminels qui sont commis à des groupes du crime organisé, des individus associés au crime organisé ou des récidivistes irréductibles* » (Association Canadienne des Policiers, Comité permanent, 1-11-2011, 9(7)). Ceux ayant illustré le crime selon ses conséquences sur la société canadienne se rangent plutôt dans les groupes de victimes et les services de police en plus du Parti conservateur. Tous, depuis le début de l'élaboration du projet C-10, affirment que le projet s'érige au nom des victimes et de la protection de la société, c'est ce que mentionne une association policière en déclarant :

« [qu']il faut que les victimes sentent que le système sera sensible à leur douleur (....) le document de plus de 140 pages qu'est le projet de loi C-10 envoie un message clair en ce qui concerne non seulement la sécurité, mais aussi la confiance du public dans le système de justice pénale » (Service de police d'Ottawa, Comité permanent, 20-10-2011, 20(7-8)).

Dans ce rapport au crime, les conséquences des actes visés deviennent le point central dans la qualification des gestes. Tout autre facteur, qu'il soit causal ou atténuant, ne compte pas. Ainsi, le parti au pouvoir affirme être « *conscient(s) du problème* [de maladie mentale chez les détenus](....) *Cependant, cela n'allège pas les souffrances des victimes* » (Secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, Parti conservateur, débats des communes, 21-09-2011, 1311(8))

## 1.2 Représentations multidimensionnelles

Une autre partie des participants aux débats que nous avons analysés ont une représentation beaucoup plus large du délit. Dans cette optique, celui-ci est généralement représenté à travers l'interprétation de ses causes, une multitude de facteurs influençant sa perpétration. De ce fait, il s'agit d'une représentation déterministe du délit, celui-ci étant le résultat de sources externes ou internes. En voyant le crime ainsi, on enlève la conception du mal intentionnel derrière l'acte, et on le remplace par une série d'explications pouvant servir de justifications pour le réguler. Ces discours sont explicatifs, servant à éclaircir et renseigner sur le délit, ses causes et ses caractéristiques. Les dimensions des représentations multidimensionnelles du délit sont surtout présentes dans les discours de certains partis politiques, des associations juridiques, des associations centrées sur les politiques en matière de drogues, des associations d'aide aux justiciables et un professeur. Ce sont des groupes aux intérêts différents qui font appel à une perception multifactorielle de la criminalité.

### *L'importance des causes*

Pour certains, que ce soit pour des raisons internes, c'est-à-dire biologiques et psychologiques, ou externes, soit l'environnement social immédiat ou non, le délit est le produit d'une causalité. Quoique ceux ayant invoqué ce genre de raisonnement ne semblent pas tous partager un intérêt commun, ils accordent tous beaucoup d'importance à l'aspect déterministe de l'acte délictuel. Les représentations du crime ont souvent été présentées à partir de causes individuelles ou environnementales. Ces facteurs semblent occuper une place importante dans les perceptions de la criminalité de 14 des 26 participants qui ont abordé le crime dans leurs débats. Parmi eux, on retrouve des partis politiques, et des groupes d'intérêts servant une population très diversifiée, comme par exemple un groupe représentant les

victimes, une association policière, des associations d'aide aux justiciables, des associations d'avocats et des groupes encourageant une politique raisonnable en matière de drogues. En fait, tous les partis politiques sauf le parti parrain du projet ont invoqué l'importance de facteurs individuels et environnementaux dans leurs représentations de la criminalité canadienne.

Pour ces participants, le crime peut s'expliquer comme étant le produit de facteurs individuels. Ceux qui en parlent ainsi représentent l'acte de diverses manières, notamment comme l'aboutissement de troubles mentaux, de déficiences psychologiques ou encore de dépendances telle la toxicomanie. En ce sens, ils invoquent le fait que certains délits s'effectuent en raison d'un manque de barrières psychologiques, c'est-à-dire en raison de l'incapacité de s'avoir ce qui est bien ou mal, ou alors parfois pour subvenir aux besoins engendrés par une dépendance, comme par exemple le fait de commettre un vol pour payer ses consommations. Dans ce cadre, une forme particulière de dépendance permettant d'expliquer le crime a été présentée par quelques participants. Il s'agit de la dépendance sexuelle. Selon cette perspective, les crimes sexuels seraient commis en raison de problèmes individuels de santé mentale, tout comme les dépendances à la drogue, et s'aggraverait graduellement en suivant les stades de développement de la délinquance, passant par exemple par le visionnement de pornographie pour aboutir aux agressions sexuelles. Un groupe d'aide aux victimes, concernant les délinquants sexuels affectés par le projet de loi, affirme ainsi qu'il s'agit « *[d']une forme de dépendance sexuelle, une fois qu'une personne a franchi une certaine limite (...), c'est un problème de santé mentale* » (Canadian Center for Abuse Awareness, Comité permanent, 27-10-2011, 5(1)). Un autre *claims-maker* affirme plutôt, concernant cette fois la dépendance aux drogues, que « *la drogue devrait être considérée comme une question de santé publique avec certaines ramifications du côté de la justice pénale* » (Étudiants pour une politique raisonnable en matière de drogue, Comité permanent, 1-11-2011, 14(30)). Peu importe la nature de la dépendance ou de la déficience, le crime est toujours perçu comme étant déterminé par ces facteurs et donc ne serait pas un choix rationnel et délibéré.

Le passage à l'acte a également été représenté par plusieurs participants comme dû à des causes sociétales. Dans cette optique, le crime serait le résultat de problèmes extérieurs à l'individu, lesquels empêcheraient celui-ci de subvenir à ses besoins fondamentaux de manière légitime. Il s'agit de facteurs variés qui touchent généralement des questions financières. Entre autre, les grandes catégories de causes sociétales abordées tout au long des débats, sont de l'ordre de la famille, de l'éducation, de l'emploi et de la pauvreté. Pour ces participants, un manque d'éducation créerait un problème au niveau de l'obtention d'un emploi ce qui mènerait certaines personnes à la pauvreté et parfois même à l'itinérance. Un participant se concentre sur ce qu'il considère être un problème social, soit l'économie,

afin d'expliquer le crime : « *il faut nous concentrer sur les causes profondes et la prévention de la criminalité. Il faut nous concentrer sur l'économie* » (Parti libéral, débats des communes, 21-09-2011, 1307(14)).

Dans cette perspective causale du crime, certains ont invoqué la présence des deux types de facteurs dans le passage à l'acte. Selon eux, l'acte criminel peut prendre sa source dans un ensemble de situations, autant reliées à des problèmes individuels et psychologiques qu'à des causes sociales. « *[l]e chômage, le manque d'éducation, l'itinérance, la toxicomanie et les troubles mentaux sont généralement les principaux problèmes qui amène les gens à commettre des actes criminels* » (Parti Libéral, débats des communes, 27-09-2011, 1545(2)). Tous les groupes mentionnés ci-haut perçoivent le crime comme étant le produit de facteurs en ce qui concerne les délits en matière de drogue. Cependant, la moitié de ces participants ont émis des discours mitigés quant à leur perception d'autres types de crimes et mettent de côté l'aspect causal dans leurs représentations de ceux-ci.

#### *Gravité : un concept contextuel*

Selon les représentations multidimensionnelles du crime, celui-ci ne peut être généralisé en une seule définition, mais serait représenté à travers divers éléments, notamment les situations, les opportunités, les besoins, les croyances et les relations qui, tous ensemble, finissent par aboutir à ce qu'on appelle un crime. Ainsi, c'est le contexte plutôt que l'acte en soi qui servirait à le qualifier. Le crime est perçu selon une image objective de ce qui s'est produit, incluant l'avant, le pendant et l'après de l'acte. Le crime serait donc un acte élaboré à partir de l'identification d'une série de composantes. Chacune de ces variables en soi ne représente pas un crime, comme par exemple le fait d'avoir perdu son emploi ou d'avoir besoin d'argent, ou encore l'existence de problèmes socioculturels. Par contre, ce sont des variables qui, jumelées à d'autres facteurs, comme par exemple la présence d'une opportunité illégitime de faire de l'argent, peuvent constituer un crime. Ici, le crime est décrit selon ses causes. Un académique a décrit l'acte comme des « **conflits et préjudices complexes que nous appelons crime** » (Justin Piché, Comité permanent, 27-10-2011, 13(8)).

Dans ce rapport au crime, la gravité a une connotation multidimensionnelle, car, pour les participants qui s'inscrivent dans cette perspective, il s'agit de qualifier les variables sociales et individuelles. Ainsi, la présence ou l'absence de certains éléments contextuels, comme par exemple le manque d'opportunités légitimes ou la présence de problèmes culturels, permet d'expliquer la présence d'actes criminels. La gravité devient un terme contextuel, car il s'agit de décrire toute une situation, toute une série de facteurs au lieu d'un seul acte. La gravité peut être évaluée et, par-là être qualifiée

différemment, selon le regard que l'on porte sur ses facteurs contextuels, car le regard posé sur les caractéristiques du crime est subjectif. C'est cette explication du crime que donne un groupe de professionnels du milieu sur la variation possible de la gravité d'un acte. Ce groupe explique que :

*« le présent projet de loi semble oublier la raison d'être des échelles de peines prévues pour des infractions données (....) Un régime juste de détermination de la peine accorde au juge suffisamment de latitude pour façonner une mesure adéquate face à une infraction donnée se situant sur le **continuum du comportement en cause** »*  
(Association du Barreau canadien, mémoire sur le projet de loi C-10, 2011, 18(4)).

Pour eux, le crime est donc un acte complexe, dont le sens peut être difficile à saisir. Dans cette perspective, le crime est expliqué selon plusieurs variables et caractéristiques et devient le produit de leur totalité.

Parallèlement, certains comportements se voient accorder le qualificatif de « graves » en raison de la présence de certaines variables tandis qu'à l'inverse, d'autres se voient accorder le qualificatif de « moins graves » en raison de la présence ou l'absence d'autres variables, ce qui complexifie davantage le sens donné à l'acte criminel. Dire qu'un crime est complexe ou sophistiqué revient à dire qu'il a plusieurs composantes, qu'elles soient situées avant ou pendant l'acte comme tel. Plus il y a d'éléments, plus il y a de chances que le comportement soit sérieux et, en d'autres mots, grave. Une représentante politique provinciale décrit les délits sexuels comme étant en baisse en termes de quantité, mais les décrit qualitativement comme étant « *de plus en plus sophistiqués* » (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, Comité permanent, 3-11-2011, 2(10)). Seulement quelques participants ont évoqué l'importance des éléments contextuels dans leur représentation de ce qui constitue un crime. La notion de gravité comme synonyme de complexité n'est pas un discours qui revient souvent dans les débats sur le projet de loi C-10.

#### *Prévalence du crime : une question de statistiques*

En plus des causes et du contexte de l'acte criminel, certains ont expliqué leur représentation multidimensionnelle du crime à partir de la prévalence des actes. Dans cette optique, certains participants ont préféré rester dans le monde de l'empirique et du factoriel : les statistiques. La plupart des partis politiques abordent la question des statistiques, mais cet aspect de la criminalité demeure marginal dans l'ensemble des représentations du crime et est peu développé dans les discours.

Ces participants expliquent ainsi le crime à partir de son volume. D'une part, sans nier l'existence de crimes graves, on vient quantifier l'ampleur du problème dont il est question dans le projet de loi discuté. Pour ceux-ci, l'importance réside dans le nombre d'abord et avant tout, car plus un phénomène néfaste est présent, plus il est évident qu'il s'agit d'un problème. À contrario, si le phénomène est de faible ampleur, il ne sera pas considéré comme grave. La quantification se fait généralement à partir du taux de criminalité en général, c'est-à-dire le nombre total de crimes dans un espace donné. Cette explication du crime est donnée par les partis politiques. Ainsi, l'un d'entre eux présente le crime à partir de son taux de criminalité : *« taux de criminalité n'a cessé de diminuer au cours des 20 dernières années »* (Parti Libéral, débats des communes, 22-09-2011, 1354(15)).

Pour plusieurs participants, les statistiques permettent également d'expliquer certaines caractéristiques du crime, encore une fois de manière quantitative. Ainsi, en plus d'avoir un nombre, on va qualifier ce nombre soit en mesurant un type de délit en particulier, soit en quantifiant une de ses variables, comme par exemple la présence de troubles mentaux ou l'utilisation de violence lors de la commission du délit. De cette manière, plusieurs participants expliquent la gravité du crime à partir des statistiques. Notamment, un parti explique que : *« le nombre global d'incidents criminels a diminué de 5 p. 100 entre 2009 et 2010, à l'instar de la sévérité des crimes »* (Parti Libéral, débat des communes, 22-09-2011, 1354(15)). Dans la même optique, on se fie aux statistiques pour représenter l'absence du problème invoqué dans le projet de loi C-10 en se servant de la quantification de la nature des délits, c'est-à-dire de la gravité de ceux-ci, pour illustrer leur point de vue. En ce sens, un parti souligne que, selon le rapport annuel de 2010-2011 du Service des poursuites pénales au Canada :

*« Près des trois quarts de toutes les causes relevant de procureurs fédéraux, soit 72 p. 100, étaient liées à la drogue. De ce nombre, 2 p. 100 seulement étaient des causes complexes, ce qui signifie que la grande majorité des causes ne nécessitent pas les mesures législatives et l'approche prônées »* (Nouveau Parti Démocratique, débats des communes, 27-09-2011, 1503(1)).

D'autres participants ne veulent pas utiliser un barème factuel ou numérique pour représenter l'ampleur ou les caractéristiques du problème de la criminalité décrit dans le projet de loi C-10. Pour ceux-ci, l'important demeure la perception de la situation et son impact. En ce sens, le parti parrain du projet déclare que *« un problème reste un problème et ne peut être réduit à une statistique. Nous ne dirigeons pas en nous fondant sur des statistiques. Si j'en parle (du crime), c'est que je crois que c'est important. »* (Rob Nicholson, parrain et ministre de la Justice, témoignages du Comité permanent, 6-10-2011, 7(1)). Un *claims-maker* axé sur les victimes déclare que *« je ne vis pas dans un monde aseptisé »*

*de la recherche universitaire ou des statistiques. Je vis dans le monde réel. J'ai vu les résultats de la criminalité sur des familles canadiennes innocentes »* (Canadian Crime Victim Foundation, Comité permanent, 1-11-2011, 12(4)).

## **2) Délinquant**

L'analyse des débats met en lumière une représentation dichotomique du criminel. D'une part, nous avons un individu qui nous est représenté comme étant un « prédateur », un « être violent » et « récidiviste », voire même « irrécupérable », renvoyant à des images de menace imminente et de danger public. D'autre part, on évoque des « *petits délinquants* », ceux-ci étant présentés comme des êtres davantage vulnérables et marginalisés, résultant de facteurs individuels ou sociétaux. Plusieurs participants divisent la population délinquante entre ces deux représentations, tous deux étant ainsi représentatifs d'une portion de l'ensemble des individus délinquants. À l'intérieur de ces représentations, le délinquant a été défini soit par son acte, c'est-à-dire selon la violence, le caractère sexuel de celui-ci et sa fréquence, soit il est défini par sa personne, c'est-à-dire par rapport à ses traits individuels et le danger qu'il est considéré représenter.

### **2.1 Défini par son acte**

Pour certains des participants, le criminel est décrit à travers la nature de l'acte qui lui a mérité, selon les normes sociales, cette étiquette. Cela étant dit, quoi que le crime puisse être caractérisé de plusieurs façons dans ce contexte, les images du délinquant, telles que présentées dans les débats, partent de trois aspects précis – violence, caractère sexuel, récidive -. Il s'agit de critères statiques, car ils demeurent stables dans le temps et caractérisent une situation antérieure. La présence ou l'absence de ceux-ci donne un portrait totalement différent du criminel, voire opposé.

#### *Défini par la violence de son acte*

Parmi les participants, presque tous évoquent la notion de violence dans leur représentation du délinquant ciblé par les mesures du projet de loi C-10. La violence a été décrite dans certains discours comme quelque chose qui existe en soi. Dans cette conception, la violence n'est pas qu'une qualité, mais constitue un comportement ayant ses propres catégories et mesures. Il y a donc différents types de violence et différents niveaux de violence, tout comme pour le crime.

Pour certains, la violence est consciente, voire délibéré. Les délinquants visés par le projet C-10 sont donc des êtres volontairement violents. De ce fait, en raison de l'aspect délibéré de l'acte, le délinquant est un être responsable de son choix, peu importe la gravité ou l'impact de ce choix. « Petits » ou « grands » délinquants, tous sont responsables de leurs actes. Le parti parrain de la loi C-10, certaines associations d'aide aux victimes et la majorité des associations policières partagent cet avis. Également, une proche de victime, Joanne Jong, a témoigné en ce sens à titre personnel devant Comité permanent. Les participants partageant cette perspective ne sont pas nombreux, mais ce sont ceux qui ont eu plus de temps de parole en raison de leur nombre important de représentants. En effet, les associations policières et les associations de victimes constituent respectivement 5 et 7 associations différentes, présentes durant les débats sur la loi C-10.

La violence est également associée à une pulsion naturelle pour certains délinquants. Ceux-ci sont alors considérés comme instinctivement, naturellement et inévitablement violents. La violence prend ainsi un aspect évident pour les participants qui emploient alors le terme de violent comme dénominateur commun pour toute une catégorie de délinquants. Dans cette représentation du délinquant violent, ce critère est suffisant pour déceler qui sont ceux visés par le projet de loi C-10. Ils vont ainsi indiquer que cette loi s'applique aux « *délinquants violents et agressifs* » et que les coûts associés au projet sont « *des coûts associés au fait d'envoyer un criminel violent derrière les barreaux* » (Rob Nicholson, ministre de la Justice, débats des communes, 21-09-2011, 1300(14)), ou utilisent l'expression « *criminel violent* » tout au long des débats. Cette perception du criminel naturellement violent est prévalente dans les discours qui se concentrent d'avantage sur les criminels ayant commis des crimes sexuels. On la retrouve également de façon marquée lors de l'utilisation d'exemples de cas exceptionnellement graves, notamment par les associations de victimes.

Pour les participants qui présentent le délinquant selon cette dimension, il y a un lien étroit entre violence et danger. Ces deux termes sont employés simultanément indistinctement pour décrire le même délinquant et invoquer le fait qu'il s'agisse d'un problème, une menace, un danger pour la collectivité. Une participante présente ainsi tous les criminels visés dans le projet comme étant des « *tueurs* » et ajoute qu'il s'agit « *des individus les plus violents et les plus dangereux de la société* » (Joanne Jong, Comité permanent, 27-10-2011, 3(17)), tout en se basant sur une seule situation, celle qu'elle a vécu personnellement comme victime. Le parti parrain ajoute que la partie 2 du projet de loi portant sur la suppression de la « *détention à domicile* » s'applique aux « *contrevenants violents et dangereux ayant commis des crimes contre les biens ou d'autres crimes graves* » (Rob Nicholson, ministre de la Justice, débats des communes, 21-09-2011, 1299(1)). La présence de violence donne un



sens à l'individu ayant commis cet acte, sens qui viendra par la suite servir de base justificative quant aux mesures prônées pour s'en charger. Quoi que cette catégorisation ne se fonde généralement que sur un seul geste et n'ait pas besoin de seuil minimal pour être appliquée, la conception qui s'y rattache sera généralisée à l'individu dans sa globalité et ce, peu importe les facteurs contextuels ou individuels.

D'autres participants ont plutôt employé la notion de violence afin d'illustrer l'envers de la médaille. Si la violence peut représenter un comportement en soi et ainsi définir un individu, l'absence de violence est également un comportement en soi qui s'accompagne d'une absence de danger. Ces participants ont une vision multidimensionnelle et nuancée de la délinquance et de son niveau de risque pour la société et ainsi, de la nécessité d'agir. Avec le projet de loi C-10, pour eux, « *on parle d'enfermer des êtres humains, dont nombre d'entre eux ne sont pas violents* » (Professeur Eugene Oscapella, Comité permanent, 18-10-2011, 11(9)) ; « *beaucoup de détenus – comme l'ont reconnu depuis longtemps ceux qui dirigent les prisons - ne sont pas violents, ne représentent aucun danger* » (Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry, Comité permanent, 27-10-2011, 12(15)). Ils caractérisent l'individu à travers l'absence de violence, pour ainsi le catégoriser comme ne présentant pas de risque problématique pour la société. Peu de participants présentent cet aspects de la médaille. Il s'agit principalement d'académiques venus témoigner à titre personnel, de groupes d'aide aux justiciables, d'associations d'avocats et de certains partis politiques.

#### *Défini par le caractère sexuel de son acte*

Le deuxième aspect de l'acte criminel amenant à une définition du délinquant est celui de l'aspect sexuel du comportement prohibé. Les participants qui l'abordent ainsi mettent l'emphasis sur le caractère sexuel du délit pour décrire l'infracteur. Le délinquant sera parfois même nommé après son crime, comme si celui-ci constituait une étiquette identificatrice. Dans certains cas, on a élargi l'image du délinquant pour inclure sa paraphilie dans son appellation, l'identifiant uniquement à l'aide de la mention de sa maladie mentale, la pédophilie. Les deux groupes d'intérêts qui centrent leurs interventions sur les victimes d'abus et de harcèlement sexuel invoquent ainsi qu'il faut des mesures comme le projet de loi C-10 pour les « *pédophiles* » (Respect Group Inc., Comité permanent, 20-10-2011, 4(5); Canadian Center for Abuse Awareness, Comité permanent, 27-10-2011, 1(8)).

Dans cette représentation du délinquant, on emploie des termes porteurs d'images très crues, très vives. Des images d'êtres qui ont longtemps chassés leurs victimes, de malades qui ne peuvent faire autrement, de personnes qui peuvent agir à n'importe quel moment sur n'importe qui. Les discours utilisent la notion d'« *agresseurs* » et de « *prédateurs sexuels* » (Parti conservateur, débats des

communes, 22-09-2011, 1364(7); Nouveau Parti Démocratique, débats des communes, 27-09-2011, 1494(10); Respect Group Inc., témoignages du Comité permanent, 20-10-2011; Service de police d'Ottawa, Comité permanent, 20-10-2011). Le caractère sexuel suscite généralement une forte réaction émotionnelle chez les gens qui en débattent, décrivant les agresseurs comme étant une « *menace considérable pour nos enfants* » (Respect Group Inc., Comité permanent, 20-10-2011, 4(5)). Le concept de menace est un élément essentiel dans cette perception des criminels. De ce fait, certains participants utilisent des descriptions émotionnellement chargées ou exagérées de situations extrêmement graves de délinquance sexuelle afin de généraliser ce qu'est un délinquant sexuel et le danger imminent qu'il représente. La délinquance sexuelle inclut une grande gamme de comportements très variés, du voyeurisme au trafic sexuel. Mais seuls les actes les plus graves ont été utilisés pour caractériser le délinquant sexuel, comme le trafic et l'exploitation. Par exemple, certains discours présentent les délinquants sexuels comme des « *exploiteurs sexuels et prédateurs d'enfants qui se servent d'internet pour trouver leurs victimes* » (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, Comité permanent, 3-11-2011, 2(9) et des « *gens qui rôdent dans les rues et s'attaquent à nos enfants* » (Parti conservateur, débats des communes, 27-09-2011, 1501(20)). La victime est très présente dans les exemples utilisés: « *en tant que père, je me méfie des prédateurs qui traquent nos enfants sur l'Internet et s'attaquent à leur innocence* » (Parti conservateur, débats des communes, 27-09-2011, 1551(12)).

La majorité des participants invoquent les crimes sexuels. En effet, une partie de ce projet implique directement les crimes sexuels et, par conséquent, les auteurs de ces actes. Non seulement est-ce un des thèmes les plus partagés dans les représentations du crime et du criminel, mais c'est également l'aspect qui semble faire état d'un consensus quant à la manière dont on le perçoit.

### *Second délit, criminel endurci*

Finalement, le troisième aspect à partir duquel les participants ont décrit le contrevenant est celui de récidive, aspect auquel ils associaient les notions de violence et de danger. En effet, selon certains participants, ces deux facteurs sont durables, s'accompagnant de la commission de plus en plus de délits, et donc menacent continuellement la protection du public. Dans cette perspective, les participants ont une représentation statique du criminel car ils s'appuient sur le passé pour décrire ses actions futures. La récidive est abordée à partir de trois critères : le délinquant « incorrigible », le criminel chronique ou l'affiliation à un réseau. La récidive ne figure pas parmi les éléments importants dans la plupart des représentations du criminel, mais certains services de police et associations de victimes se servent du nombre de délits commis ou pouvant être commis afin de présenter leur vision du criminel.

Premièrement, parmi ceux qui utilisent le passé criminel comme un critère distinctif dans la description des délinquants visés par le projet de loi, certains ont illustré la menace constante que représentent les individus qui ne peuvent changer leur comportement. Dans cette optique, le délinquant est perçu comme étant un *criminel intraitable*, supposant ainsi que la présence de plus d'un délit dans son passé illustre une persistance temporelle dans la criminalité de celui-ci et est caractéristique d'un individu qui ne peut changer. Il existe des « *incorrigibles qui constituent une menace immédiate pour la sécurité des autres* » (Justin Piché, Comité permanent, 27-10-2011, 13(7)). Pour eux, certains criminels ne peuvent changer et être réhabilités, et donc ceux-ci sont dangereux. Cela s'apparente non pas à une perception graduée et multidimensionnelle du délinquant, mais plutôt une représentation tranchée du délinquant qui, en raison de son passé criminel, représente une menace perpétuelle pour la population. À plusieurs reprises, les participants ont employé cette représentation afin d'illustrer les délinquants ayant commis un même type de crime à répétition, notamment en ce qui concerne les individus ayant commis des crimes de nature sexuelle. Le fait qu'il s'agisse d'un même type de comportement permet à certains participants de l'illustrer comme une dépendance ou un besoin qui ne peut disparaître. En ce sens, « *bon nombre des pédophiles récidivent, j'estime que nous devons protéger ces organisations (de jeunes) contre ces personnes* » (Respect Group Inc., Comité permanent, 20-10-2011, 10(20)).

Deuxièmement, certains utilisent la prévalence de la criminalité pour expliquer que, selon eux il y a des « *criminels professionnels* » ou des « *délinquants chroniques* » (Parti conservateur, débats des communes, 27-09-2011, 1499(16); Association Canadienne des Policiers, Comité permanent, 1-11-2011, 4(1)). Le terme chronique sert alors à rappeler que ces individus commettent plusieurs délits sur une longue période de temps. En raison de la longévité de leur comportement, ces participants considèrent que non seulement ces délinquants seraient devenus des criminels endurcis, mais encore que leurs expériences avec le système judiciaire, pénal et carcéral auraient favorisé l'acquisition de nouvelles connaissances, les incitant à recommencer. Ainsi, « *les délinquants chroniques comprennent le système et s'en servent à leur profit.* » (Association Canadienne des Policiers, Comité permanent, 1-11-2011, 4(1)). C'est un aspect qui revient souvent dans les discours des associations policières et du parti parrain du projet de loi.

Troisièmement, on retrouve dans les débats l'idée que les criminels feraient partis de réseaux. Ces regroupements d'individus criminalisés permettraient la perpétration de plusieurs actes criminels ainsi que le partage de connaissances et de techniques. Certains participants attribuent une grande partie de la criminalité à un petit nombre de groupes de criminels qui, selon eux, s'entraident, partagent leurs ressources et contrôlent certains espaces, dont l'institution carcérale. Selon un participant, « *les bandes*

*criminalisées font régler leur loi dans nos prisons et dans certains quartiers (....) Les récidivistes posent un grave problème. La police le comprend intuitivement, car elle a régulièrement affaire à eux* » (Association Canadienne des Policiers, Comité permanent, 1-11-2011, 4(1 et 4)).

La majorité des participants qui pensent le criminel uniquement à travers son acte, ont souvent utilisé une division tranchée entre les délinquants, qu'ils soient violents, sexuels ou récidivistes, et les non-délinquant. Leur vision est dichotomique, sans zones grises. Dans cette perspective, la représentation du criminel trouve son sens à l'aide de facteurs statiques, relatifs à son passé, sans prise en compte d'autres éléments, ni contextuels et ni dynamiques. On se fie donc à des descriptions très typologiques, considérant les criminels comme faisant partie d'un groupe aux caractéristiques communes.

## 2.2 Défini par sa personne

A contrario, quelques participants présentent une image beaucoup plus mitigée et multifactorielle des délinquants. Cette représentation a souvent tendance à qualifier l'individu délinquant à partir de son profil, c'est-à-dire qu'on explique sa délinquance à partir de facteurs psychologiques, culturels et sociétaux.

### *Dépendants et doubles problématiques*

Pour ces participants, le délinquant serait un individu aux prises avec une première problématique qui précéderait et annoncerait une deuxième, la délinquance. Dans cette optique, la problématique qui formerait l'être délinquant est de l'ordre de la santé mentale. Il peut s'agir d'une dépendance, de troubles de santé mentale, ou d'un mélange des deux.

D'une part, les délinquants ciblés dans le projet en question ont été décrit à partir de leur profil en tant que dépendant à la drogue. Pour les participants qui l'évoquent, l'individu délinquant naît de sa dépendance. Suivant cette logique, les toxicomanes ne sont pas à l'abri des infractions ciblées dans le projet de loi, car ils font tout ce qu'il faut pour apaiser leurs besoins de consommation. Il y aurait donc une certaine causalité entre les deux dimensions de l'individu : toxicomane et délinquant. Comme le dit un parti politique : « 50 p. 100 des délinquants canadiens signalent que la toxicomanie figure au nombre des facteurs qui les ont poussés à commettre une infraction » (Parti Libéral, débats des communes, 27-09-2011, 1504(3)). Leur criminalité ne se présente donc pas comme un choix libre et éclairé, mais plutôt comme une action déclenchée et obscurcie par la nécessité de consommer. Or il s'agit là, pour plusieurs, d'une maladie nécessitant plutôt un traitement. Un groupe d'intérêt œuvrant dans le milieu judiciaire affirme ainsi que les mesures prônées qui affecteront les peines pour délits en

matière de drogues « *risque de toucher de nombreuses personnes aux prises avec un problème de toxicomanie. Malheureusement, la toxicomanie et le trafic vont de pair pour de nombreux contrevenants* » (Association Canadienne du Barreau, mémoire sur le projet de loi C-10, 2011, 20(3)). Un second *claims-maker* rajoute que « *la loi (C-10) fait une distinction qui n'existe pas toujours entre le consommateur et le trafiquant* » (Étudiants canadiens pour une politique raisonnable en matière de drogue, Comité permanent, 1-11-2011, 12(1)).

D'autres ont invoqué la présence de troubles mentaux – voire de problèmes concomitants- chez les individus qui ont commis un délit. Dans ce cas, le criminel est identifié à partir de son profil en tant qu'individu souffrant d'un problème de santé mental, problème à la source de la délinquance. Un groupe d'intérêt qui travaille avec des individus judiciarisés soutient ainsi que :

*« Beaucoup de détenus (...) ne sont pas nécessairement violents, ne représentent pas un danger pour la sécurité publique et ont été condamnés surtout à cause d'autres problèmes comme la maladie mentale ou la pauvreté »* (Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry, Comité permanent, 27-10-2011, 12(15)).

Cette reconnaissance de précurseurs psychologiques chez l'individu s'identifie à une vision plurifactorielle de la délinquance. En plus d'une simple reconnaissance de ces profils représentant certains des individus ciblés par le projet de loi C-10, certains participants vont plus loin en invoquant la prévalence de ce profil chez les individus criminalisés, renforçant l'idée d'un lien de causalité plutôt qu'un simple lien de corrélation. Un des participants illustre bien ce point :

*« Un nombre considérable d'hommes et de femmes détenus dans nos établissements souffrent de troubles mentaux. Par ailleurs, la toxicomanie est en soi une maladie mentale. Les gens affligés de problèmes tels que l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale, des lésions cérébrales, des capacités cognitives limitées, ainsi que ceux ayant été victimes de traumatismes cérébraux, sont surreprésentés dans notre système carcéral »* (Nouveau Parti Démocratique, débats des communes, 21-09-2011, 1320(1)).

Près de la moitié des participants font référence à la toxicomanie, les maladies mentales ou les deux problématiques dans leurs discours sur le criminel. Ces concepts sont au cœur des représentations du criminel-déterminé, un individu poussé à agir en raison de causes internes ou externes. Ce sont des participants de tout genre disposant de temps de paroles divers qui ont invoqué ces problématiques dans leurs discours, incluant les 5 partis politiques. Il semble ainsi y avoir un certain consensus

entourant la notion de dépendance et de santé mentale. Toutefois, la façon de gérer ces problématiques diffère d'un participant à l'autre.

### *Vulnérables et marginalisés*

Selon certains participants, les dispositions du projet de loi C-10 cibleraient certains profils d'individus plus que d'autres. Pour ceux qui partagent ce point de vue il s'agit de personnes victimes soit de la société, c'est-à-dire qu'elles sont discriminées à cause de leur ethnicité, leur statut socioculturel ou économique, des troubles de santé mentale, etc.; soit de leurs dépendances; soit encore de vulnérabilités personnelles, c'est-à-dire des problématiques associées qui engendreraient le développement d'une identité criminelle. Ces individus n'auraient ainsi pas accès aux mêmes opportunités légitimes que les autres ou se retrouveraient bloqués en raison de discrimination. C'est un discours partagé par très peu de participants, mais disposant toutefois d'un temps de parole conséquent durant les débats. Pour ces derniers il s'agit d'un élément fondamental, au coeur de leurs perceptions du criminel. Pour eux, le délinquant est alors le produit de sa société et plus particulièrement de sa propension à écarter certains individus, physiquement ou socialement, en raison de leur culture, leur âge, leur santé mentale ou autre. Une association d'aide aux justiciables et quatre des cinq partis politiques partagent cette représentation de l'individu qui commet des délits. Ils les présentent comme victimes de préjudices et d'isolement sociétal, notamment les autochtones :

*« Ce projet de loi criminalisera et ciblera ceux qui sont déjà les plus marginalisés dans la société, comme les jeunes et les personnes atteintes de maladie mentale. Nous savons aussi que les premières nations représentent 10,8 p. 100 de la population canadienne, mais constituent 18 p. 100 de la population des prisons fédérales »*  
(Nouveau Parti Démocratique, débats des communes, 2-09-2011, 1318(6)).

Ils critiquent alors la société qui, plutôt que de tenter de résoudre les problèmes psychologiques ou sociaux, a tendance à écarter ces individus. Cela se manifeste non seulement à travers un taux d'incarcération beaucoup plus élevé pour ces profils, mais également à travers un taux de criminalité plus élevé, car on réduit leurs opportunités de gains légitimes. Ce même parti poursuit avec un second exemple culturel :

*« Je peux dire aux députés qui se retrouve dans nos prisons néo-écossaises : nos autochtones et les Néo-Écossais d'origine africaine. Ce sont les personnes pauvres qui vivent dans les collectivités qui sont aux prises avec tant de problèmes sociaux. Au lieu*

*d'essayer de régler ces problèmes sociaux (...) nous nous contentons d'enfermer les gens »* (Nouveau Parti Démocratique, débats des communes, 30-11-2011, 3799(8)).

Ce manque d'opportunités s'accompagne de graves conséquences:

*«On a expliqué la situation par la discrimination dont sont victimes les Autochtones en matière d'éducation, de logement, d'installations sanitaires, sans oublier la pauvreté et le manque de débouchés économiques. Cela s'est traduit par le désespoir, l'adhésion à des gangs, la violence conjugale et les crimes liés à la consommation d'alcool »* (Nouveau Parti Démocratique, débats des communes, 29-11-2011, 3750(4-6)).

Parallèlement certains participants évoquent les facteurs à risque dans leur représentation du criminel. Selon eux, ce sont diverses vulnérabilités qui peuvent, dans certaines circonstances, seules ou jumelées à d'autres facteurs, mener à un comportement criminel. D'une part, nous avons des vulnérabilités internes, comme par exemple des problèmes de gestion de la colère. D'autre part, certains participants renvoient à des vulnérabilités sociales, externes à l'individu, comme par exemple les problèmes associés à un manque d'emploi et à la pauvreté :

*« Le projet de loi C-10 entraînera des milliards de dollars en dépenses mais il ne réglera pas les véritables problèmes que sont la pauvreté, l'itinérance, la mauvaise compréhension des finances, l'insécurité du revenu et l'accès à l'éducation. Près de 99 p. 100 des mesures figurant dans le programme de lutte contre la criminalité découlent de ces problèmes »* (Parti Libéral, débats des communes, 27-09-2011, 1545(7)).

Le Conseil canadien de développement social a émis un rapport dans lequel il qualifie de facteurs à risque « *ce qui peut pousser quelqu'un à agir, à devenir un criminel ou une victime* ». Parmi ceux-ci, le Conseil nomme « *[la] pauvreté, [les] compétences parentales inadéquates, (...), [le] décrochage scolaire, [les] mauvais traitements, [une] faible estime de soi et [les] mauvaises fréquentations* » (propos rapportés par le Nouveau Parti Démocratique, débats des communes, 29-11-2011, 3716(1)). La conséquence de ces phénomènes de discrimination et marginalisation, alimentés par le système, est que pour ces participants les jeunes gens qui remplissent les prisons, les autochtones, les individus ayant des troubles mentaux, sortiront dans une situation pire : « *ils (les jeunes gens) ressortent [de ces établissements] toujours plus endurcis et plus désabusés de la vie qu'avant leur entrée* » (Parti Libéral, débats des communes, 27-09-2011, 1546(6)).

### 3) Sanction

Quels que soient leurs intérêts, presque tous les participants ont émis leur opinion quant à la signification de la peine. De fait, d'après les discours recueillis, il existe un certain nombre de visions contrastées de la sanction. En quête d'une réponse à l'éternelle question « pourquoi punir », il semble ainsi se dessiner deux grandes familles de tensions. D'un côté se retrouvent ceux qui voient la peine uniquement en fonction de l'acte. Dans cette perspective, nous retrouvons deux types de logiques : la punition aux fonctions purement rétroactives et la punition aux fonctions proactives. De l'autre côté se retrouvent ceux qui centrent plutôt la peine autour de l'individu ayant commis l'acte. Dans cette optique, nous retrouvons deux logiques divergentes entourant les fonctions de la peine : la réhabilitation de l'individu ou sa neutralisation. Certains participants ont partagé plusieurs représentations de la sanction pénale. C'est en fait la dimension du système pénal qui a suscité le plus de perceptions différentes au sein du discours d'un même participant. Presque tous accordent au crime une place importante dans leur vision de la sanction pénale au Canada. Cela étant dit, certains accordent également une place importante au délinquant et à ses caractéristiques personnelles.

#### 3.1 Le crime au cœur de la sanction

Dans cette perspective, la faute que certains participants veulent attribuer à la personne est directement reliée au délit commis et il est attendu que la sanction réponde au tort engendré par l'acte criminel. La peine peut être uniquement rétroactive, une conséquence directement liée à l'acte condamné. Pour d'autres, le crime de départ peut engendrer une sanction axée vers le futur, soit par ce qu'elle répare, soit par le message qu'elle envoie, tous deux proactifs.

##### *La sanction rétroactive*

Certains participants perçoivent la sanction pénale comme une simple réaction. Dans cette optique, la sanction a comme seul objectif la punition qu'elle inflige en réaction à la perpétration d'un délit. Deux aspects en découlent. D'une part, elle ne peut servir aucun autre but que celui d'infliger une punition équivalente aux dommages subis par la commission du délit, soit la rétribution. La rétribution est une thématique très présente dans les représentations de la sanction et dans les débats entourant la loi C-10. Près de la moitié des participants, principalement des associations d'aide aux victimes, des victimes témoignant à titre personnel, des services de police et des partis politiques, invoquent en effet le besoin de punition et d'uniformité des peines par rapport au délit commis. Les partis politiques et les autres types d'associations que nous venons de mentionner ont pu élaborer d'avantage sur leurs représentations de la sanction, car ce sont ces catégories de participants qui avaient le plus haut taux de



représentation lors des débats. Ils ont pu ainsi partager leurs intérêts et leurs perceptions à plusieurs reprises lors des débats. D'autre part, la sanction peut servir à la dénonciation morale formelle du crime commis. Toutefois, cet aspect d'une sanction visant la dénonciation n'a pas été très présent dans les perceptions de la sanction, seuls quelques participants l'ayant abordé.

### *Rétribution : le juste dû*

Quoi qu'adaptée aux temps modernes, la rétribution ressemble un peu aux rituels compensatoires des sociétés sans États. Il s'agit d'un système de « juste vengeance », que ce soit par un dédommagement matériel, comme le versement d'une somme d'argent, ou un dédommagement symbolique, généralement sous forme d'incarcération. Le sens de la peine, de sa nature et de sa durée représentent alors la gravité et la sévérité invoquée de l'acte (Salas, 2013). Par définition, le droit de punir est un droit d'équivalence. Ce droit estime la valeur d'une perte par la valeur de la souffrance infligée à l'auteur de l'infraction. Un délit X se mériterait une peine X. C'est donc une équation rationnelle de juste dû, avec d'un côté de la balance la souffrance vécue, résultat de l'acte délictuel et, de l'autre côté, la peine que l'on compte imposer afin de corriger le déséquilibre (Salas, 2013).

Les participants qui suivent cette logique pénale emploient beaucoup de verbes d'action dans leurs discours. Ainsi, certains mentionnent à plusieurs reprises que les coupables doivent « *payer pour leurs crimes* » (Joanne Jong, Comité permanent, 27-10-2011, 4(6); Canadian Crime Victim Foundation, Comité permanent, 1-11-2011, 12(14)). D'autres verbes encore ont été invoqués et donnent un sens particulier à la peine, notamment le fait de *punir*, *réagir*, *refléter*, *lutter* ou *rendre justice* (Parti conservateur, débats des communes, 27-09-2011, 1496(11); Respect Group Inc., Comité permanent, 20-10-2011; Association Canadienne des Policiers, Comité permanent, 1-11-2011; Service de police de Vancouver, Comité permanent, 1-11-2011, 1(13)). Dans cette perspective, les participants retirent de l'équation, c'est-à-dire de la détermination de la peine, tout autre aspect de l'événement, notamment toute caractéristique liée à l'individu criminel. Le justiciable n'est plus que la représentation voulue par d'autres de son acte. La peine est simplement une réaction formelle à la gravité de l'acte qui a été commis.

Le crime occupe une place centrale dans cet objectif de la peine. Comparable à la loi du talion, les tenants de cette perspective souhaitent assurer la juste réciprocité entre le crime et la peine, indépendamment des caractéristiques de l'accusé ou de la victime. Selon les participants qui partagent cette représentation de la peine, la gravité du crime est la dimension la plus importante pour assurer cette réciprocité. Ainsi, « *la peine infligée doit refléter la gravité du crime* » (Canadian Crime Victim

Foundation, Comité permanent, 1-11-2011, p.12(17)). Dans cette perspective, les caractéristiques du délinquant ne sont pas prises en compte dans l'établissement d'un équilibre entre gravité de l'acte et sanction. Dans les débats, un participant explique ainsi que certaines peines, notamment l'ordonnance d'emprisonnement avec sursis, « *sont inacceptables pour certaines infractions, peu importe les circonstances propres au délinquant* » (Parti conservateur, Secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, débats des communes, 22-09-2011, 3714(7)). La gravité d'un délit est généralement mesurée selon la législature, contraignant les décideurs – donc les juges – à attribuer un niveau de gravité prédéterminé à différents délits : « *dans notre rôle de parlementaire, toutefois, nous établissons des peines maximales et minimales, et nous donnons des directives aux tribunaux quant aux peines appropriées et aux crimes qui sont plus odieux que d'autres. Nous établissons la gravité du crime* » (Parti Conservateur, Secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, débats des communes, 21-09-2011, 1318(19)).

Dans ce cadre, le principe de proportionnalité de la peine est repris plusieurs fois par les participants qui ont une vision rétributiviste de la peine: « *bien que nous ne puissions pas effacer le tort qui leur a été fait, nous pouvons certainement faire en sorte que les délinquants purgent une peine de prison proportionnelle à leur crime* » (Parti Conservateur, débats des communes, 27-09-2011, 1502(5)). En ce sens, ils prônent un traitement égal pour ceux qui se méritent un blâme égal : « *le projet de loi C-10 prévoit des conséquences appropriées pour les actes criminels graves* » (Association Canadienne des Chefs de police, Comité permanent, 20-10- 2011, 2(21)). Parallèlement, il est non seulement question de proportionnalité, mais également d'uniformité des peines. Un parti politique illustre bien ces propos : « *nous essayons aussi d'uniformiser jusqu'à un certain point, les peines infligées au Canada (...). Il y a une énorme différence dans la sévérité des peines, d'une province à l'autre, pour des crimes très semblables* » (Parti conservateur, Secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, débats des communes, 21-09-2011, 1311(15)). Beaucoup d'importance est également attribuée aux perceptions. Dans cette optique, certains groupes politiques ou autres groupes invoquent un type de délit particulièrement générateur d'émotion, ou un scénario choquant, afin de justifier la nécessité de rigueur, comme par exemple lorsque l'un d'entre eux déclare que « *nous ne pouvons pas laisser les agresseurs aller et venir comme bon leur semble dans nos groupes jeunesse, nos écoles, nos quartiers (...). Les agresseurs doivent être tenus responsables et doivent, systématiquement, subir les conséquences de leurs gestes* » (Respect Group Inc., Comité permanent, 20-10-2011, p.4(7)).

### *Réprobation*

Lorsque la sanction est déterminée en raison de l'acte commis, on peut également voir la sanction comme une attribution de blâme. Il s'agit de lancer un message moral et normatif établissant que l'acte est socialement réprouvé, voire mal.

Dans cette perspective, le crime demeure central. L'acte criminel est perçu comme une atteinte à une valeur commune, partagée par le droit pénal. Un exemple de valeur est exprimé dans les débats, soit le droit à la vie humaine : « *le respect de la vie et de la sécurité est une valeur fondamentale de notre société, et personne ne peut s'arroger le droit de tuer un autre être humaine* » (Joanne Jong, Comité permanent, 27-10-2011, 3(15)). La peine est le résultat du jugement de cet acte et se traduit par un blâme, une désapprobation pénale. Dans les débats parlementaires, cette logique est défendue à l'aide de descriptions émotives du crime et de ses conséquences, afin d'illustrer son caractère inacceptable. Les participants qui ont exprimé cette rationalité dans leurs discours indiquent à plusieurs reprises que les mesures pénales dont il est question dans le projet de loi cherchent à témoigner du caractère répréhensible de ces actes, de leur nature grave, voire « *haineuse* » (Canadian Center for Abuse Awareness, Comité permanent, 27-10-2011; Parti conservateur du Canada). Suivant cette logique, la peine sert de « *message clair que ce type de comportement criminel est inacceptable aux yeux des Canadiens* » (Parti conservateur, Secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, débats des communes, 21 septembre 2011, 1308(19)).

Un second élément récurrent dans les discours réprobateurs est l'importance de la victime. La dénonciation porte non seulement sur l'acte comme tel, mais également sur les torts subis par la victime. En ce sens, l'image de la victime s'accompagne de toute une gamme de sentiments, principalement axés sur le crime. Comme le décrit Salas, la victime sert de figure de proue, de point de départ, pour militer en faveur d'une finalité réprobatrice de la peine. Par contre, il est souvent question de victimes potentielles ou d'idéologie victimaire et non pas d'une victime en chair et os (Salas, 2013). Ainsi, pour ces participants, la peine est qualifiée à partir de l'impact de l'acte, justifiant la nécessité d'emprisonnement de longue durée en expliquant « *qu'ils ont enlevé quelque chose à des gens. Ils ont violé les règles de conduite et la société dans son ensemble* » (Parti conservateur, débats des communes, 29-11-2011, 3745(16)). Les modifications pénales dans le projet de loi C-10 deviennent, selon certains participants, justifiées en raison de ce que subissent les victimes et ainsi, du jugement moral qui doit être effectué face à l'acte responsable de ce tort.

Notamment,

*« C'est ce que veulent les Canadiens, surtout les victimes d'actes criminels. Il faut que les Canadiens sachent que s'ils sont victimes d'un crime grave, la peine infligée au coupable aura pour but de le dissuader, de le dénoncer et de le punir et aussi de protéger les citoyens (...) Les coupables devront subir les rigueurs de la loi et faire face aux conséquences de leurs actes »* (Service de police de Vancouver, Comité permanent, 1-11-2011, 1(10 et 13)).

Ainsi, le projet de loi C-10 est légitimé dans le vécu de la victime. Dans les débats, il est mentionné que : *« au nom des victimes (...) appuyé ce projet de loi pour assurer la sécurité de nos rues et nos communautés »* (Parti conservateur, débats des communes, 22-09-2011, 1358(12)).

#### *La sanction proactive*

La peine a également été représentée de façon proactive et utilitaire. Dans cette optique, la sanction veut avoir un effet dans l'avenir. Certes, on se fie à un acte passé, mais on agit de façon à avoir un impact durable. La peine prend un sens plus large lorsqu'elle trouve ses justifications non pas à travers les composantes de la situation en question, mais à travers les spectateurs de l'événement. De la peine, on n'attend que la réplique de la société offensée et non une démarche d'aveu ou de repentir. Elle est donc vue comme un langage, moyen de communication dont la fonction est de rassurer les consciences troublées par le délit. Elle doit aussi servir de rappel aux individus de respecter la loi (Salas, 2013).

#### *Réparation*

La réparation peut prendre plusieurs formes dépendamment du sens qu'on cherche à lui donner. Deux significations sont ressorties lors des débats en Chambre. D'une part, certains lui ont conféré un motif rétrospectif de réparation des maux causés et des conséquences subies par la victime et son entourage. Dans les débats, on décrit la perspective réparatrice comme suit :

*« Les victimes d'actes criminels comprennent ce qu'est la criminalité (...) les programmes actuellement en place pour favoriser la justice réparatrice et la réconciliation ne bénéficient pas d'un niveau de financement suffisant. Si on veut sérieusement s'attaquer à la criminalité et appuyer les victimes (...) on doit s'assurer que justice est rendue aux victimes et qu'il y a réconciliation »* (Nouveau Parti Démocratique, débats des communes, 22-09- 2011, 1333(11)).

D'autres encore invoquent le dédommagement monétaire : *« le prononcé des sentences vise plusieurs objectifs, dont entre autres celui d'assurer la réparation des torts causés aux victimes ou à la collectivité. (...) Il est important pour les victimes que le dédommagement et les réparations des torts deviennent des composantes obligatoires de toute sentence »* (Joanne Jong, Comité permanent, 27-10-2011, 4(2-3)). C'est donc une perspective de la sanction qui inclut la victime dans ses motifs.

D'autre part, certains participants ont opté pour une description beaucoup plus englobante et communautaire. Ce sont des partis politiques, des groupes d'avocats, des académiques et des groupes d'aides aux personnes délinquantes qui ont fait part de cette représentation de la réparation. Dans cette perspective plus large de la réparation, il s'agit de réparation des rapports sociaux et un retour à la vie normale, tant pour la victime que pour la société en général. Ce désir de punir afin de permettre à la victime de retrouver une certaine normalité dans sa vie est présent dans les débats : *« pouvons-nous permettre d'allouer un si grand pourcentage de nos ressources rares à tenter de corriger le passé, en ne laissant que des miettes pour les vivants, ceux qui luttent pour trouver de l'espoir dans l'avenir »* (Comité central mennonite du Canada, Comité permanent, 3-11-2011, 11(17)). Il est également question des besoins qui surviennent suite à la commission d'un délit, notamment il faut *« répondre au mieux aux besoins uniques - mais non uniformes - de ceux qui sont affectés par les conflits et préjudices complexes que nous appelons crimes »* (Justin Piché, Comité permanent, 27-10-2011, 13(7)).

Pour certains participants qui partagent une perception réparatrice de la sanction, la réparation perd son caractère rétrospectif pour céder place à un désir de justice sociale en prônant des changements bénéfiques à long terme qui réduiront les taux de criminalité. La réparation des liens sociaux et des torts subis par la victime s'accompagne de stratégies de prévention, ces stratégies permettant d'assurer une guérison à long terme si elle est réellement efficace dans la réduction des risques de victimisation. D'après un participant, il faut *« faire passer l'amour en premier, la justice en second »* (Comité Central Mennonite du Canada, Comité permanent, 3-11-2011, 11(18)). Toutefois, la réparation figure très peu dans les débats entourant le projet de loi C-10. La petite minorité de participants qui en font part dans leurs représentations de la sanction font partie de groupes de tout genre : professeur, victime, comité mennonite et un parti politique.

### *Dissuasion*

Certains ont une différente représentation proactive de la peine. Dans cette perspective, on attribue à la sanction la responsabilité d'atteindre le plus grand nombre possible par la menace, afin d'assurer le

bien-être de la société dans son ensemble. C'est l'objectif de dissuasion. On souhaite, par la menace, faire peur pour l'avenir afin de diminuer le potentiel de la commission de délits. On part donc de la commission d'un délit, mais le but ultime de la sanction est proactive, car elle cherche à empêcher la commission d'autres actes du même genre. C'est un aspect de la peine qui revient souvent dans les débats parlementaires de la loi C-10. Presque tous les participants, peu importe leur champs d'intérêt, font appel à la dissuasion quand ils présentent leur perception de la sanction pénale au Canada. La dissuasion peut prendre des formes différentes tant au niveau de son but que dans la façon de procéder pour l'atteindre, mais il est clair que la dissuasion occupe une place importante dans les débats entourant la sanction. Cette perception de la sanction part de la dénonciation, c'est-à-dire qu'on annonce publiquement l'intolérance de la commission de délit dans l'optique d'assurer l'ordre social dans l'avenir. La dissuasion veut décourager par la punition :

*« En ce qui concerne les mesures de dissuasion générale dans le projet de loi sur les drogues, je signale que des gens viennent de Seattle parce qu'ils préfèrent se faire prendre en train de commettre une infraction liée aux drogues au Canada, où aucune peine est imposée. Les gens qui vendent des drogues au Canada iront en prison (....) Nous joignons le geste à la parole »* (Parti conservateur, Secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, débats des communes, 21-09-2011, 1319(2)).

Ceux qui ont une représentation dissuasive de la peine sont d'avis que celle-ci doit être certes méritée, mais sévère, afin d'envoyer un message à tous qui se livreraient à des activités criminelles. Dans cette optique, un groupe d'intérêt qui offre des services d'aide et de sensibilisation quant à l'abus explique *« j'aimerais voir des peines encore plus sévères, mais le projet de loi lancera au moins un message (....) il (le gouvernement) est en train de dire bien fort qu'il ne laissera pas la situation se détériorer »* (Canadian Center for Abuse Awareness, Comité permanent, 27-10-2011, 5(24)). En d'autres mots, la peine doit être convaincante pour décourager. Dans les débats, on mentionne qu'il faut *« rétablir la conviction que les criminels devront payer pour leurs crimes »* (Canadian Crime Victim Foundation, Comité permanent, 1-11-2011, 12(14)). La peine doit servir de message clair qu'il y aura des conséquences graves et selon certains participants, les peines minimales obligatoires permettront d'assurer une meilleure dissuasion. Cet argument est soutenu dans les débats sur la partie 2 du projet de loi C-10, partie concernant les peines minimales obligatoires: *« le principal problème que causent les dispositions actuelles du Code criminel visant la détermination de la peine est qu'il n'y a pas de système (....) Nous sommes convaincus que la prévisibilité des conséquences aidera à réduire la criminalité »* (Canadian Crime Victim Foundation, Comité permanent, 1-11-2011, 13(1)).

## 2.1 Le criminel au cœur de la sanction

À côté de cet objectif d'une peine à la mesure du crime commis se retrouve l'idée d'une peine devant agir d'abord et avant tout sur le contrevenant. Les perceptions de la peine qui agit sur le délinquant se divisent en deux logiques très différentes, voire opposées. D'une part, certains participants ont une image de la sanction comme moyen de réhabiliter le délinquant. D'autre part, certains perçoivent plutôt la sanction comme le moyen d'empêcher le passage à l'acte en neutralisant l'individu. Dans ces objectifs, il est question d'utilité de la peine et d'efficacité, car peu importe sur qui on agit, le but est d'amener un changement pour l'avenir.

### *Réhabilitation*

Certains participants ont une image de la sanction comme un outil afin de permettre au délinquant de se reprendre en main. Cet objectif pénal est vu par ces participants comme étant le moyen de protection le plus sûr et le plus durable. Ainsi, on entend qu'il faut :

*« [Permettre] qu'un plus grand nombre de délinquants se réadaptent et se réintègrent dans la collectivité une fois libérés. C'est la façon la plus efficace de promouvoir la sécurité publique et d'offrir aux citoyens des milieux de vie plus sûrs (....) Il n'y a pas suffisamment de programmes pour permettre aux délinquants de se reprendre en main »* (Nouveau Parti Démocratique, débats des communes, 21-09-2011, p.1313(18)).

Dans cette perspective, on met la responsabilité de changer dans les mains du contrevenant. Il est donc responsable de son acte et de son futur, si on lui donne l'opportunité de le faire : *« la personne décid[e] de ne plus commettre d'infraction à l'avenir parce qu'elle a appris la responsabilité et qu'elle a choisi (....) [Choix] plus marqué si la personne profite de programmes (....) et si on l'incite à régler certains des problèmes sous-jacents »* (Société John Howard du Canada, Comité permanent, 18-10-2011, 18(5)). Ces participants évoquent à plusieurs reprises que la sanction réhabilitatrice cherche à traiter les problèmes sous-jacents au geste criminel. Dans cette logique pénale, on associe certaines causes au passage à l'acte, et la sanction servirait à identifier et traiter ces causes. Notamment, *« enfermer quelqu'un pour toujours n'est qu'une réaction a posteriori qui ne s'attaque pas du tout aux causes profondes du crime (....) Nous pouvons nous attaquer à la pauvreté, à l'itinérance et au chômage. Nous pouvons rendre les rues plus sûres pour nos enfants et nos familles. Nous pouvons substituer l'espoir à la peur »* (Parti Libéral, débats des communes, 27-09-2011, 1545(7-8)).

Près de la moitié des participants font appel à la réhabilitation dans leurs représentations de la sanction. Toutefois, si c'est un aspect de la peine qui prend une place importante dans les débats, cette dimension demeure tout de même en arrière-plan, laissant la place à l'idée d'individualisation de la peine. Parmi ceux qui en parlent, se trouvent plusieurs élus politiques fédéraux et provinciaux, des associations juridiques, des associations d'aide aux justiciables, des représentants des services correctionnels et un chercheur académique témoignant à titre personnel. La majorité de ces individus ne font pas parti d'un gros groupe de *claims-makers* et donc ils ont moins de temps pour faire valoir leur point de vue ou celui de leur association.

Les défenseurs de cette finalité accordent de l'importance au pourquoi de l'agir délictuel, car selon ceux-ci, le moyen le plus efficace d'assurer la protection de la société passe par une peine adéquate et utile pour le cas précis de l'individu criminel : « *la seule façon de rendre les collectivités plus sécuritaires est de réussir la réadaptation et réinsertion sociale des délinquants* » (Société John Howard du Canada, Comité permanent, 18-10-2011, 13(9)). Dans cette perspective, on accorde à la peine un effet durable : « *l'apaisement recherché dans la vengeance est une illusion. Il arrive un moment où la peine est terminée (...). Sans mesure de rééducation, sans l'apprentissage de nouveaux comportements, quand les portes de la prison s'ouvrent, elles s'ouvrent sur la récidive et font de nouvelles victimes* » (Gouvernement du Québec, Comité permanent, 1-11-2011, 3(7)). La réhabilitation est perçue comme une solution à long terme.

L'individualisation est une dimension importante dans cette rationalité pénale. Suivant cette logique, la justice pénale est davantage axée sur des traitements individualisés selon ses besoins et doit « *prendre en considération les circonstances des personnes et concevoir des programmes pour les aider à gérer et s'adapter à ces circonstances qui, autrement, pourraient les amener à s'adonner à des activités criminelles* » (Parti Libéral, débats des communes, 22-09-2011, 1353(5)). Il faut procéder à une évaluation au cas par cas pour pouvoir assurer une peine efficace pour chaque individu. La détermination de la peine doit donc « *faire la différence entre des infractions semblables commises dans circonstances totalement différentes* » (Nouveau Parti Démocratique, débats des communes, 27-09-2011, 1531(7)). La perspective réhabilitatrice accorde au pouvoir judiciaire le devoir de choisir une peine individualisée. Selon un participant suivant cette logique, « *[s]eul l'exercice du pouvoir judiciaire permet de pondérer adéquatement les différents principes en matière de détermination de la peine et les circonstances de l'infraction, et ainsi imposer une sanction juste* » (Barreau du Québec, témoignages du Comité permanent, 20-10-2011, 14(6)).



### *Neutralisation*

Dans cette perspective, la peine est perçue comme un outil nécessaire afin de neutraliser le criminel. Cet objectif est décrit comme étant nécessaire afin d'assurer la protection de la société. Communément, les participants qui partagent cette rationalité abordent la neutralisation comme la volonté d'éliminer le criminel de la société pour une période assez longue : *« avec le projet de loi il y aura davantage de gens qui seront emprisonnés pour des périodes plus longues et que par conséquent il faudra dépenser de l'argent (...) il s'agit là d'un coût nécessaire si nous voulons protéger la société »* (Victims of Violence, Comité permanent, 18-10-2011, 4(1)). Les discours de neutralisation des participants décrivent les criminels comme ayant un comportement inexplicable et possiblement interchangeable, présentant une menace à laquelle on ne peut remédier. En d'autres mots, *« il reste toujours un segment de la société sur lequel nous n'exerçons aucun contrôle. Pour ces personnes, il faut pouvoir recourir à l'incarcération »* (Parti conservateur, débats des communes, 29-11-2011, 3753(7)).

La notion d'irrécupérabilité est une dimension importante dans cette logique pénale. Suivant cette logique, si on ne peut changer le comportement criminel d'un individu, il faut le neutraliser le plus longtemps possible afin d'empêcher la commission de nouveaux délits : *« il est impossible de réadapter un pédophile. Dans ces conditions, j'estime que la peine minimale devrait être encore plus longue »* (Canadian Center for Abuse Awareness, Comité permanent, 27-10-2011, p.1(8)). On ne cherche plus à modifier le comportement, mais simplement à l'empêcher. Peu de participants présentent ces dimensions dans leur argumentaire. Toutefois, ce sont des groupes de participants disposant d'un temps de parole conséquent étant donné le nombre élevé d'associations qui partagent les mêmes intérêts – telles les associations d'aide aux victimes, le parti parrain du projet de loi et une association policière-.

### 3.3 Multidimensionnalité de la peine

Finalement, la grande majorité des participants ont illustré les mesures pénales non seulement à partir de ces axes, ces finalités et ces critères de justice pris individuellement, mais aussi en prenant soin de répéter à plusieurs reprises que la peine doit être pluridimensionnelle. En ce sens, quoi que son but premier puisse se trouver dans une catégorie précise, presque tous ont exprimé qu'avant la fin de son déroulement, la sanction pénale aura eu plusieurs objectifs. Tous les partis politiques ont énoncé ce point de vue, chacun ayant cependant mis l'emphasis sur une approche, sur un aspect du problème, mais en s'assurant d'énoncer la nécessité d'équilibre dans la mesure pénale. Ce concept est ressorti à répétition dans plusieurs discours lors des débats en Chambre. Deux partis politiques ont mentionné respectivement que la philosophie pénale doit être une *« approche équilibrée »* (Parti Libéral, débats

des communes, 27-09- 2011, 1545)), et que « *tous (...) conviennent que tout crime grave appelle une sanction sévère (....) Cependant, nous ne devons pas oublier que la figure qui personnifie la justice a dans la main une balance dont les plateaux sont en équilibre. C'est que la justice est une question d'équilibre* » (Nouveau Parti Démocratique, débats des communes, 27-09-2011, 1530(19)). Un parti politique a également mentionné la notion d'équilibre, mais soutenant que le projet de loi en question viendrait rétablir un équilibre défaillant, perception opposée des autres partis (Parti conservateur, débats des communes, 27-09-2011, 1501(17)).

Ainsi, comme plusieurs autres, ce parti reconnaît qu'il y a deux volets, deux approches complémentaires. Comme l'explique de ce dernier parti politique, nous avons une « *approche équilibrée qui concilie prévention, réhabilitation et respect approprié de l'ordre public* » (Parti conservateur, débats des communes, 29-11-2011, 3723(4)). Dans les discours, on retrouve donc des arguments qui favorisent une approche pénale multidimensionnelle. C'est également le cas chez les services de police, certaines associations d'avocats et un groupe d'aide aux victimes, qui dans son récit, va encore plus loin que de déclarer la nécessité d'un équilibre dans le système pénal, en affirmant que ce n'est pas une question de choix entre deux courants pénaux, mais nous devons plutôt « *trouver le juste équilibre entre le fait de durcir le ton à l'endroit des criminels et la lutte contre les causes, en utilisant des méthodes qui fonctionnent* » (International Organization for Victim Assistance, Comité permanent, 20-10-2011, 8(13)). Dans ce même discours, on retrouve plusieurs finalités et plusieurs critères, notamment l'efficacité et la lutte contre la criminalité. Il y a donc un aspect proactif, avec la volonté de réduire les causes du crime, et réactif, avec la notion de lutte et de sévir. Ce participant met l'emphasis sur l'aspect complémentaire de ces deux volets. Par contre, pour plusieurs autres ayant invoqué la nécessité d'équilibre, certains, comme le parti parrain du projet de loi, expliquent que malgré la reconnaissance d'un besoin d'équilibre, les mesures du projet en question sont là pour s'occuper des préoccupations des Canadiens pour rendre les rues et les collectivités plus sécuritaires, entre autre par la lutte contre les pédophiles et trafiquants de drogues (Parti conservateur, Secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, débats des communes, 29-11-2011, 3711(12)). Ce participant, ainsi que d'autres, notamment les services de police, tout en admettant qu'il y a bel et bien un volet réhabilitatif à la question pénale en générale, acceptent que le projet de loi renforce un seul de ses deux volets, soit la répression, perçu comme étant le moyen pour atteindre les objectifs recherchés.

### *Conclusion*

Il ressort de notre analyse que les débats entourant l'adoption du projet de loi C10 ont été marqués par une certaine diversité de perspectives dans tant les regards que les participants portent sur le crime, que

sur le criminel ou sur la sanction devant être mise en œuvre.. Ces concepts ont ainsi été abordés sous différents angles à travers diverses dimensions parfois concordantes, parfois contraires. Nous pouvons noter alors la présence d'un certain consensus dans la façon dont sont abordés les crimes sexuels, les individus qui commettent ces crimes et la sanction devant être imposée pour ces crimes et ces délinquants. À contrario, la notion de gravité, quoi que mentionnée par plusieurs participants, n'est pas partagée de façon consensuelle, que ce soit sur le sens à lui attribuer ou sur son importance dans le système législatif et pénal. Parallèlement, certaines représentations dominent, peu importe le nombre de participants qui y réfèrent. Ainsi, près de la moitié des participants se questionnent sur les causes sous-jacentes à la criminalité, même si ces dernières font dissensus, certains privilégiant une vision déterministe centrée sur la violence et la gravité, d'autres ciblant les dépendances et les vulnérabilités des délinquants. Finalement nos analyses permettent de percevoir certaines similitudes de représentations entre divers groupes et représentants. C'est notamment le cas pour le parti parrain du projet de loi avec d'une part les associations d'aide aux victimes et d'autre part les associations policières.

## CHAPITRE 4 : UN REGARD SUR LES FONCTIONS DU SYSTÈME DE JUSTICE PÉNAL : OÙ EN SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI?

Pendant plus d'un an, 42 partis politiques, individus ou groupes d'intérêts ont participé aux débats concernant le projet de loi C-10, projet de loi qui, dans l'une de ces 5 parties, crée des nouvelles infractions dans le Code criminel, crée des nouvelles peines minimales obligatoires, rallonge certaines peines minimales et maximales déjà en vigueur et limite la disponibilité des peines avec sursis pour certaines infractions. Tout au long des débats, les participants ont présenté leurs perceptions sur plusieurs concepts en lien avec le projet de loi. Il s'agit des représentations sociales du crime, du criminel et de la sanction pénale. Grâce à nos analyses, nous avons décelé que les participants aux débats parlementaires ont exprimé une variété de représentations concernant chacun de ces trois concepts. Certaines de ces représentations sont complémentaires, d'autres sont complètement opposées. Certaines sont partagées par bon nombre de participants, d'autres non. Enfin, certaines avaient plus de portées que d'autres.

Cet amalgame de débats autour des représentations du crime, du criminel et de la sanction pénale permet de jeter un regard sur l'ensemble du système pénal canadien et sur les perspectives dominantes à l'heure actuelle.

Nos analyses montrent que certaines représentations des concepts du crime et du criminel fusionnent avec certaines représentations de la sanction pour créer une vision globale du système pénal canadien avec son propre cadre de référence. Ce cadre implique la mise en œuvre de certaines hypothèses causales et, ce faisant, la sélection d'un ensemble de faits significatifs aux représentations choisies et l'occultation d'autres. Il ressort ainsi que le système pénal fonctionne sur un continuum de punitivité. Ces perspectives du système de justice pénale se situent sur un continuum, car il existe un nombre interminable d'attitudes, de points de vues, de représentations que l'on peut évoquer sur le crime, sur le criminel et sur la sanction pénale et ainsi, il existe d'innombrables profils du système de justice pénale.

En regroupant les représentations présentes lors des débats sur le projet de loi C-10, 5 grandes perspectives se sont dégagées: une perspective répressive, une perspective protectrice qui se divise en trois, et une perspective réhabilitationniste. Chacune de ces perspectives est dotée de son univers référentiel, c'est-à-dire qu'elles ont une conception différente du problème (le quoi), de la solution au problème (le comment) et du but que l'on cherche à atteindre à l'aide de cette solution (le pourquoi), et ainsi une perception différente du crime, du criminel et de la sanction pénale. Chacune de ces perspectives se servirait également de ses propres stratégies afin d'accorder à leurs représentations plus de « portée », c'est-à-dire plus de capacité à influencer les perceptions partagées socialement par le plus grand nombre et à la façon d'interpréter une situation. Ces stratégies sont de l'ordre du sensationnalisme, la dramatisation et la minimisation.

Sur les 42 participants, nous avons pu classer les points de vues de 31 d'entre-eux sur le continuum des perspectives du système pénal. Les 10 participants qui n'ont pu être placés dans ce continuum ont plutôt abordé des éléments structurels (opérationnalité du projet de loi) ou ont centré leurs représentations sur des thèmes qui ne sont pas couverts dans la section du projet de loi qui nous intéresse dans notre étude, notamment en ce qui concerne le terrorisme et la Loi sur le système de justice pénale et les adolescents.

## **1. Les deux extrêmes du continuum**

### **1.1 La perspective répressive, perspective minoritaire qui fait beaucoup parler**

À une des deux extrémités du continuum se situe la perspective répressive ou punitive. Selon cette approche pénale, le crime est un choix réfléchi qui se mérite un blâme et la criminalité au Canada est constituée de crimes graves, violents et nécessitant une solution immédiate. On parle donc du crime comme étant un réel « problème ». Dans cette perspective, le crime est abordé de façon descriptive à l'aide de plusieurs qualificatifs. Chaque argument décrit les crimes ou les criminels à travers des termes qui évoquent de fortes émotions, laissant aux auditeurs le devoir de créer leur propre image de la criminalité au Canada : prédateurs, êtres répréhensibles, crimes odieux, atrocités, fléau, catastrophe, etc. Souvent, on fait référence à un seul cas pour dresser le portrait de l'ensemble du problème de la criminalité ou d'un type de crime. Il peut s'agir d'un cas extrême, rare et généralement fortement médiatisé, ou encore d'une situation fictive horrible dans laquelle les citoyens se sentent impliqués via le recours à des pronoms possessifs, comme par exemple la mention prédateurs sexuels qui cherchent à trafiquer nos enfants, de meurtres de victimes vulnérables ou la description de quartiers où des gens rôdent dans les rues pour trouver des leurs prochaines victimes. Dans cet ordre de pensée, la caractéristique la plus importante est la gravité de l'acte. On accorde peu d'importance à la prévalence de celui-ci ni même aux taux de criminalité en général. Lorsque le crime est perçu comme un phénomène grave, peu importe le nombre, un seul cas est considéré comme suffisant pour que l'on y prête attention. Il est également décrit à travers les dommages et les préjudices qu'il cause, et ce encore une fois à l'aide de termes très évocateurs. On parle de « coûts de la criminalité », lequel est vu souvent en lien avec les victimes, mais aussi en lien avec la société. Ainsi, certains participants qui partagent ce point de vue affirment que le crime est une violation des règles de conduite de la société, que le crime cause la déchéance sociale, le chaos. L'émotion et la subjectivité dominent les propos des représentations de ce genre.

Dans la perspective répressive, le crime étant perçu comme un acte délibéré, le criminel est décrit comme un être égoïste qui ne cherche que son bénéfice personnel. On parle souvent de récidiviste et de délinquant chroniques, d'une personne qui n'a aucun respect pour les lois et l'ordre social. Il est

généralement perçu à travers les caractéristiques de son acte. Plus précisément, les tenants de cette perspective s'appuient sur le niveau de violence et de gravité des actes commis pour illustrer le caractère répréhensible que ce délinquant représente pour la société. Si le délit commis est un délit grave et violent, il s'agit donc d'un criminel violent et dangereux. Étant donné que le criminel agit délibérément, il est responsable de ses actes. C'est un être moralement mauvais qui fait le choix de commettre des crimes sachant ce que cela implique pour les victimes et la société.

À la lumière de ces représentations du crime et du criminel se dessine une solution ancrée dans la réprobation, la dénonciation et la répression. Face à ces cas si horribles, ce problème persistant, des individus violents et récidivistes, une seule solution est possible : la punition. Il s'agit d'une approche réactive unilatérale. On ne souhaite pas réparer les torts ou réhabiliter le délinquant, mais uniquement affliger une souffrance en réponse à celle commise. Il a commis un mal et ce mal doit être puni et dénoncé. Il a violé une valeur partagée par l'ensemble de la collectivité, et la punition doit refléter l'importance que nous accordons à ces valeurs et au respect de celles-ci. Elle doit donc être certaine et sévère sans aucune équivoque, afin de refléter la nature haineuse du geste posé. On veut dénoncer le crime, on veut dénoncer les torts causés, on veut dénoncer le manque de respect pour les règles et l'ordre social. Les tenants de cette perspective pénale appuient ainsi le recours à des peines minimales obligatoires, car elles permettent d'assurer une « vraie sentence », une « peine vraiment mérité » ou encore le « *just desserts* » c'est-à-dire une punition systématique et homogène des criminels car ce qui importe n'est pas le contexte du crime ou les caractéristiques du criminel mais la nature grave de l'acte posé.

Parmi les 31 participants qui se placent sur le continuum des perspectives du système pénal, seuls 4 ont présentés des représentations du crime, du criminel et de la sanction ancrées dans une perspective purement punitive. Tel que couvert dans notre recension des études, certains chercheurs ont émis des craintes et des hypothèses quant à la présence d'un virage punitif des politiques pénales canadiennes. Notamment, Garland (2001) et Pratt (2007) ont invoqué la présence d'une « nouvelle punitivité » qui chercherait uniquement à sévir contre le crime par la punition. Malgré ces analyses, il ressort de notre étude que Le Canada n'est pas clairement dans cette perspective. En fait, la répression dans son état pur reste, dans les débats entourant la loi C10, une perspective extrêmement minoritaire. De plus, cette perspective est marquée par la coloration des groupes qui la soutiennent. Il s'agit d'ailleurs de trois groupes en lien avec les victimes et d'une association policière, soit la Canadian Crime Victim Foundation, Joanne Jong (proche de victime), Respect Group Inc., et le service de police de Vancouver. La Canadian Crime Victim Foundation a été fondée par un couple dont le fils a été victime

d'une agression par un groupe de jeunes. Cet organisme s'est attribué le mandat de donner une voix aux victimes, d'éduquer les policiers et les services sociaux sur les besoins des victimes et également de travailler à vaincre le déséquilibre du système de justice en revendiquant d'avantages de droits pour les victimes. La fondation Respect Group Inc. a été formée par Sheldon Kennedy, joueur de hockey qui a subi des agressions sexuelles par son entraîneur. La mission de cet organisme est la prévention d'abus. Le père de Joanne Jong a été tué violemment par deux jeunes. Ce sont des groupes particuliers, ayant tous des histoires tragiques qui motivent leurs perceptions du système de justice pénal canadien. Ils ont tous eu un temps de parole limité lors des débats, étant invité à une seule réunion du Comité permanent. Par contre, malgré le temps de parole limité pour chaque organisme, les groupes de victimes et les services de polices sont parmi les groupes ayant le plus de participants aux débats et donc même si chaque groupe ne partage pas exactement la même philosophie, leur argumentaire, leurs objectifs et leurs perceptions se recoupent et ainsi, ont plus de place dans les débats étant donné que ces propos sont répétés par différentes personnes.

## 1.2 La perspective réhabilitationniste, une perspective minoritaire

À l'autre bout du continuum se situe la perspective réhabilitationniste. Dans cette perspective, le crime est abordé de manière plurifactorielle. Il est considéré comme le résultat de causes financières, sociétales, sociales, culturelles, etc. Par exemple, selon certains participants aux débats qui s'inscrivent dans cet ordre de pensée, les crimes sont commis pour éviter la pauvreté, à cause d'inégalités culturelles, ou encore à cause d'un manque d'infrastructures et d'un manque d'aide sociale. Selon cette perspective, la nature du crime n'a aucune importance. L'important, c'est le contexte derrière l'acte commis. Tout comme le crime, le criminel est également présenté comme le résultat de causes internes et/ou externes. Il a souffert et continue de souffrir à cause de sa fragilité interne, liée à des troubles de santé mentale ou des dépendances, ou encore en raison de sa fragilité sociale ou culturelle liée à son ethnicité ou à son statut social. Les habiletés sociales sont également un facteur attribuable à la criminalité dans cette perspective, car un manque d'habiletés est considéré comme pouvant causer des problèmes d'emploi et d'éducation. Dans ce cadre on considère que Le délinquant n'est pas responsable de sa criminalité, il la subit, sa délinquance étant le produit de caractéristiques hors de son contrôle. Les tenants de cette perspective ont présenté ces éléments à l'aide de quelques exemples, mais surtout à l'aide de rapports, de faits appuyés et de statistiques. Notamment, on invoque la



prévalence des crimes commis par des individus ayant des problèmes de santé mentale ou des individus qui commettent des crimes pour financer leur toxicomanie. On présente également la surreprésentation d'individus vulnérables ou marginalisés dans nos prisons. Cette représentation du criminel est très humaniste et ce centre autour de sa volonté de changer l'être humain.

Ainsi, dans ce regard sur le système de justice pénal, la peine doit être entièrement consacrée à l'amélioration de la situation ayant provoqué la commission du délit. C'est une solution qui vise le long terme et qui a pour objectif de réduire le taux de criminalité et le taux de récidive de deux manières. Soit on vise la suppression des injustices sociales. Il faut donc bonifier notre système éducatif, nos infrastructures sociales et notre aide sociale. Le problème à résoudre devient tout autre que pénal. Soit on vise la modification comportementale du criminel, ce qui est vu comme la façon la plus certaine d'assurer une baisse de la criminalité. Dans ce cadre, il faut offrir à l'individu une diversité de programmes afin de régler tous les problèmes pouvant mener à la commission de délits. De plus, les tenants de cette perspective considèrent assurer une baisse de la criminalité, car, grâce aux services et à l'aide reçue, ils estiment que le délinquant fera le choix de ne plus recommencer. Ce profil pénal ne veut pas de peines minimales obligatoires, ni d'incarcération de longue durée, car il prend pour base que la simple neutralisation n'est pas la meilleure façon de changer le comportement humain et qu'une neutralisation trop longue peut avoir des effets néfastes sur l'atteinte du changement comportemental désiré.

La réhabilitation pure est la perspective pénale partagée par le plus petit nombre de participants (2) : la Société John Howard et l'Association Canadienne des Sociétés Elizabeth Fry. Ces deux organismes ont des philosophies et des mandats très particuliers. Ce sont deux groupes importants en nombre de personnes, mais qui s'occupent d'un volet du système de justice très précis : les justiciables. En ce sens, les Sociétés Elizabeth Fry viennent en aide aux femmes confrontées au système de justice pénale. Elles souhaitent éviter à tout prix l'incarcération et favorisent l'intégration communautaire. La Société John Howard a comme mission de travailler auprès des justiciables afin d'émettre une réponse juste et humaine aux causes et aux conséquences du crime. Ces deux organismes sont centrés autour de perceptions très humanistes du crime et du criminel, et leurs philosophies teintent leur perception de la perspective pénale appropriée pour le Canada. Lors des débats, ces groupes ont présenté leur argumentaire dans le temps alloué, soit 5 minutes. Par la suite, aucun autre groupe partageant les mêmes valeurs humanistes n'ont participé aux débats. Cette perspective provient donc de propos très isolés dans les débats entourant le projet de loi C-10.

## **2. Le cœur de la perspective canadienne : La protection, un noyau qui vacille**

Ce projet de loi n'est donc défendu ni par une perspective purement répressive, ni par une perspective purement réhabilitationniste. Comme nous l'avons déjà mentionné, la littérature évoque le dualisme comme particularité du système canadien. Selon certains, notamment Moore et Hannah-Moffat (2005) et Landreville (2007), les politiques pénales canadiennes démontrent une résistance face aux extrémités du continuum de la punitivité. De fait, les perspectives très tranchées sont peu évoquées dans les représentations ressorties lors des débats. De plus, les quelques participants qui partagent une perception bien divisée de notre système pénal sont peu nombreux et représentent des groupes atypiques qui desservent une population précise ou qui ont vécu des situations personnelles qui justifieraient leur point de vue.

Au centre du continuum se situe une perspective que nous avons décidé de nommer la perspective protectrice. Le point de mire de cette vision du système pénal est précisément la protection de la société. Voilà le rationnel qui semble être derrière la majorité des arguments, derrière la majorité des représentations du crime, du criminel et de la sanction pénale. C'est d'ailleurs énoncé comme être l'objectif premier du système carcéral, une des raisons d'être des services de police et, selon le parti parrain du projet de loi, c'est le but premier du projet de loi C-10. De son titre abrégé Loi sur la sécurité des rues et des communautés, la protection figure au premier plan des fondements de ce projet de loi. L'objectif de protection ainsi que le besoin de sécurité ne sont pas nouveaux quand on pense aux politiques pénales canadiennes. Le crime existe, il est donc évident que les citoyens d'une société doivent être protégés face à cette réalité. Il y a 24 participants qui placent la protection au cœur de leur perspective pénale.

Par contre, seul un quart (8 sur 31) des participants accordent aux politiques pénales l'ultime but de protéger la société de la façon la plus efficace possible, sans avoir de motif ultérieur. D'après nos analyses, si le désir de protection comme finalité de la peine est au centre du continuum des perspectives pénales, les moyens d'y arriver diffèreraient véritablement. Selon la littérature, ce désir de protection de la société a su passer par un idéal de réhabilitation (Lalonde, 2006), puis également par un dualisme du système pénal canadien (Moore et Hannah-Moffat, 2005). Avec le projet de loi C-10, il semblerait que la plupart des participants aux débats politiques priorisent encore la protection, mais par un moyen différent : la gestion du risque et le contrôle.

### 1.1 la protection de la société comme but unique aux moyens variables

Les tenants de cette perspective, située entre la répression et la réhabilitation, ont une vision très nuancée du problème et de sa solution. Au cœur de ce point de vue se place le principe du cas par cas. Pour être équilibré entre répression et réhabilitation, il faut savoir quand punir et quand réhabiliter, le tout étant d'atteindre le pays le plus sécuritaire possible. Le crime est lui-même représenté sur un continuum de sévérité. À l'un extrême, on aurait les crimes les plus graves, les plus violents, les plus dangereux et menaçant pour la sécurité, commis, bien évidemment, par les criminels les plus sérieux, les plus dangereux et qui présentent le plus gros risque pour la société. À l'autre extrême, nous avons le malade, le pauvre, le toxicomane qui a commis des crimes moins graves, des crimes d'opportunité ou de nécessité. Selon cette perspective, la protection signifie la réduction des risques. Plutôt que d'être considéré uniquement selon leur gravité ou selon des causes externes, le crime et le criminel sont tous deux évalués à partir de tous les facteurs possibles, qu'ils soient atténuants ou aggravants. On les considère à partir de plusieurs éléments : le contexte, leurs caractéristiques, la vulnérabilité du délinquant et de la victime, et de différents facteurs externes notamment. Un des aspects important de cette vision de sécurité, est le fait de prendre en compte tant la victime que la société dans son entier, dans les représentations du crime et du criminel. On souhaite protéger ces individus, et donc ils doivent être pris en considération lorsqu'on évalue le niveau de risque.

Ces participants partagent le point de vue de la perspective protectrice neutre. Ils ne sont pas entièrement contre l'incarcération, et sont d'avis qu'il existe des êtres dangereux qui doivent être punis et contrôlés, mais chaque peine doit être individualisée pour chaque cas. S'il s'agit d'un crime moins grave et/ou d'un criminel qui a besoin de traitements, alors il faut avoir la possibilité de les traiter sans devoir passer par une peine minimale obligatoire. À l'inverse, les individus qui présentent un risque pour la société et qui menace la sécurité doivent être pris en charge. La peine doit donc être proportionnelle au délit. Pour ces tenants, les peines minimales obligatoires ne doivent pas restreindre le pouvoir judiciaire et si elles sont adoptées le juge doit conserver la possibilité de privilégier un traitement. Ce sont surtout des associations juridiques qui accordent cette logique au système pénal.

Les 8 participants qui souscrivent à cette perspective sont : l'Association du Barreau Canadien, le Conseil canadien des avocats de la défense, l'Association québécoise des avocats de la défense, le Barreau du Québec, l'Enquêteur correctionnel, le Syndicat des agents correctionnels du Canada, l'International Organization for Victim Assistance et Justin Piché (professeur doctorant). Il s'agit de groupes variés qui interviennent à différents moments lors du processus criminel et pénal ou qui étudient ce processus. La moitié de ces participants sont des groupes juridiques qui font affaire à des

contrevenants et à des victimes de tout genre. Notons que seul un groupe d'aide aux victimes y figure. D'ailleurs, ce groupe est en consultation spéciale avec le Conseil économique et social des Nations unies, dont le rôle est d'examiner des questions dans les domaines économique, social, culturel, de développement durable et tout autre en lien avec ceux-ci. C'est un groupe de défense des droits des victimes dont la mission est vraiment centrée sur l'égalité et la justice au sein du système pénal.

Pour ce qui est des autres participants, ils se situent de part et d'autre de la perspective protectrice où se situent des perspectives hybrides qui ont la protection au bout des lèvres, mais qui emploient des moyens très différents pour y arriver. Ce sont des individus très présents dans les débats et ainsi, qui ont un certain poids dans l'adoption de politiques pénales. Pour ceux-ci, la protection est une notion qui revient souvent dans leurs discours et dans leur argumentaire comme étant le but ultime que l'on souhaite atteindre à l'aide du système de justice pénale. C'est un terme qui illustre une idéologie, mais en pratique, ce but ultime est accompagné de moyens qui tentent également d'atteindre d'autres objectifs.

## 1.2 La protection de la société par le traitement des contrevenants

Située entre la perspective réhabilitationniste et la perspective protectrice, se trouve une perspective hybride qui jumelle la réhabilitation à la protection de la société. Les tenants de cette perspective ont également une vision nuancée des crimes et des criminels, ceux-ci pouvant prendre des formes très variées.

Cette perspective hybride souhaite d'abord et avant tout protéger la société et ce, à long terme. Pour les tenants de ce point de vue, le besoin de protection sociale prend sa source dans des gestes ou des individus menaçant pour la sécurité. S'il existe des délits graves nécessitant une réponse sévère, ces derniers restent très peu nombreux. Dans la majorité des cas, Les crimes sont commis par des individus malades, dépendants, vulnérables ou marginalisés qui ont besoin d'aide pour être capables de s'adapter aux normes sociales de la société canadienne et devenir ainsi des citoyens respectueux des lois. Selon cette perspective, la grande majorité de la criminalité au Canada n'est pas préoccupante, car elle ne menace pas de manière imminente la sécurité du public. De plus, les tenants de cette perspective croient qu'il faudrait se fier aux faits et à la recherche quand ceux-ci concluent que les peines sévères, telles les peines minimales obligatoires ou l'incarcération de longue durée sont inutiles, car elles n'ont aucune incidence sur la criminalité. Plutôt, pour eux la protection de la société doit considérer les causes de la criminalité. Elle serait de ce fait mieux servie par les principes de modération et de proportionnalité des peines. La peine doit être la moins restrictive possible et doit être axée sur la

réhabilitation. Cette perspective perçoit le système pénal en fonction des besoins de tous ceux qui sont impliqués dans la commission du délit : victime, contrevenant et société. En ce sens, on associe également la protection à la réparation, à l'éducation et la sensibilisation de manière proactive. Pour les tenants de cette perspective, il faut accorder de l'importance à trois axes : l'avant, le pendant et l'après de la commission du délit. À la lumière des caractéristiques de ces trois axes, il faut réagir afin d'assurer le plus efficacement la protection du public à l'aide de programmes de prévention, réintégration et réparation. La prévention permettrait d'éviter les crimes et ainsi assure la protection de la société, à l'aide de programmes sociaux. La réparation et la réintégration permettraient d'assurer une protection durable, s'assurant que le contrevenant ne commet plus de délits, et s'assurant que tous impliqués comprennent les conséquences du crime et puissent passer au travers en se sentant soutenus.

Il y a 7 participants dont les représentations du crime, du criminel et de la sanction se situent dans ce profil et ce sont presque tous des partis politiques. Il s'agit du Parti libéral, du Nouveau Parti Démocratique, du Bloc Québécois, du Parti vert, du Gouvernement du Québec, d'Anthony Doob (professeur/chercheur) et du Comité Central Mennonite du Canada. Cette perspective pénale est évoquée par un chercheur qui a fait de nombreuses études sur les politiques en matière de justice criminelle, sur l'incarcération et sur les principes de détermination de la peine. C'est une perspective qui est évoquée par le plus grand nombre d'élus politiques, provinciaux et fédéraux. Ces participants ont le plus grand temps de parole lors des débats parlementaires et, selon notre système démocratique, ils sont élus pour représenter les points de vue d'une population qui partage, grosso modo, les mêmes opinions sur les questions d'intérêt public (Bibliothèque du Parlement, 2012b, p.40). Ce sont ces individus-là qui décrivent un système pénal qui tire vers la réhabilitation tout en ayant comme but ultime la protection de la société. Pourtant, ce n'est pas la perspective pénale la plus partagée par les participants aux débats et ce n'est pas celle qui semble soutenir la philosophie derrière le projet de loi C-10.

### 1.3 La protection de la société par le contrôle

La perspective hybride qui s'aligne avec les perceptions du plus grand nombre de groupes ayant participé aux débats se situerait entre la répression et la protection. Il s'agit d'une perspective qui partage les mêmes représentations du crime et du criminel que la perspective répressive, mais qui se dit vouloir d'abord et avant tout protéger la société. Ainsi, le crime est représenté de manière très descriptive à l'aide de cas sensationnels et de la présentation des pires situations possibles. Contrairement à la perspective répressive qui se fit uniquement à la gravité de l'acte et des torts causés pour décrire le niveau de sévérité de la criminalité, cette perspective vient rajouter une dimension au

mélange : la menace. En ce sens, l'image du crime, qu'il soit commis ou simplement perçu, est présenté comme une menace, un danger, un risque. On attribue également au crime la notion d'omniprésence, le risque étant présent en tout lieu et à tout instant. La représentation du criminel suit la même idée. Qu'il ait commis plusieurs crimes ou un seul, cela n'a aucune importance. Il est un être dangereux qui menace chaque personne individuellement, ainsi que l'ordre social dans sa totalité. C'est un prédateur qui pourchasse ses victimes. Certains vont même aussi loin que de dire que ce sont des êtres incontrôlables, sans aucun respect pour les lois. Encore une fois, il sera décrit à l'aide de qualificatifs évocateurs et sensationnaliste : prédateur, baron de la drogue, trafiquant d'enfants, violeur et meurtrier, etc. Ces descriptions évoquent un sentiment d'urgence de la situation. On a l'impression dans cette perspective que la situation de la criminalité au Canada est catastrophique, une calamité qui ravage nos rues et s'en prend aux individus les plus vulnérables de la société à droite et à gauche et sur laquelle nous n'avons présentement aucun contrôle.

Le but ultime est le même que la perspective centrale du continuum du système pénal : la protection. Mais accompagnée de représentations si chaotiques de la situation canadienne, le système pénal actuel est perçu comme inefficace dans l'éradication du risque qui menace l'ordre social. Les taux de criminalité, les statistiques n'importent pas. Ce qui importe, ce sont les vraies personnes qui relatent des cas vécus spectaculaires. Peu importe le niveau auquel se trouve le risque aujourd'hui, aucun danger ne sera toléré. Selon cette perspective, il faut atteindre le risque de victimisation le plus faible possible et la façon la plus sûre d'y arriver est d'exercer un contrôle serré sur tout ce qui pourrait menacer l'ordre social. Ainsi, au nom de la protection, on veut neutraliser l'individu dangereux qui représente un risque. Si le criminel est derrière les barreaux, nous avons la certitude qu'il ne commet pas de délits dans les rues. Il faut neutraliser le plus longtemps possible, car l'élimination de la possibilité de commettre des délits garantie notre sécurité. Il y a donc aucune préoccupation pour la durabilité de l'élimination du risque. Même si l'individu va sortir éventuellement, ce qui importe c'est l'élimination, aussi temporaire soit-elle, du risque. Pendant ce temps, la société perçoit le risque comme étant inexistant et ainsi, elle se sent protégées. Les tenants de cette perspective croient fortement aux peines minimales obligatoires et à l'abolition de la libération conditionnelle totale. On ne veut pas laisser au pouvoir judiciaire la discrétion de choisir, car dès qu'un individu présente un risque de commettre un délit, il doit être neutralisé. De plus, cette perspective voit la dissuasion comme un moyen de protection. Si l'on dissuade l'individu de recommencer grâce à une peine sévère et certaine, on réduit le risque. Dans cet ordre d'idée, c'est dans l'intérêt du plus grand nombre d'incarcérer le plus de délinquants pour la plus longue durée, car le moins qu'il y en a sur les rues, le moins de risque qu'ils récidivent et donc le plus nous sommes en sécurité...pour l'instant. Cette perspective est très près de la

perspective répressive. D'ailleurs, l'un des participants évoque même l'utilisation de bracelets de surveillance électroniques afin d'assurer un contrôle plus efficace du risque. Le besoin de protection implique inévitablement la présence de risques. Les tenants de cette perspective semblent être d'avis que la nécessité de gérer ces risques défend l'utilisation de moyens répressifs pour se rapprocher le plus possible au risque zéro.

Dix participants partagent ce point de vue, principalement des associations d'aide aux victimes et des associations policières : Victims of Violence, L'Association canadienne des chefs de police, Canadian Parents of Murdered Children and Survivors of Homicide Victims Inc., Canadian Center for Abuse Awareness, Association canadienne des policiers, le Gouvernement du Nouveau-Brunswick, le maire de Winnipeg, le service de police d'Ottawa, l'Association canadienne des familles de personnes assassinées ou disparues et finalement, le Parti conservateur. Ce sont très majoritairement des groupes qui œuvrent auprès des victimes. Ces groupes ont été surreprésentés par rapport aux autres tout au long des débats entourant la loi C-10. Les associations policières ont également été très présentes lors des débats. Ce sont ceux qui ont le mandat de protéger la société, ce n'est donc pas surprenant qu'ils s'inscrivent dans une perspective protectrice. De plus, étant ceux chargés de la responsabilité d'appréhender les criminels, et ainsi de neutraliser le risque au niveau des communautés, il n'est pas surprenant qu'ils se souscrivent à une perspective qui favorise des moyens répressifs pour assurer la protection. Aucun académique ou chercheur ne se souscrit à cette perspective, aucune association juridique non plus. La majorité des élus ne se souscrivent pas à cette perspective. Seul, le Parti conservateur, lui, partage entièrement cette volonté de neutraliser le risque.

C'est cette perspective qui semble s'aligner le plus avec la philosophie et les dispositions du projet de loi C-10. Pourtant, les individus élus pour représenter la majorité de la population canadienne, les chercheurs qui étudient les grandes questions en matière criminelle et pénale, ainsi que la plupart des groupes qui œuvrent dans le système pénal ne partagent pas ce point de vue sur les politiques pénales canadiennes. Plutôt, le projet de loi C-10, dont le mandat est de protéger la société par l'utilisation de peines minimales obligatoires, par la restreinte du sursis, et par plusieurs autres moyens de gestion et de contrôle du risque, soutient une perspective protectrice répressive qui est appuyée par des associations de victimes et par le parti politique au pouvoir qui a promis dans sa plate-forme électorale d'accroître la sécurité d'une population dont le taux de criminalité est déjà stable depuis des années. Quand il faut des résultats, il faut prendre les gros moyens centrés sur le court terme!

### 3. Conclusion

La protection de la société a toujours fait partie du cœur des préoccupations en matière pénales (L.C. 1992, ch. 20, Doob, 2012). C'est d'ailleurs le principe fondamental qui ressort des réformes proposées par David Daubney, dans son rapport du Comité permanent de la justice et du solliciteur général de la détermination de la peine, la mise en liberté sous condition et d'autres aspects du système correctionnel, suite à l'insatisfaction croissante du public quant au système de justice (Brodeur, 1991). C'est ce même rapport qui mènera à l'inscription officielle des principes de détermination de la peine dans le *Code criminel* en 1996 qui inclue la nécessité de sanctionner les crimes ainsi que le besoin de promouvoir des possibilités axées sur la réinsertion sociale et « l'amendement personnel du délinquant » (Doob, 2012, par.24). L'élaboration de ces principes venaient appuyer l'idée partagée par certains (Moore et Hannah-Moffat, 2005; Landreville, 2007) que nous avons un système pénal dual qui tente d'établir un certain équilibre entre répression et réhabilitation pour atteindre notre objectif de protection

D'après nos données, nous sommes toujours dans un système composé de différentes images de la criminalité au Canada et de ceux qui la commettent. Plusieurs représentations ont été présenté tant sur la criminalité au Canada que sur les raisons ou le manque de rationnel derrière. De plus, le maintien d'une société sûre et paisible est également rien de nouveau dans notre société. Nous n'avons pas réinventé la roue, mais nous l'avons certainement tourné. D'après les études que nous avons recensées, cette protection passait par la réhabilitation. C'était la meilleure façon de procéder, mais ce n'était pas une solution-miracle. Cette perspective tant du criminel que de la sanction percevait la commission d'un acte criminel comme étant le résultat d'une multitude de causes, généralement en lien avec le statut socio-économique ou les opportunités légitimes de l'individu ayant commis le délit. La solution était donc de changer le comportement criminel en éliminant les facteurs de causalité (Lalande, 2006).

Aujourd'hui, d'après nos résultats, le but ultime de protection du système pénal serait toujours le même et il y a encore une pluralité de représentations du crime et du criminel dans les discours entourant les politiques pénales. Cependant, les discours parlementaires dominants, ainsi que les politiques pénales sanctionnées n'accordent plus à la réhabilitation et au changement humain une place quelconque dans le maintien de la sécurité publique. Ainsi, dorénavant, la protection passerait par la répression et le contrôle. Ce que ces perspectives ont en commun, c'est qu'elles laissent de côté les causes de la criminalité au détriment de la perception du risque imminente de victimisation, ce qui nécessite donc une action immédiate. Le sentiment d'urgence associé à ces phénomènes impérieux recentre la



fonction du système pénal sur un laps de temps beaucoup plus court. À partir de nos analyses, nous avons quelques hypothèses à émettre.

### 3.1 Une société de risque et de contrôle

Selon nos données, la perspective pénale de protection à travers le contrôle est celle qui avait le plus de support, dont celui du parti parrain du projet de loi. Ainsi, nous sommes portée à croire que ces représentations sont celles qui décrivent le mieux la logique derrière le projet de loi C-10, projet qui veut sévir contre la criminalité. À la lumière de ces représentations, il semblerait que ce projet de loi s'inscrive dans ce que Garland (2001) a décrit comme étant une « culture du contrôle », et ce qu'Ulrich Beck (1994) a décrit comme une « société du risque ». Tel que décrit par Garland, la société du contrôle serait le produit de changements sociaux survenus lors de la modernité tardive des sociétés occidentales. Ces transformations industrielles s'accompagnent d'une augmentation des opportunités criminelles et de l'apparition d'anxiétés publiques. Parallèlement, la société moderne connaît la montée de la médiatisation des crimes et des échecs de systèmes de justice pénale. La population devient plus en plus consciente des risques qu'elle peut encourir à n'importe quel moment et dans n'importe quel lieu.

C'est dans ce climat pénal et social que le projet de loi C-10 aurait été élaboré, projet censé être élaboré pour assurer la protection et pour rassurer les populations. Ce besoin de rassurer et protéger permet la naissance de politiques pénales caractérisées par une hybridation des stratégies actuarielles et sociales (Moore et Hannah-Moffat, 2005), tout comme le projet de loi C-10. Notamment, on n'intervient plus selon une perspective individualiste, mais plutôt selon une perspective uniforme et globale du niveau de risque que représentent chaque type de crime et chaque type de criminel.

Ainsi, selon les représentations les plus populaires du crime et du criminel ressorties lors des débats, cette protection s'effectuerait à l'aide de moyens de contrôles et ce, peu importe les différentes caractéristiques des crimes et des criminels. Nos données ont illustré la présence d'un discours dominant globalisant et répressif au niveau des criminels, les décrivant selon le risque qu'ils représentent, ce que O'Malley (2001) décrit comme étant un discours caractéristique des sociétés de risque. Lors des débats entourant la loi C-10, les associations de victimes et le parti Conservateur, participants qui partagent la perspective qui soutient le projet de loi ont décrit l'ensemble des criminels comme étant des êtres violents, dangereux et menaçants. Le risque encouru par la population est perceptible dans les discours qui tentent de faire ressortir l'aspect volatile et imminent du danger au Canada en décrivant des situations de prédation dans les rues. Ces discours évoquent les anxiétés

publiques associées, dans la société du risque telle que décrite par Garland (2001), à la nécessité de moyens de contrôle accrus pour gérer les risques perçus par le public. Les caractéristiques individuelles du criminel et les facteurs de causalité derrière chaque crime qui, dans une perspective réhabilitatrice, auraient été essentiels dans le choix d'une stratégie de changement du comportement (Moore et Hannah-Moffat, 2005) sont laissés de côté et sont éclipsés par l'importance des caractéristiques permettant de déceler le niveau de risque de chacun, notamment le niveau d'impulsivité et de contrôle de soi, le niveau de violence et de gravité de l'acte et les torts causés (Garland, 2001).

Malgré le fait que les statistiques officielles démontrent un taux de criminalité à la baisse (Statistiques Canada, 2012), la société du risque ne se fie pas au nombre, mais plutôt à la perception de chacun quant à son niveau de sécurité dans la société canadienne. Toute menace à ce sentiment de sécurité doit être gérée afin de permettre à chacun de croire que sa protection est assurée par les moyens pénaux mis en place, peu importe son niveau de gravité réel, car même le plus banal des actes criminels est associable à la présence d'une menace potentiellement dangereuse dans l'avenir (Pratt, 2001).

### 3.2 Un populisme pénal en expansion et l'importance qu'on accorde à la victime

Le projet de loi C-10 s'est peut-être élaboré dans une société du risque dans laquelle il y a une visibilité accrue des problèmes criminels partout dans le monde et, conséquemment, une peur des risques encourus, caractéristique des sociétés du risque telle que décrite par Garland (2001), nous ne sommes pas convaincus que ce sont uniquement ces anxiétés qui pousseraient l'adoption de ce genre de projet de loi. Ce qui nous amène à notre deuxième hypothèse, soit la présence de certaines caractéristiques associées au populisme pénal. Ainsi, comme nous l'avons mentionné précédemment, le populisme pénal tel que décrit par Carrier (2010) rassemblerait différentes pratiques et différents discours qui auraient pour effet l'instrumentalisation politique de la question criminelle en ouvrant les débats sur les politiques pénales pour inclure une variété d'intérêts et d'émotions. Selon Roberts et al. (2003), le populisme pénal partirait de l'idée que les problèmes peuvent être « réparés » en proposant des changements aux politiques pénales déjà en vigueur (p.5). Le projet de loi C-10 propose des modifications aux peines déjà en place, ainsi que des modifications au déroulement de la peine. Les discours populistes peuvent avoir deux motifs : exploiter les anxiétés du public et/ou répondre aux perceptions du public. Ces objectifs s'inscrivent bien dans la société du risque que nous venons de décrire. La rhétorique et les arguments dominants employés pour décrire le crime et le criminel lors des débats sur le projet de loi C-10 proviennent de propos partagés par des victimes ou par des citoyens qui ont été consulter leur député afin de partager leurs craintes et leurs intérêts. Ces craintes proviennent de diverses sources, certaines d'entre-elles peu factuelles, et le fait d'accorder à ces perceptions tant

d'importance au sein de débats importants sur le système de justice pénal peut par la suite alimenter les anxiétés du public face à un risque perçu (Roberts et al., 2003). Une politique pénale qui s'aligne avec ses anxiétés infondées permet aux politiciens ou aux *claims-makers* qui participent aux débats publics d'avoir un avantage électoral et cet avantage permet de laisser de côté l'efficacité pénale de la politique en question (Roberts et al., 2003). Pour consolider cet avantage, le groupe en question doit aller chercher l'appui de la majorité des citoyens ordinaires, ceux qui forment l'ensemble de l'électorat d'une population. Ils doivent donc favoriser des discours en lien avec l'opinion générale du public, une opinion qui tend souvent à être à l'écoute des médias et des discours publiques, et qui laisse ses émotions l'emporter sur sa rationalité (Roberts et al., 2003). C'est ce qui mène à la tendance anti-intellectuelle des politiques populistes (Pratt, 2007), laissant de côté les discours des experts au détriment d'un discours émotionnel.

Certaines de ces caractéristiques attribuées à la notion de populisme pénal seraient discernables dans les discours dominants derrière l'élaboration du projet de loi C-10. D'une part, la perspective dominante, soit la protection par la répression, a été partagée principalement par des groupes d'aide aux victimes et par le parti Conservateur. Tous deux ont émis des discours empreints d'histoires personnelles, de tragédies horribles et de cas exceptionnellement rares, sordides et médiatisés. Certaines perceptions étaient partagées par des académiques, des chercheurs, des intervenants du milieu, et par la majorité des partis politiques, mais leurs points de vue ont été négligés dans les débats au détriment de la popularité d'une pénalité expressive. Peu importe ce que racontent les études et les statistiques, ce qui importe, ce sont les perceptions du public et leur appui quant aux solutions pour y faire face. C'est ce à quoi correspond la perspective de protection par la répression.

Le populisme pénal est décrit dans la recherche comme une, les politiciens valorisant le peuple, notamment la victime, et son droit d'avoir une voix dans la prise de décision en matière de politiques criminelles, ainsi que le droit d'être protégé des risques aléatoires de la société (Carrier, 2010). De ce fait, la victime occupe une place primordiale dans les débats populistes, ce qui expliquerait que la loi C-10 s'enlignerait avec une perspective pénale évoquée majoritairement par des groupes de victimes. Ce sont des citoyens, des personnes comme n'importe qui, qui ont vécu des histoires tragiques. Ce sont des personnes à qui les citoyens peuvent s'identifier, ce qui vient amplifier le sentiment de risque imminent pour une criminalité décrite comme étant aléatoire et imminent à travers les histoires de ces victimes (Carrier, 2010).

Les façons dont les participants ont présenté leurs représentations du crime, du criminel et de la sanction, et ainsi la façon dont se sont formulées les fonctions du système de justice pénale lors des débats parlementaires sur la loi C-10 sembleraient s'aligner avec les pratiques populistes. Nos analyses démontreraient une abondance d'associations de victimes dans les débats parlementaires et une absence d'experts. La perspective de contrôle ne se fierait pas aux statistiques, mais accorderait plutôt aux victimes le pouvoir de décrire le problème et la solution. Les représentations que présenteraient ces participants et qui soutiendraient le projet de loi s'inscrivent dans un lexique émotif. On raconte des cas sordides, on utilise des termes suggestifs qui peignent une image horrible d'un individu en liberté qui cherche sa prochaine victime aléatoirement. Une fois ces arguments présentés, le prochain participant répète la même chose, raconte des histoires semblables, utilise des termes semblables, et le tout recommence jusqu'à ce qu'on gonfle démesurément l'impression que nous avons de la criminalité au Canada. Toutes ces images créent l'impression d'un problème alarmant, caractéristique de la société de contrôle décrite par Garland (2001). La répétition des mêmes discours et des injustices de notre système actuel crée un consensus erroné autour d'un problème gonflé. Ce type de discours s'apparente au sensationnalisme. À l'aide de discours sensationnalistes, les tenants de cette perspective viendraient susciter de fortes émotions par la mise en relief d'éléments saisissants de certains cas, et ce afin de produire une forte impression et de susciter un grand intérêt. En plus de présenter des représentations à travers un discours sensationnaliste, nous avons également observé la dramatisation de certaines situations. En ce sens, certaines représentations du crime et du criminel se dessineraient à travers l'amplification de l'ampleur du problème de la criminalité, de sa nature, ou du type de criminel auquel on fait face au Canada.

Ces procédés discursifs aideraient dans l'établissement de représentations du crime et du criminel qui s'inscriraient dans une vision pessimiste de la situation au Canada, favorisant le développement d'un climat d'anxiété qui se caractériserait par une inquiétude face aux descriptions, quoi que sensationnalistes et dramatisées, du crime et du criminel, un manque de confiance et un sentiment de révolte face au système de justice actuel, et une revendications de changements qui assureraient une diminution des dangers tels qu'ils sont décrits dans les discours. Tous ces éléments mis ensemble, soient la montée d'une société du risque et du contrôle, la présence d'un certain populisme pénal au cœur des discours et l'utilisation de stratégies qui s'inscrivent dans un registre émotif, permettrait la mise de côté des représentations du crime et du criminel présentées dans les débats parlementaires au détriment d'une seule image : un monde sans risques.

## CONCLUSION

Depuis plusieurs décennies, la philosophie pénale canadienne prônait l'équilibre entre l'idéal de réhabilitation et la volonté de punir de façon répressive. Plusieurs chercheurs se sont intéressés à la coexistence de ces deux courants de pensées opposés en idéologie, mais complémentaires en pratique. En plein dans un élan de baisse de la criminalité au Canada, l'arrivée d'un projet de loi qui favorise l'incarcération pour un grand nombre de délits au détriment du volet réhabilitatif a suscité l'intérêt des médias, du public et de plusieurs groupes d'intérêts. Il s'agit de l'arrivée en 2011 du projet de loi C-10, projet qui a reçu la sanction royale en 2012.

L'objectif principal de ce mémoire était de mieux comprendre, à partir de l'analyse des débats entourant l'adoption de la loi C-10, les représentations du crime, du criminel et de la sanction pénale. Le constructivisme est la perspective utilisée. Selon cette approche, les problèmes sociaux sont le résultat d'un travail collectif de construction de certains acteurs à définir un problème, ses causes et ses solutions (Gusfield, 1989). Notre recherche partait de certains questionnements: Quelles caractéristiques du crime et du criminel sont à la base des définitions sociales de la réalité qui appuient l'élaboration d'une loi comme la loi C-10? Y-a-t'il un lien à faire entre les différentes représentations du crime et du criminel et les différentes représentations de la sanction pénale? Qu'est-ce que signifie la propagation de ces représentations pour notre système de justice pénal? Enfin, nous nous sommes questionnés quant aux facteurs permettant d'expliquer l'émergence de discours répressifs dans une société dont la criminalité est à la baisse, notamment les représentations de certains concepts-clés. Pour y répondre, nous avons analysés les débats parlementaires sur la loi C-10. Nous avons utilisé la méthode qualitative de l'analyse documentaire et avons divisé le matériel en trois dimensions : le crime, le criminel et la sanction.

Les résultats de la présente étude démontrent qu'il y a encore des points de vue différents quant au crime et au criminel et même quant à la sanction pénale. Ces différentes représentations ont permis de jeter un regard sur l'émergence de points de vue sur la fonction du système pénal. Malgré cette pluralité des points de vue, il demeure qu'une perspective distincte a remporté le débat : la perspective du contrôle, une perspective hybride qui se situe entre les perspectives répressives et protectrices sur le continuum punitif des fonctions du système de justice pénale. Notre étude révèle la domination d'une image chaotique de la criminalité au Canada, d'une criminalité grave, violente et prédatrice. Selon nos données, le crime serait partout et s'attaquerait à quiconque. Nul ne peut échapper à ce risque. Cette vision du crime s'accompagne de descriptions émotives de cas sordides, d'histoires relatées par des victimes ou proches qui dénoncent les injustices du système actuel. Le criminel est perçu comme un être violent, incontrôlable. Il présente un risque pour tous les citoyens canadiens, sans exceptions. Quoi

que certains soutiennent encore l'existence d'une criminalité peu préoccupante, tous sont d'accord sur la présence d'un être qui menace la sécurité des citoyens et qui doit être retiré des rues. La prison devient la réponse première à cette menace omniprésente. Si quelqu'un est derrière les barreaux, les chances qu'il fasse des victimes devient nul, tant et aussi longtemps qu'il demeure incarcéré. La prison ne sert plus un objectif de réhabilitation, l'individu étant perçu comme méchant et incontrôlable. La prison sert uniquement à neutraliser et punir.

La victime devient essentielle dans les débats. D'une part, on se sert d'elle comme figure de proue de la nécessité de punir. On punit les torts infligés à la victime, souffrance qui n'a aucune valeur quantifiable. La peine doit punir jusqu'à ce qu'on ait l'impression que justice ait été rendue pour les souffrances vécues. D'autre part, la victime est très présente dans les débats. Elle raconte son histoire, les conséquences de sa victimisation, l'importance de punir pour éliminer le risque de victimisation pour l'ensemble de la société canadienne. Elle dénonce également les failles du système de justice et présente des exemples de cas de récidives exceptionnels.

Notre étude permet de constater que ces visions dominantes sont défendues par un nouveau type d'argumentaire. On sort de l'argumentaire scientifique, basé sur les statistiques et les propos de scientifiques. Plutôt, ce sont les discours sensationnalistes qui dominent la scène. La nouvelle philosophie pénale répressive est le résultat d'une société en émoi qui se laisse séduire par des fausses représentations du problème qui s'accompagnent de fausses solutions rassurantes. On promet d'accroître la protection contre un problème qui n'est même pas à la hausse. On promet de protéger en agissant de la même manière répressive pour une panoplie d'individus variés ayant commis des crimes très différents. En autant que le public se croit plus en sécurité, il est content. Ce virage punitif de l'idéologie pénale canadienne se base sur un monde de peurs erronées, d'histoires sensationnalistes remplies de larmes et de détails sordides et de promesses vides.

Globalement, cette analyse aura permis de jeter de la lumière sur les visions du crime et du criminel qui dominent les débats au Canada. Ces discours dominants définissent à leur tour la philosophie pénale. Malgré ces résultats intéressants sur les raisons d'être de politiques pénales répressives telles que la loi C-10, nous n'avons toujours pas de réponse définitive quant à l'importance des représentations dans la philosophie pénale. Que pense véritablement l'ensemble de la société canadienne? Certes, selon les discours populistes et sensationnalistes entourant la loi C-10, le public semble soutenir les discours répressifs qui dénoncent une criminalité catastrophique au Canada. Si le public était informé sur les faits et statistiques entourant la criminalité, serait-il toujours en faveur de lois répressives?

Aussi, qu'en est-il des mesures proposées par le projet de loi C-10? Que disent les pratiques pénales depuis l'adoption de cette loi? Y-a-t'il eut un véritable changement dans la détermination de la peine, dans le déroulement de la sanction? Peu d'informations sont disponibles quant aux retombées de ce projet de loi si idéologiquement punitif. Il serait intéressant de poursuivre cette réflexion dans quelques années, élargissant l'analyse afin d'examiner le lien entre discours et la mise en application.



## ANNEXES

## Annexe 1 : Tableau exhaustif des participants

Type d'intervenants	Nom de l'organisme représenté	Nom du participant et poste dans l'organisme	Informations sur l'organisme/l'individu	Participation aux débats	Temps de parole
Partis politiques (5)	Parti Conservateur du Canada	Rob Nicholson  Ministre de la Justice et parrain du projet de loi	Parti au pouvoir lors du dépôt de la loi C-10.	Assiste aux séances à la Chambre des communes et à la 4 <sup>e</sup> séance du Comité (6 octobre 2011)  Assiste à la première séance au Comité permanent de la justice et des droits de la personne	25 minutes et temps de réponse aux questions
		Robert Goguen et Kerry-Lynne Findlay  Secrétaires parlementaires du ministre de la Justice et députés	Les secrétaires parlementaires sont des députés nommés pour aider les ministres du Cabinet.	Assistent aux séances à la Chambre des communes	Plusieurs interventions d'une durée maximale de 20 minutes
		Députés	Parti au pouvoir avec 166 députés à la Chambre et parti parrain du projet de loi.	Assistent aux séances à la Chambre des communes  Quelques députés participent aux débats au Comité	Effectuent en moyenne 28 à 35% des interventions à la Chambre
	Nouveau Parti Démocratique	Députés	Opposition officielle avec 103 députés à la Chambre.	Assistent aux séances à la Chambre des communes  Quelques députés participent aux débats au Comité	35 à 45% des interventions
	Parti libéral du Canada	Députés	34 députés à la Chambre.	Assistent aux séances à la Chambre des communes  Quelques députés participent aux débats au Comité	22 à 26% des interventions
	Bloc Québécois	Députés	4 députés à la Chambre.	Assistent aux séances à la Chambre des communes	1% des interventions
	Parti Vert	Elizabeth May	Seule député à la Chambre des communes pour le Parti Vert.	Assiste aux séances à la Chambre des communes	5% des interventions
Participants présents à titre personnel (5)	Aucun	Anthony Doob  Professeur, Centre de criminologie, Université de Toronto	Étudie la stabilité et le changement dans les politiques de justice criminelle au Canada.	5 <sup>e</sup> séance du Comité (18 octobre 2011)	5 minutes
	Aucun	Eugene Oscapella  Professeur à temps partiel, département de criminologie, Université d'Ottawa	Spécialisé dans la recherche sur les développements législatifs, commerciaux et sociaux au Canada, ainsi que sur les politiques et préoccupations en matière de drogues.	5 <sup>e</sup> séance du Comité (18 octobre 2011)	5 minutes

	Aucun	Joanne Jong	Le père de Joanne Jong a été victime de meurtre, à l'âge de 88 ans, par deux jeunes locataires d'une de ses propriétés.	8 <sup>e</sup> séance du Comité (27 octobre 2011)	5 minutes
	Aucun	Steve Sullivan	Steve Sullivan est l'ancien ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels.	8 <sup>e</sup> séance du Comité (27 octobre 2011)	5 minutes
	Aucun	Justin Piché  Professeur adjoint de sociologie à l'Université Memorial à Terre-Neuve	Justin Piché est candidat au doctorat en sociologie de l'Université Carleton. Sa thèse porte sur l'augmentation de la capacité carcérale et sur les facteurs qui la conditionnent.	8 <sup>e</sup> séance du Comité (27 octobre 2011)	5 minutes
Associations policières (5)	Service de police d'Ottawa	Vince Westwick  Avocat général, Services légaux	Service de police de la ville d'Ottawa.	6 <sup>e</sup> séance du Comité (20 octobre 2011)	5 minutes
	Association canadienne des chefs de police (ACCP)	Chef Dale McFee Président  Barry MacKnight  Chef de police au Service de police de Fredericton, Nouveau-Brunswick Président du Comité sur l'abus de drogues	Fondée en 1905 et incorporée en 1968, l'ACCP est un organisme à but non lucratif constitué de dirigeants d'organismes policiers fédéraux, provinciaux, régionaux et municipaux, des Premières nations et des Forces canadiennes.  Dale McFee a témoigné sur l'ensemble des dispositions du projet de loi C-10 Barry MacKnight a témoigné uniquement sur les mesures concernant les drogues.	6 <sup>e</sup> séance du Comité (20 octobre 2011)  8 <sup>e</sup> séance du Comité (27 octobre 2011)	10 minutes (5 par séance)
	Association canadienne des policiers	Tom Stamatakis Président	Organe fédéral représentant plus de 41 000 policiers constitué de 160 corps de police du pays, y compris la Gendarmerie Royale du Canada, la police des chemins de fer et la police des Premières nations.	9 <sup>e</sup> séance du Comité (1 <sup>er</sup> novembre 2011)	5 minutes
	Service de police de Vancouver	Warren Lemcke  Chef de police adjoint commandant pour la Division d'enquête	Lemcke témoigne le point de vue de l'ACCP sur la partie 2 de la loi C-10, notamment les changements au sursis.	9 <sup>e</sup> séance du Comité (1 <sup>er</sup> novembre 2011)	5 minutes
	Victims of Violence, Canadian center for missing children	Sharon Rosenfeldt Présidente	Organisme de bienfaisance enregistré au fédéral depuis 1984, fondé par les Rosenfeldts, parents d'une des victimes de Clifford Olson.	5 <sup>e</sup> séance du Comité (18 octobre 2011)	5 minutes
Associations d'aide aux victimes (7)					

	International Organization for Victim Assistance	Irvin Waller Président	Fondé en 2005 en tant qu'association-sœur à la National Organization for Victim Assistance (NOVA), USA, organisme de bienfaisance américain.	6e séance du Comité (20 octobre 2011)	5 minutes
	Respect Group Inc.	Sheldon Kennedy Cofondateur	Incorporé 2004 par Sheldon Kennedy, ancien joueur de hockey professionnel et victime d'abus sexuel, et Wayne McNeil. En partenariat avec la Croix Rouge canadienne – division ÉduRespect.	6e séance du Comité (20 octobre 2011)	5 minutes
	Canadian Parents of Murdered Children and Survivors of Homicide Victims Inc.	Yvonne Harvey  Présidente et cofondatrice	Organisme caritatif national fondé en 2009 dans le but de fournir un soutien et de l'aide psychologique aux survivants des victimes d'homicide.	6e séance du Comité (20 octobre 2011)	5 minutes
	Canadian Center for Abuse Awareness	Ellen Campbell  Présidente, directrice générale et fondatrice	Organisme national de bienfaisance fondé en 1993 afin d'adresser les besoins d'enfants et d'adultes victimes d'abus.  Ellen Campbell a été victime d'abus sexuel dans son enfance.	8 <sup>e</sup> séance du Comité (27 octobre 2011)	5 minutes
	Canadian Crime Victim Foundation	Joe Wamback  Président et directeur général	Organisme de charité national fondé en 2002 dédié aux victimes de crimes et à l'amélioration des services offerts aux victimes.  En 2002, Le fils des fondateurs Joe et Lozanne Wamback a été victime de voie de fait commis par un groupe de jeunes adolescents.	9e séance du Comité (1 <sup>er</sup> novembre 2011)	5 minutes
	Association des familles de personnes assassinées ou disparues	Elizabeth Pousoulidis Présidente	Fondé en 2005 par 4 pères ayant tous perdus leurs filles, il s'agit d'un organisme à but non lucratif.	9e séance du Comité (1 <sup>er</sup> novembre 2011)	5 minutes
Associations d'aide aux justiciables (2)	Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry	Kim Pate Directrice exécutive	Incorporé en tant qu'organisme bénévole sans but lucratif en 1978, il s'agit d'une association de sociétés autonomes qui viennent en aide aux femmes confrontées au système de justice pénal.	8 <sup>e</sup> séance du Comité (27 octobre 2011)	5 minutes
	Société John Howard du Canada	Catherine Latimer Directrice exécutive	Organisme national à but non lucratif, ayant des bureaux dans plus de 60	5e séance du Comité (18 octobre 2011)	5 minutes

			communautés à travers le Canada, leur bureau national étant à Kingston.		
Bureaux d'enquêtes (2)	Bureau de l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels	Susan O'Sullivan Ombudsman	Ressource indépendante créée en 2007 pour s'assurer que le gouvernement s'acquitte de ses responsabilités face aux victimes.	5e séance du Comité (18 octobre 2011)	5 minutes
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	Howard Sapers Enquêteur correctionnel	Le Bureau de l'enquêteur correctionnel sert d'ombudsman pour les délinquants sous responsabilité fédérale.	10e séance du Comité (3 novembre 2011)	5 minutes
Services correctionnels (2)	Service correctionnel du Canada	Don Head Commissaire	Organisme du gouvernement fédéral chargé d'administrer les peines d'emprisonnement de deux ans ou plus.	5e séance du Comité (18 octobre 2011)	5 minutes
	Syndicat des agents correctionnels du Canada	Pierre Malette Président national	Fondé en 1999, le syndicat est une organisation autonome sans but lucratif qui dessert tous les agents correctionnels du Canada.	10e séance du Comité (3 novembre 2011)	5 minutes
Associations juridiques (7)	Association canadienne des juristes de l'État	Jamie Chaffe Président	Association nationale qui représente les intérêts collectifs des procureurs de la Couronne et des juristes de l'État.	6e séance du Comité (20 octobre 2011)	5 minutes
	Association du Barreau canadien	Eric Gottardi Vice-président, Section nationale du droit pénal  Michael Jackson Membre, comité sur l'emprisonnement et la libération, Section nationale du droit pénal	Association nationale qui regroupe 37 000 avocats, notaires, étudiants en droit et universitaires.  Michael Jackson a témoigné avec Eric Gottardi le 18 octobre, puis une deuxième fois le 3 novembre uniquement sur la partie 3 de la loi C-10.	5e séance du Comité (18 octobre 2011)  10e séance le 3 novembre 2011	10 minutes, 5 par séance
	Barreau du Québec	Gilles Ouimet Bâtonnier sortant  Giuseppe Battista, avocat et président, Comité en droit criminel  Dominique Trahan avocat et président, Comité en droit de la jeunesse	Ordre professionnel, le Barreau du Québec a été créé en 1849 pour surveiller l'exercice de la profession afin d'assurer la protection de la société.	6e séance du Comité (20 octobre 2011)	5 minutes de discours partagé entre les membres de l'organisme
	Conseil canadien des avocats de la défense	William Trudell Président	Créé en novembre 1992 pour représenter les avocats de la défense et offrir un point de vue national sur les questions de la justice pénale.	8e séance du Comité (27 octobre 2011)	5 minutes

	Association québécoise des avocats et avocates de la défense	Joëlle Roy  Présidente et représentante, Laurentides-Lanaudière	Fondée en 1995, l'association défend les intérêts professionnels des avocats qui pratiquent le droit criminel et pénal en défense au Québec.	10e séance du Comité (3 novembre 2011)	5 minutes
	Coalition canadienne des droits des enfants	Kathy Vandergrift Présidente	Formé en 1989, c'est un réseau canadien d'organismes et d'individus qui promulguent le respect des droits des enfants.	9e séance du Comité (1 <sup>er</sup> novembre 2011)	5 minutes
Associations sur les politiques en matière de drogues (2)	Étudiants canadiens pour une politique raisonnable en matière de drogue	Caleb Chepesiuk Directeur général	Réseau national de jeunes et d'étudiants qui travaillent sur problèmes associés aux politiques en matière de drogues auxquels font face leurs communautés.	9e séance du Comité (1 <sup>er</sup> novembre 2011)	5 minutes
	Coalition canadienne des politiques sur les drogues	Donald Macpherson Directeur	Réseau civil indépendant, formé d'organismes et d'individus qui œuvrent à améliorer les politiques sur les drogues au Canada.  En partenariat avec le centre de recherche appliquée en santé mentale et toxicomanie (CARMHA), de l'Université Simon Fraser, à Vancouver.	6e séance du Comité (20 octobre 2011)	5 minutes
Élus politiques (3)	Gouvernement du Québec	Jean-Marc Fournier  Ministre de la justice et procureur général du Québec	Entité gouvernementale provinciale.	9e séance du Comité (1 <sup>er</sup> novembre 2011)	10 minutes
	Ville de Winnipeg	Sam Katz Maire	Entité gouvernementale municipale.	10e séance du Comité (3 novembre 2011)	5 minutes
	Gouvernement du NB	Marie-Claude Blais  Ministre de la justice et de la consommation et procureure générale	Entité gouvernementale provinciale.	10e séance du Comité (3 novembre 2011)	10 minutes
Autres (2)	Comité central mennonite du Canada	Willma Derksen  Fondatrice du programme des victimes voix et ancienne coordinatrice	Organisme mondial d'églises Anabaptistes à but non lucratif.  La fille de Willma a été assassinée.	10 <sup>e</sup> séance du Comité (3 novembre 2011)	5 minutes
	Centre consultatif des relations juives et israéliennes	David Cooper  Directeur, relations gouvernementales	Organisme non-partisan chargé de fournir expertises et informations relatives aux préoccupations de la communauté juive.	8 <sup>e</sup> séance du Comité (27 octobre 2011)	5 minutes

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Abric, J-C. (1994). « Les représentations sociales: aspect théoriques ». Dans Abric, J.C. (coord.), *Pratiques sociales et représentations*. Paris : Presses Universitaires de France.

Altheide, D.L. (1997). "The News Media, The Problem Frame, and the Production of Fear." *The Sociological Quarterly*, 38 (4): 647-668.

Altheide, D.L. (2009). "Moral panic: From sociological concept to public discourse." *Crime, Media, Culture*, 5(1): 79-99.

Baker E. et Roberts, J.V. (2005), "Globalization and the New Punitiveness." dans J. Pratt, D. Brown, et al., (éds). *New Punitiveness: Trends, Theories, Perspectives*. Devon, England : Willan Publishing.

Beck, U. (1994). *Reflexive Modernization. Politics, Tradition, and Aesthetics in the Modern Social Order*. Cambridge: Polity Press.

Black, Donald, ed. (1984). *Toward a General Theory of Social Control: Fundamentals and Selected Problems*. Orlando, FL: Academic Press, Inc.

Bottoms, A. (1995) 'The philosophy and politics of punishment and sentencing', dans C. Clarkson and R. Morgan (eds) *The politics of sentencing reform*, pp. 17-50. Oxford: Clarendon Press.

Boutanquoi, M. (2008). « Compréhension des pratiques et représentations sociales: Le champ de la protection de l'enfance. » *La revue internationale de l'éducation familiale*, 24, pp. 123-135.

Brodeur, J-P (1991). Quelques notes sur la détermination de la peine au Canada, *Criminologie*, 24(2), 81-98.

Brodeur J.-P., Roberts J. V., (2001-2002), Taking Justice Seriously, *Canadian Criminal Law Review*, 7(1): 77-92.

Brown, M. (2005). "Liberal exclusions and the new punitiveness." dans Pratt, John, Brown, David, Brown, Mark, Hallsworth, Simon, & Morrison, Wayne (Eds.) *The New Punitiveness : Trends, Theories, Perspectives*. Devon, England: Willan Publishing, pp. 27-46

Carrier, N. (2010). « Sociologies anglo-saxonnes du virage punitif », *Champ pénal/Penal field* [En ligne], vol. VII. Disponible sur <http://champpenal.revues.org/7818> (page consultée le 30 novembre 2014).

Cellard, A. (1997). L'analyse documentaire. Dans Poupart, J. Deslauriers, J-P., Groulx, L., Laperrière, A., Mayer, R., Pires, A. *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp.251-271), Boucherville : Gaëtan Morin.

Centre Canadien de la statistique juridique (2012). *Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2011*, produit n° 12-591-X au catalogue de Statistique Canada, version mise à jour en juillet 2013, Ottawa, Ontario, (page consultée le 5 mars 2014).

Clark, A. et Gibbs, J.P. (1965). « Social Control : A Reformulation. » *Social Problems* 12: 398-414.

- Codol, J. P. (1982). "On the system of representations in a group situation." *European Journal of Social Psychology*, (4): 343-365.
- Cohen, S. (1972; 1980). *Folk Devils and Moral Panics: The Creation of the Mods and Rockers*. Oxford: Martin Robertson.
- Crowther, C. (2007). *An Introduction to Criminology and Criminal Justice*. Hampshire, England: Palgrave Macmillan.
- Cullen, F.T. et Agnew, R. (2011). *Criminological Theory : Past to Present*. Oxford: Oxford University Press.
- Doob, A. (2012). Principled sentencing, politics, and restraint in the use of imprisonment: Canada's break with its history, *Champ pénal/Penal field* [En ligne], Vol. IX | 2012, repéré sur: <http://champpenal.revues.org/8335> (consulté le 30 septembre 2012).
- Doob, A.N., Sprott, J.B. (2006) "Punishing youth crime in Canada: the blind men and the elephant." *Punishment & Society*, 8(2): 223-233.
- Garland, D (2001). *The culture of Control. Crime and Social Order in Contemporary Society*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Garland D. (2007) « Adaptations politiques et culturelles des sociétés à forte criminalité », *Déviance et Société*, 31(4), p. 387-403
- Garland, D. (2008). "On the concept of moral panic." *Crime, Media, Culture*, 4(1): 9-30.
- Gauthier, B. (éd). (2003). *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Goode, E., Ben-Yehuda, N. (1994). "Moral Panics: Culture, Politics and Social Construction." *Annual Review of Sociology*, 20: 149-171.
- Giordano, Y. (coord.) (2003). *Conduire un projet de recherche: Une perspective qualitative*. Paris : Éditions ems.
- Gusfield, J. (1975). "The (F)utility of Knowledge?: The relation of social science to public policy toward drugs." *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 417 Drugs and Social Policy: 1-15.
- Gusfield, J. (1963). *Symbolic Crusade*. Illinois: University of Illinois Press.
- Gusfield, J. (1976). "The literary rhetoric of science: comedy and pathos in drinking driver research." *American Sociological Review*, 41(1): 16-34.
- Gusfield, J. (1981). *The culture of public problems: Drinking-driving and the symbolic order*. Chicago: The University of Chicago Press.



Gusfield, J. (1989). "Constructing the Ownership of Social Problems: Fun and Profit in the Welfare State." *Social Problems*, 36 (5): 431-441.

Hammersley, M. (2013). *What is Qualitative Research?* London: Bloomsbury Academic.

Hier, S. (2008). "Thinking beyond moral panic: Risk, responsibility, and the politics of moralization." *Theoretical Criminology*, 12 (2): 173-190.

Hier, S., Lett D., Walby, K. et Smith A. (2011) "Beyond folk devil resistance: Linking moral panic and moral regulation." *Criminology and Criminal Justice*, 11 (3): 259-276.

Horwitz, A.V. (1990). *The Logic of Social Control*. New York : Plenum Press.

Jaccoud, M. (2011). *Théories de la réaction sociale : notes de cours : cours CRI 6006*. Université de Montréal.

Jameux, Cl. (1994). « Analyse des organisations et entreprise. Points de repères issus de la notion de pouvoir », *Sciences de la société*, n°33.

Jewkes, Y. (2004). *Media and Crime*. London: Sage.

Jobert, B. (1992). « Représentations sociales, controverses et débats dans la conduite des politiques publiques » *Revue française de science politique*, 42(2): 219-234.

Jodelet, D. (1989a). Représentations sociales: un domaine en expansion. In D. Jodelet (Ed), *Les représentations sociales* (pp.31-61). Paris: PUF.

Jodelet, D. (1989b). *Folies et représentations sociales*. Paris: PUF.

Jodouin, A., Sylvestre, M-E. (2009) « Changer les lois, les idées, les pratiques : réflexions sur l'échec de la réforme de la détermination de la peine. » *Les Cahiers de Droit*, 50 (3-4): 519-584.

Lalande, P. (2006) « Punir ou réhabiliter les contrevenants? Du 'Nothing Works' au 'What Works' (Montée, déclin et retour de l'idéal de réhabilitation) » dans *La sévérité pénale à l'heure du populisme*. Québec : ministère de la Sécurité publique, Gouvernement du Québec, p. 30-77.

Landreville, P. (2007) « Grandeur et misères de la politique pénale au Canada : du réformisme au populisme » *Criminologie*, Vol. 40 Issue 2 : 19-51.

Landry, R. (1992). « L'analyse de contenu. » Dans Gauthier, B. (Éd.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Levi, M. (2009). "Suite revenge? The shaping of folk devils and moral panics about white-collar crimes." *British Journal of Criminology*, 49(1): 48-67.

Mannoni, P. (1998). *Les représentations sociales*. Paris: Presses Universitaires de France.

Martinson, R. (1974). "What Works? Questions and Answers About Prison Reform", dans *Public Interest New York*, 35: 22-54.

Matthews, R. (2003) "Rethinking Penal Policy: Towards a Systems Approach", dans R. Matthews and J. Young (eds) *The New Politics of Crime and Punishment*, 223-50. Cullompton: Willan.

Matthews, R. (2005) 'The Myth of Punitiveness', *Theoretical Criminology*, 9(2): 175-201.

Meyer, J., O'Malley, P. (2005). "Missing the punitive turn? Canadian criminal justice, 'balance', and penal modernism", dans Pratt, J., Brown, D., Brown, M., Hallsworth, S., Morrison, W. (eds), *The New Punitiveness: Trends, Theories, Perspectives*, Devon: Willan Publishing, pp. 201-217.

Moore, D., Hannah-Moffat, K. (2005). "Liberal Veil: Revisiting Canadian Penalty", dans J. Pratt, D. Brown, et al., (éds). *New Punitiveness: Trends, Theories, Perspectives*. Devon, England : Willan Publishing.

Moscovici, S. (1989). Des représentations collectives aux représentations sociales : éléments pour une histoire. Dans D. Jodelet (éd.). *Les représentations sociales*. Paris : Presses Universitaires de France.

Neveu, E. (1999). « L'approche constructiviste des « problèmes publics ». Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Études de communication*, 22, [En ligne], mis en ligne le 27 novembre 2011. URL : <http://edc.revues.org/index2342.html>. Consulté le 24 mai 2012.

O'Malley, P. (1999). "Volatile and Contradictory Punishment", *Theoretical Criminology*, 23(2), 175-97.

O'Malley, P. (2006). « 'Mondialisation' et justice criminelle : du défaitisme à l'optimisme. », *Déviance et Société*, 30(3): 323-338.

Poupart, J., Dozois, J et M. Lalonde (1982). « L'expertise de dangerosité », *Criminologie*, 15 (2) :7-25.

Pires, A. (1997). "Échantillonnage et recherche qualitative: essai théorique et méthodologique". Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Poupart, Deslauriers, Groulx, Laperrière, Mayer, Pires [Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives], *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, pp. 113-169. Montréal: Gaëtan Morin, Éditeur.

Pires, A. (2001). « La rationalité pénale moderne, la société du risque et la juridicisation de l'opinion publique. », *Sociologie et sociétés*, 33(1) : 179-204.

Pratt, J. (1997). *Governing the Dangerous: Dangerousness, Law and Social Change*. Sydney: The Federation Press Pty Ltd.

Pratt, J. (2001). "Emotive and Ostentatious Punishment", *Punishment and Society*, 24(4), 407-39.

Pratt, J., Brown, D., Brown, M., Hallsworth, S., Morrison, W. (eds), (2005), *The New Punitiveness: Trends, Theories, Perspectives*, Devon: Willan Publishing.

Pratt, J. (2007), *Penal Populism*, New York, Routledge.

Robert, P. (1984). *La question pénale*. Paris: Droz.

Roberts, J.V. (1998). "The evolution of penal policy in Canada." *Social Policy and Administration*, 32 (4): 420-437.

Roberts, J.V. (2001), *La peur du crime et les attitudes à l'égard de la justice pénale au Canada. Bilan des dernières tendances*, Rapport préparé pour le ministère du Solliciteur général du Canada, Ottawa : Solliciteur général du Canada.

Roberts, J.V. et al., (2003). *Penal Populism and Public Opinion. Lessons from Five Countries*. England: Oxford University Press.

Roberts, J.V., Crutcher, N., Verbrugge, P. (2007). "Public attitudes to sentencing in Canada: Exploring recent findings." *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 49 (1): 75-107.

Roberts, J.V. (2008). "Sentencing policy and practice: the evolving role of public opinion", dans *Penal Populism, Sentencing Councils and Sentencing Policy*. Sydney: Hawkins Press.

Roberts, J.V. (2009). " 'Faint Hope' in the firing line: Repeal of section 745.6?", *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 537-545. doi: 10.3138/cjccj.514.537

Sacco, V. (1995). Media Constructions of Crime. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 539, Reactions to Crime and Violence, pp. 141-154.

Salas, D. (2005). *La volonté de punir. Essai sur le populisme pénal*, Paris : Hachette.

Schutz, A. (1987). *Le chercheur et le quotidien*. Paris : Méridiens Klincksieck.

Shah, S.A. (1981). « Dangerosité: quelques considérations sur les plans légal, politique et de la santé mentale », *Déviance et société*, 5(4) : 371-382.

Spector, M. (1972): « La différenciation sociale, la déviation secondaire et la théorie de l'étiquetage », *Revue canadienne de criminologie*, 14(4) : 363-384.

Steadman, H.J (1972). "The psychiatrist as a conservative agent of social control", *Social problems*, 20(2): 263-271.

Surette, R. (1995). "News From Nowhere, Policy to Follow: Media and the Social Construction of 'Three Strikes and You're Out' " pp. 177-202, dans Shichor, D. (éd) et Sechrest, D.K. (éd). *Three Strikes and You're Out: Vengeance as Public Policy*. Thousand Oaks, CA: Sage.

Surette, R. (2011). *Media, Crime and Criminal Justice. Images, Realities and Policies*. California: Wadsworth.

Ungar, S. (2001). "Moral panic versus the risk society: the implications of the changing sites of social anxiety." *British Journal of Sociology*, 52 (2): 271-291.

Wacquant, L. (1999). *Les prisons de la misère*. France : Raisons d'agir Éditions.

Wallace, M., Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada « Statistiques de la criminalité au Canada, 2003 », *Juristat*, no 85-002-XIF au catalogue, 24(6).

Wolfe, M. (2012). "Putting on the Brakes or Pressing on the Gas? Media Attention and the Speed of Policymaking." *The Policy Studies Journal*, 40(1): 109-126.

Wolfgang, M.E., Figlio, R., Tracy, P. and Singer, S. (1985). *The National Survey of Crime Severity*. Washington, D.C.: Government Printing Office.

Young, J. (2009). "Moral panic: Its origins in resistance, resentment and the translation of fantasy into reality." *British Journal of Criminology*, 49: 4-16.

### **Documents gouvernementaux consultés**

Bibliothèque du Parlement (2012), résumé législatif du projet de loi C-10, publication numéro 41-C10F, révisée le 17 février 2012. Disponible sur [http://www.parl.gc.ca/About/Parliament/LegislativeSummaries/bills\\_ls.asp?ls=C10&Mode=1&Parl=41&Ses=1&source=library\\_prb&Language=F](http://www.parl.gc.ca/About/Parliament/LegislativeSummaries/bills_ls.asp?ls=C10&Mode=1&Parl=41&Ses=1&source=library_prb&Language=F)

Bibliothèque du Parlement (2012b), *Les Canadiens et leur système de gouvernement*, Numéro de catalogue 1102-FIP. Disponible sur [http://www.parl.gc.ca/about/parliament/senatoreugeneforseys/book/chapter\\_6-f.html#6\\_4](http://www.parl.gc.ca/about/parliament/senatoreugeneforseys/book/chapter_6-f.html#6_4)

Canada. Parlement. Chambre des communes. (2011). Compte-rendus officiels des débats portant sur la loi C-10, *hansards révisés*, volume 146, numéros 16-60, 1<sup>ère</sup> session, 41<sup>e</sup> Parlement. Disponible sur le site du Parlement : <http://www.parl.gc.ca/LegisInfo/BillDetails.aspx?billId=5120829>.

Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité permanent de la justice et des droits de la personne (2011). *Témoignages des réunions*, réunions numéros 4-15, 1<sup>ère</sup> session, 41<sup>e</sup> Parlement. Disponible sur le site du Parlement : <http://www.parl.gc.ca/CommitteeBusiness/CommitteeMeetings.aspx?Cmte=JUST&stac=4305047&Parl=41&Ses=1&Language=F&Mode=1#DT20111006JUSTMEE4ID4305047>.

Canada. Chambre des communes. (2014). Règlements de la Chambre des communes incluant le code régissant les conflits d'intérêts des députés (Version codifiée au 27 janvier 2014). Disponible sur le site du Parlement : <http://www.parl.gc.ca/About/House/StandingOrders/toc-f.htm>

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, LC 1992, c 20, <<http://canlii.ca/t/69dnc>> (page consultée le 30 septembre 2013).

Loi sur la sécurité des rues et des communautés. Projet de loi n° C-10 (2<sup>e</sup> lecture et renvoi à un comité à la Chambre des communes – 28 septembre 2011), 1<sup>ère</sup> sess., 41<sup>e</sup> legis. (Can.)